

n° 445
MAI
2016
4,60 €

silence

EXTRACTION MINIÈRE NI ICI, NI AILLEURS

DES ATELIERS DE NON-VIOLENCE À L'ÉCOLE

TRANSITION ÉNERGETIQUE EN ALLEMAGNE



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À... Emilie Lapprand et Guy Kastler, du Réseau Semences Paysannes

Parmi les mesures de la loi sur la biodiversité entérinées par le Sénat et devant passer devant l'Assemblée Nationale, figure l'autorisation des échanges de semences traditionnelles. Qu'est-ce que cela devrait changer ?

Aujourd'hui, les jardiniers qui ne commercialisent pas leurs récoltes peuvent échanger librement leurs semences, sauf OGM ou semences brevetées. Que les semences soient traditionnelles ou issues de sélections paysannes plus récentes, les agriculteurs peuvent les échanger :

- soit dans le cadre de programmes de recherche, de sélection ou de conservation de la biodiversité : c'est le principal "abri réglementaire" du développement du Réseau Semences Paysannes ;
- soit entre agriculteurs membres d'un même Groupement d'Intérêt Écologique et Économique. Mais les limites géographiques

d'un GIEE (une petite région) interdisent d'accéder aux semences issues de régions plus lointaines pourtant indispensables au renouvellement régulier de la diversité locale. Ces échanges demeurent aussi interdits pour les variétés protégées par un Certificat d'Obtention végétale et pour les agriculteurs qui produisent des semences commerciales. Le Sénat a voté un nouvel article de loi supprimant la limitation des frontières d'un GIEE. Contrairement à ce que dit le lobby semencier, ces échanges n'échapperont pas aux règles sanitaires qui s'appliquent à toute culture agricole.

Deux autres mesures concernent la limitation de la brevetabilité du vivant et la ratification du protocole de Nagoya contre la biopiraterie. Quels sont les enjeux de ces deux décisions ?

On appelle "traits natifs" des caractères qui sont naturellement présents dans les plantes (ou les animaux). Une entreprise qui arrive à identifier la partie du génome qui est liée à ce "trait natif" peut aujourd'hui déposer un brevet dont la protection s'étend aux plantes naturellement porteuses de ces gènes. Comme il ne s'agit pas d'une "invention", les débats parlementaires en cours pourraient les interdire, ce qui serait une avancée importante. Malheureusement de nouvelles techniques de manipulation génétique permettent de modifier le génome. Par exemple pour développer une résistance à une maladie. Il serait alors possible de déposer un brevet sur ce "trait" obtenu par cette biotechnologie. On constate que les brevets liés à cette biotechnologie sont écrits d'une manière telle qu'il n'est pas possible de différencier l'invention qu'ils protègent (un gène/un trait), d'un gène/trait natif. Cela est primordial à prendre en compte car un

paysan sélectionnant traditionnellement ses propres semences peut également développer le même caractère dans ses plantes. Il risque alors de se voir accusé d'utiliser des semences contenant l'invention brevetée et ce sera à lui d'apporter la preuve que ce n'est pas le cas. Nous attendons que le Sénat interdise une fois pour toute les brevets permis pas ces nouvelles techniques dans le texte qui repasse devant lui en mai. Le protocole de Nagoya devrait obliger les entreprises à n'utiliser les ressources génétiques conservées par les communautés locales, souvent paysannes, qu'avec leur consentement et en échange d'un partage équitable des bénéfices qu'elles tirent de leur exploitation. Mais le Règlement européen d'application de ce protocole permet déjà aux entreprises d'échapper à toute contrainte : le partage reste volontaire et donc limité à quelques miettes largement médiatisées.

Quelles sont vos réactions concernant les autres points de cette loi ?

Le plus gros scandale de cette loi est d'instaurer un marché de la compensation qui justifie toute les destructions de la biodiversité : Vinci peut ainsi détruire les zones humides de Notre-Dame-des-Landes s'il verse quelques euros à un Fonds de compensation qui va par exemple reconstituer quelques hectares de parcours à mouton dans les plaines de la Crau à côté d'Arles ; hectares

de parcours qui pourront à leur tour être un jour urbanisés si l'autorité publique le décide, en échange de l'implantation d'arbres ou de capteurs solaires destinés à faire un peu d'ombre sur les parkings d'un aéroport ! La spéculation sur ces nouveaux Fonds financiers ne pourra se nourrir que de la destruction programmée de la biodiversité.

• Réseau Semences Paysannes, 3, avenue de la Gare, 47190 Aiguillon, tél : 05 53 84 44 05, www.semencespaysannes.org.
• Semons la biodiversité, tél : 05 53 84 44 05, www.semonslabiodiversite.com.



■ DOSSIER

EXTRACTION MINIÈRE
NI ICI, NI AILLEURS

5 Attention, mines !

Depuis 2013, les demandes de permis miniers fleurissent en France métropolitaine, poussées par une demande sans cesse accrue de métaux rares. Alors que les industriels et Emmanuel Macron vantent le concept hypothétique d'une "mine responsable", les populations se mobilisent sur le terrain pour empêcher les désastres environnementaux et sociaux que provoquerait ce retour à l'exploitation minière.

9 L'enfer, c'est chez les autres

Si l'extraction minière en France pose problème, elle génère des dégâts environnementaux gigantesques et est liée à des violences extrêmes dans le reste du monde, et dans les pays du Sud en particulier.

11 Amérique latine :
vers un post-extractivisme ?

La politique d'extraction qui a été mise en place en Equateur, en Bolivie, au Venezuela, etc., est considérée par ces gouvernements comme un moyen d'atteindre la croissance grâce aux exportations. Mais ce modèle a fait son temps.

12 Sortir de l'extractivisme :
un projet de société

Destruction massive de l'environnement, épuisement des ressources, dégradation des conditions de vie des populations locales, exploitation des travailleurs... L'extractivisme, base physique de la société de consommation, a des impacts dévastateurs. Voici quelques pistes de réflexion pour en sortir.

■ CHRONIQUES

- 15 *En direct de nos colonies* :
Centrafrique : la fausse victoire de François Hollande
- 17 *Bonnes nouvelles de la Terre* :
Femmes agroécologistes du Mali
- 18 *Le Monde en construction(s)* :
Un colloque sur la construction naturelle
- 21 *Catastrophe de Fukushima* : Santé, sécurité, camouflage et camouflés : Fukushima, bilans après cinq ans
- 23 *100 dates féministes pour aujourd'hui* :
10 juin 2008 : "La terre et les femmes ne sont pas des territoires à conquérir"
- 25 *Nucléaire ça boum !* : Les Polynésiens :
"Hollande repars avec ton plutonium" !

■ ARTICLES

29 Non-violence : Des ateliers pour prévenir
les violences à l'école, dans les familles...

La violence est fréquemment liée au déni de l'altérité de l'autre, de sa différence. C'est pour cela qu'en prévention de la violence le MAN intervient auprès des élèves sur le respect de la différence, sur la tolérance.

32 Que disent les musulmanes de France ?

L'islam fait débat dans la société française. Voici une religion, voire une culture, que l'on dit parfois archaïque, misogyne et insoluble dans la République. Qu'en pensent les femmes françaises et musulmanes du 21^e siècle, supposées libres et émancipées ?

34 Transition énergétique
Comment fait l'Allemagne ?

Vincent Boulanger a publié, fin 2015, un livre extrêmement bien documenté sur les débats politiques allemands autour des scénarios énergétiques, montrant qu'un fort consensus s'est fait pour sortir du nucléaire et maintenant des énergies fossiles. Entretien.

36 Les mondes ruraux
du mouvement pacifiste américain

Des "jardins pour la paix" au sortir de la deuxième guerre mondiale au mouvement hippie des années 1960, pacifisme et agriculture ont de longue date fait bon ménage. Exemple d'un collectif né dans l'Amérique post-11-Septembre'.

38 Complémentaires santé obligatoires
Coup de grâce des valeurs mutualistes ?

Les objectifs mutualistes étaient de partager les risques de santé en se solidarisant entre classes sociales et générations. À l'heure où les complémentaires santé deviennent obligatoires, rencontre avec Missette qui s'est battue toute sa vie pour l'existence de La Fraternelle.

40 Nucléaire : Quand le gouvernement
ne respecte plus la loi

Le nucléaire français est au bord de la faillite. Plutôt que de prendre la sage décision d'aller vers la sortie du nucléaire, le gouvernement multiplie les décisions illégales.

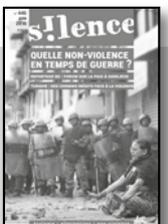
48 Gérard Fromanger, couleurs militantes

Gérard Fromanger, oppose au pop-art américain des années 60-70, son engagement militant et social. Ses peintures interrogent sur l'actualité politique. Il part souvent de photos qu'il surcharge de couleurs. Il développe aussi des portraits faits de lignes enchevêtrées.

■ BRÈVES

- 15 Nord/Sud • 16 Alternatives • 19 Vélo(rution)
20 Énergies • 20 Climat • 21 Nucléaire • 22 Politique
23 Femmes, hommes, etc. • 24 Environnement
25 Paix • 25 OGM • 26 Agenda • 28 Annonces
41 Courrier • 42 Livres • 46 Quoi de neuf ?

Prochain dossier :

Quelle non-violence
en temps de guerre ?

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 30 mars 2016 - Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 1^{er} trimestre 2016 - Tirage : 4850 ex. - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Danièle Gonzalez, Justine Lamonerie - Directrice de publication : Monique Douillet - Comité de rédaction : Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gambin, Gaëlle Ronsin, Anais Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Verrier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe, Marcel de la Gare, Yakana - Correcteurs : Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weité - Photographes : Andreas Conradt / PubliXviewinG, Bibliothèque Kandinsky, Collection Centre Pompidou/Dist. RMN-GP / photo Georges Merguerditchian, Greenpeace, Jean-Christophe Mazur / Centre Pompidou, Luca Locatelli, Luca Lozzi, Matthew A Kok, Matthew L Edson, RHK - Et pour ce n° : Amélie, Yvette Bailly, Bruno Barrillot, Laureline Bourit, Isabelle Cambourakis, Gwenvael Delanoë, Chloé Deleforge, Eric Doidy, Élise, Bahia El Ouazzani, Justine Lamonerie, Martine, Emilie Massemin, François Marchand, Olivier Mitsieno, Marcel Ricordeau, Ben Szlak, Yanis Thomas - Couverture : Vallourec / Thiago Fernandes - Internet : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence

9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Dépositaires, stands et gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Rédaction : Guillaume Gambin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOFPRPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur – Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

Planète gruyère



Pollution des mines de nickel en Nouvelle Calédonie



Mine de cuivre de Bingham Canyon située au sud-ouest de la ville de Salt Lake City dans l'État de l'Utah aux États-Unis



Mine de diamant d'Udachnyay en Russie



Mine de cuivre situé dans le désert d'Atacama au Chili



Mine de cuivre automatisée fonctionnant en continu

C'est officiel, l'écosystème du Rio Doce est mort. Les eaux de ce fleuve brésilien ont été souillées sur 850 kilomètres par une marée ocre toxique : la coulée de boues qui s'y est répandue après la rupture de deux barrages de rétention de résidus de minerai de fer, le 5 novembre 2015, a tout tué sur son passage. De l'histoire du Brésil, c'est la pire catastrophe écologique. C'est aussi un symbole des ravages de la course effrénée aux ressources minières, essentielles pour assurer notre mode de vie consumériste.

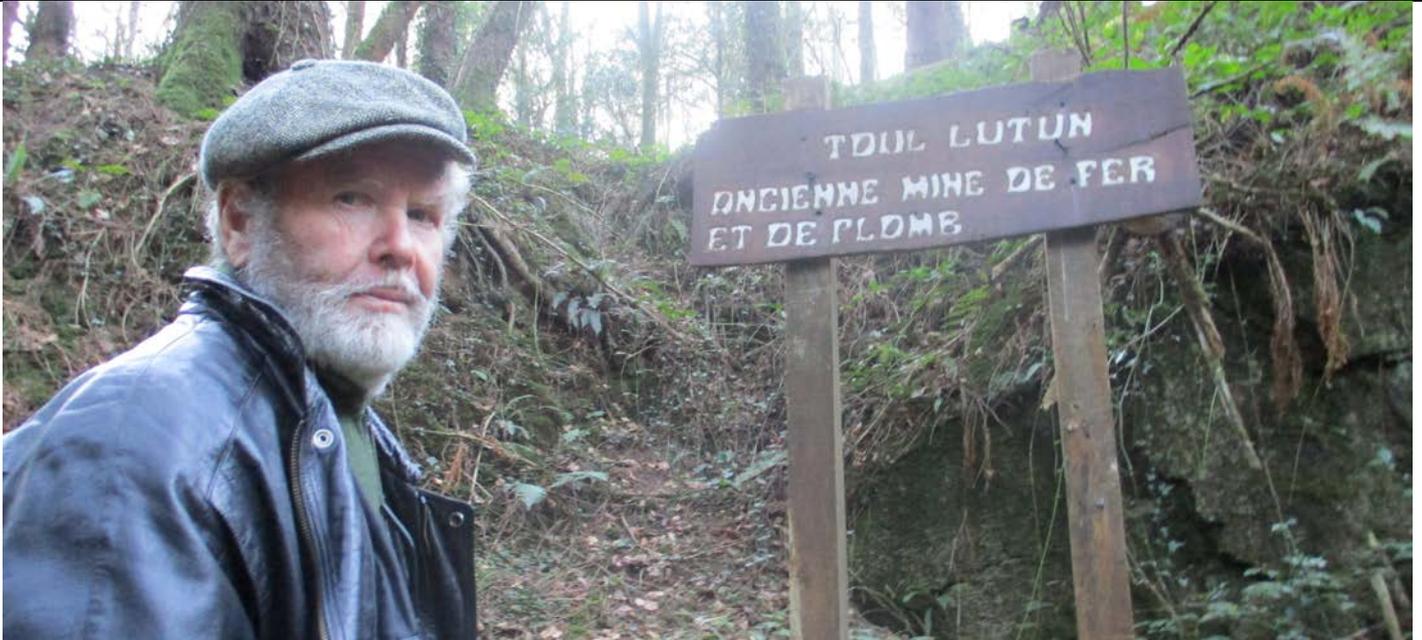
Ni vus, ni connus, les métaux sont partout (1) : dans les ordinateurs, les portables, les avions, les éoliennes et même certaines chaussettes ! Notre consommation grandissante, notamment de produits haute technologie, pousse les États et entreprises à en extraire toujours plus. Quitte à saccager les pays du sud. Perte de la biodiversité, pollution de l'eau, danger sanitaire pour les populations locales, violences policières voire même conflits armés : les conséquences sont désastreuses.

Comme les réserves se raréfient, piller les pays du sud ne suffit plus... Alors on se remet à creuser chez nous, aussi. En France métropolitaine, après une trentaine d'années de quasi-inactivité, voici que le gouvernement promet un renouveau minier. La machine est lancée : une douzaine de projets sont à l'étude.

Mais du Pérou à la Bretagne, les résistances s'organisent. Les alternatives existent, certaines se concrétisent déjà, repensant les pratiques de consommation et de production. Une invitation à réfléchir sur notre rapport au territoire, et sur la notion de « développement »...

Gwenvaël Delanoë

(1) L'extraction des hydrocarbures pose aussi d'énormes problèmes pour l'environnement et notamment le réchauffement climatique, mais ce dossier insistera davantage sur la question moins connue des métaux et terres rares.



▲ Jean Le Bacquer devant une ancienne mine de plomb et de fer, exploitée au 19^e siècle, dans la forêt de Coat-an-Noz. Le massif armoricain attire aujourd'hui Variscan, notamment pour ses gisements d'étain et de tungstène.

Attention, mines !

Depuis 2013, les demandes de permis miniers fleurissent en France métropolitaine, poussées par une demande sans cesse accrue de métaux rares. Alors que les industriels et Emmanuel Macron vantent le concept hypothétique d'une "mine responsable", les populations se mobilisent sur le terrain pour empêcher les désastres environnementaux et sociaux que provoquerait ce retour à l'exploitation minière.

AU CŒUR DE LA FORÊT DE COAT-AN-Noz, dans le Trégor (pays des Côtes-d'Armor), le Guic s'écoule paisiblement dans le creux d'un vallon parsemé de fougères et de mousse. En contrebas, le couvert des arbres s'estompe ; la rivière chemine alors à travers le bocage avant de traverser le petit bourg de Belle-Isle-en-Terre et ses vieilles maisons de granit. Laissons ses eaux poursuivre leur cours vers Lannion et la mer, et attardons-nous quelques instants sur ses berges, dans le café du centre du village...

"Quatre fleuves bretons prennent leur source ici. La forêt de Coat-an-Noz, c'est le château d'eau du Trégor". A l'intérieur, Jean Le Bacquer, veste en cuir et casquette en toile vissée sur ses cheveux blanchis, étale ses dossiers et ses cartes topographiques sur une table en bois. Retraité, il n'en est pas moins actif : la menace minière pèse sur sa campagne, qu'il est bien décidé à défendre. Depuis janvier 2015, il milite au sein du collectif *Douar Didoull* ("Une terre sans trou", en breton), qui tient tête à la société Variscan Mines et aux onze millions d'euros qu'elle s'appête à investir. Basée à Orléans, financée par des fonds australiens, elle convoite depuis 2013 les métaux rares disséminés dans le massif armoricain. En septembre 2015, elle s'est vu accorder un permis exclusif de recherche minière

(PERM) qui lui permet d'explorer les sous-sols d'une zone couvrant vingt-cinq communes autour du village de Loc-Envel, soit 336 km². Objectif : déceler des stocks importants de tungstène mais aussi d'or, d'étain, de cuivre, de plomb et de substances connexes. S'il y a un filon important, les foreuses risquent bien de débarquer et de percer des galeries dans la forêt et sur les parcelles agricoles de la région.

Mais à quel prix ? Jean Le Bacquer, à l'instar d'élus locaux et de la majorité des habitants, s'oppose à cette industrie et aux conséquences environnementales qu'elle laisserait dans son sillon : "Une mine durable ? Ça n'existe pas. Et même quand elle ferme, c'est des pollutions qui restent pendant des décennies."

"MINE RESPONSABLE" OU "LABEL BLAGUE" ?

Les conséquences environnementales inquiètent fortement les riverains. En France, les sites miniers sont l'objet de pollutions à très long terme ; parfois, ils ne sont même pas remis en état. Les exemples sont innombrables. L'un des plus extrêmes est le désastre de la mine d'or de Salsigne, dans l'Aude : on estime à plusieurs milliers d'années le temps nécessaire pour en



ALERTE FOREUSES

Marcel de la Gare

Les Amis de la Terre France

Ce dossier a été réalisé en partenariat avec Les Amis de la Terre France, fédération d'une trentaine de groupes locaux et associés. Ils partagent un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale, agissent selon leurs priorités locales et relaient des campagnes nationales et internationales. L'association se mobilise particulièrement sur la transition écologique, l'agriculture et l'alimentation, la justice économique, l'énergie et les industries extractives, et les risques et technologies. *Les Amis de la Terre France, Mundo M, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22, www.amisdelaterre.org.*

finir avec la pollution engendrée par les résidus d'arsenic (1).

Aujourd'hui, en Bretagne, Variscan Mines se veut rassurant. Son PDG, Michel Bonnemaïson, rappelle que seule la phase exploratoire a été lancée : "Ces inquiétudes, c'est la charrue avant les bœufs. Il y a des études d'impacts à chaque étape." Les explorations s'effectueront grâce à des analyses aéroportées, des échantillonnages à la tarière (manuels et en surface), puis des sondages. Et, pour les habitants qui s'enquêtent des risques dus à ces carottages, l'entrepreneur rétorque : "Les sondages, c'est comme ceux que l'on peut faire pour trouver des sources d'eau minérale. Le trou est recimenté et la roche redevient aussi imperméable qu'avant. Donc c'est une fausse inquiétude."

Mais alors, tout va bien ? "Si on veut faire propre, on peut, certifie-t-il. Une mine moderne, c'est l'emprise d'un supermarché." Reste que son discours ne convainc pas tout le monde (voir encart).

Dominique William, de l'association Eau et rivières de Bretagne, n'est pas de l'avis de Michel Bonnemaïson. Si elle concède que les impacts des explorations sont "sans commune mesure" avec ceux qu'induit une exploitation, elle relativise le fait que les forages employés pour les recherches de minerais sont comparables à ce qui se fait pour trouver des sources d'eau minérale. Dans ce dernier cas, les forages ne dépassent pas une centaine de mètres de profondeur, alors que ceux prévus par Variscan atteindraient, pour certains, 1500 mètres de profondeur !

"Variscan n'est pas rassurant car les responsables nous disent qu'ils ne peuvent pas nous décrire une mine qui n'existe pas encore", déplore-t-elle (2). Les risques ne sont pourtant pas à sous-estimer : un puits a de fortes chances de fracturer des poches d'eau ; or, "tous les métaux recherchés, à part l'or, relèvent de la famille des

sulfures. Quand ils sont exposés à l'air et à l'eau, ils s'oxydent et produisent de l'acide sulfurique. L'eau ruisselle sur la roche et se charge alors en acide sulfurique, sans compter les produits chimiques utilisés par l'exploitant. Ces volumes considérables seront pompés et rejetés en eau de surface, tuant toute vie (3)."

Merléac, une commune du sud du département, est elle aussi au centre d'un PERM octroyé à Variscan. Elle dispose pourtant d'un exemple édifiant qui devrait alerter sur ces dangers : "Dans les années 70, Merléac a fait l'objet d'une mine exploratoire par le Bureau de recherche géologique et minière (BRGM). Tous les ruisseaux alentour ont été stérilisés par l'acidification, toutes les sources et puits ont été complètement taris. Le BRGM a dit que ce n'était pas grave, que ça se remettrait à couler. Quarante ans plus tard, on attend toujours !" Conséquences attendues : la disparition des zones humides, la perte de la biodiversité, et des difficultés supplémentaires dont se passerait bien l'agriculture du centre de la Bretagne, qui traverse une grave crise.

UNE CHARTE DE BONNE CONDUITE... SANS CONTRAINTES

Le ministre de l'Industrie, Emmanuel Macron, a lancé un groupe de travail pour définir une charte de "mine responsable". Sans contraintes juridiques fortes, elle repose avant tout sur l'engagement volontaire du porteur de projet. Du concret ? Rien pour le moment. Thibaud Saint-Aubin, membre d'Ingénieurs sans frontières – Systèmes extractifs et environnements (ISF SystExt) (4), a participé à ce groupe de travail... Avant de claquer la porte, de pair avec l'association France nature environnement, estimant que la charte "n'apporte pas de vraie plus-value tant que le code minier n'a pas été revu, et donne la ligne réglementaire minimum. Pour nous, ce

(1) Simon Gouin, "A Salsigne, un siècle d'extraction d'or, dix millénaires de pollution ?", *bastamag.net*, 7 janvier 2015

(2) A ce jour, il n'existe aucun exemple de mine propre. Le site de Mittersill, en Autriche, qui était régulièrement mis en avant, se révèle en fait lui aussi grand pollueur.

(3) Une usine de désacidification coûte très cher et son efficacité est toute relative. Peu de chances, donc, que l'eau pompée soit réintroduite en surface sans conséquences graves pour l'écosystème.

(4) Association de prévention à l'industrie minière Voir www.isf-systext.fr



Arriège : dangers sanitaires à Salau

En Ariège, à Couflens-Salau, une mine de tungstène a été exploitée de 1971 à 1986. L'excavation, le concassage, le broyage et le transport du minerai libéraient des poussières de type amianté issues d'actinolite, "disséminée dans la roche encaissante et donc non repérable à l'œil", selon les travaux de Henri Pézerat, chercheur au CNRS (1). Quand la mine était encore en activité, le directeur, M. Faure, a admis les conclusions d'une étude menée par le BRGM en 1984 : 50% des poussières en suspension dans les galeries étaient dangereuses. La concentration était de fait très supérieure à la norme actuellement admise pour l'exposition des travailleurs aux fibres amiantées...

Annie Thébaud-Mony, chercheuse en santé publique, atteste en mai 1986 de quatorze cas d'atteintes respiratoires parmi les mineurs, dont neuf d'asbestose, maladie spécifique de l'amianté, trois de silicose et deux décès par cancer broncho-pulmonaire (2). Plusieurs de ces cas ont été qualifiés de maladie professionnelle. De plus, la chercheuse signale les dangers liés à l'exposition à la silice et à l'arsenic (...).

Or, Variscan Mines a demandé un PERM en 2014 pour ré-exploiter ce gisement... Et ses propres médecins ne citent pas ces études, affirmant qu'il ne peut y avoir d'amianté à Salau, que les mineurs malades avaient tous travaillé dans d'autres mines (faux, pour au moins deux d'entre eux), que les poussières toxiques étaient dues à l'amianté des freins d'engins. Un argument jugé fallacieux par le maire de Couflens, qui était chargé de l'entretien de la mine. Variscan vante ses mines "propres", mais quel crédit y apporter quand les risques sont tout simplement passés sous silence ?

Marcel Ricordeau,
Comité écologique ariégeois
Cambié, 09000 Serres-sur-Arge
cea09ecologie.org
contact@cea09ecologie.org

(1) Rapport sur les risques liés à la présence d'amianté à la mine de Salau, 8 janvier 1986

(2) Rapport concernant les risques sanitaires - Mine de Salau (Ariège), 20 septembre 2015

▲
La mine de Salau (Ariège) est fermée depuis 1986 mais les stériles toxiques de couleur ocre sont toujours visibles.

chantier a été organisé dans un temps trop court, avec des objectifs flous et une méthodologie non adaptée. Nos remarques ont été peu prises en compte et l'approche très techniciste a conforté notre position de désolidarisation".

Alors qu'Emmanuel Macron insiste sur la nécessaire transparence de tels projets, la politique d'information auprès des publics est minime. A Loc-Envel, une grande part de la population n'a pas été informée. Quant aux quelques réunions d'information, c'était "de l'enfumage", résume Jean Le Bacquer. Les garanties pour l'emploi local demeurent elles aussi extrêmement floues. "Les informations minimums légales qu'une société

doit donner concernant son PERM sont assez techniques et ne recourent que peu les préoccupations des populations, commente Thibaud Saint-Aubin. Ces informations sont également assez difficiles à trouver et à interpréter (...). De façon générale, disposer des informations ne suffit pas en soit (on ne peut pas se contenter de dire : 'vous avez l'information, consultez-là !'). Ce qui compte, ce sont les moyens mis en œuvre par l'entreprise et les pouvoirs publics pour faire en sorte que cette information puisse être comprise par tous, et qu'elle ne soit pas orientée uniquement au bénéfice de l'exploitant minier."



▲
Excavatrice à godets dans une mine à ciel ouvert

Le combat contre les gaz de schiste n'est pas fini !

Le renouveau extractif ne concerne pas que les substances minérales. On croyait l'exploration des gaz de schiste enterrée par la loi de 2011 interdisant la fracturation hydraulique. Pourtant le ministère de l'environnement a continué de délivrer des permis : ceux-ci portent officiellement sur du gaz conventionnel mais concernent en fait des gisements de gaz de schiste. Les pétroliers cherchent des techniques alternatives : stimulation électrique, sismique, fracturation pneumatique, etc. Pour les Amis de la Terre, ces subtils changements de nom n'ont pas lieu d'être face à l'enjeu climatique. En effet, les scientifiques ont établi qu'il fallait geler 80 % des réserves actuelles prouvées d'hydrocarbures, pour avoir une chance raisonnable de ne pas dépasser les 2°C de réchauffement climatique d'ici la fin du siècle. C'est ce que doit affirmer la réforme du code minier.

Laureline Bourit,
Les Amis de la Terre - France

LA COURSE EFFRÉNÉE AUX MÉTAUX

La région de Loc-Envel est loin d'être la seule touchée par des PERM. Rien que dans les Côtes-d'Armor, Variscan en a obtenu deux autres : à Merléac et à Silfiac, sur des zones de 445 km² et 175 km². Et il n'y a pas que sur le massif armoricain que les industriels salivent : en France, depuis 2013, douze PERM ont été demandés par trois entreprises étrangères. Auvergne, Creuse, Sarthe, Pyrénées... Le retour minier est annoncé.

Mais pourquoi ce renouveau, alors qu'aucun permis n'a été octroyé depuis une trentaine d'années ? Arnaud Montebourg (ex-ministre du Redressement productif) et Emmanuel Macron en sont les principaux instigateurs, motivés par la conjoncture économique : les cours des marchés des métaux et terres rares se sont envolés (5) et les techniques d'exploitations permettent désormais d'extraire des métaux dans des proportions de l'ordre de un gramme par tonne de roche (aux amateurs de calcul mental : estimer le volume de roches à extraire pour récupérer une tonne de métaux rares... !). Les mines redeviennent donc rentables sur le territoire métropolitain.

Or, ces ressources sont plus que stratégiques. L'armement, l'aérospatial, les hautes technologies — y compris celles dites renouvelables — accroissent la pression extractiviste. La raréfaction accrue de certains de ces métaux (comme le plomb et le zinc, qui pourrait être épuisé dans une à deux décennies) pousse les gouvernements occidentaux à creuser dans leurs propres sous-sols. D'autant que, jusque-là, l'essentiel de l'approvisionnement en terres rares se faisait depuis l'étranger : la Chine, à elle seule, en exporte plus de 95 % et, d'ici quelques années, elle pourrait fort bien réduire ses exportations pour les orienter vers son marché intérieur.

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

Sur le terrain, le retour aux mines suscite une vive opposition. En Bretagne, le collectif Douar Didoull organise des randonnées, manifestations et fest-noz pour rassembler au maximum. Les élus se mobilisent eux aussi : fin janvier 2016, le conseil municipal de Loc-Envel a refusé la pénétration de ses terres par Variscan et proposé à tous les propriétaires de la commune de remplir un bordereau de refus d'accès au promoteur. Parallèlement, associations et conseils municipaux ont d'ores et déjà déposé des recours juridiques.

Au niveau national, l'opposition se structure. L'association Ingénieurs sans frontières sillonne le territoire afin de sensibiliser et informer les populations. Et depuis deux ans, à Bord-Saint-Georges, dans la Creuse, le festival No Mine's Land propose un ensemble de concerts, tables rondes, conférences et projections, en vue de fédérer les luttes et de faire émerger des alternatives à l'extractivisme.

Jean Le Bacquer est catégorique : des mines ? "Ni ici, ni ailleurs!". Alors, que faire pour amorcer une sortie de l'extractivisme ? "Il faudrait développer le recyclage et une remise en cause d'un certain type de développement, à savoir celui de l'industrialisation et du consumérisme. Car si on veut que tout le monde ait un téléphone portable, il faudra détruire la planète. On nous dit : 'Nos sous-sols sont riches.' Mais non, la richesse, c'est ça, c'est la nature !"

Gwenvaël Delanoë ■

(5) Entre 2003 et 2014, les valeurs du plomb, du cuivre, de l'or, du tungstène et du germanium ont été multipliées par des facteurs allant de 3,5 à 5,3. L'accroissement est encore plus fort pour les terres rares comme le dysprosium, dont la valeur a augmenté de 1594,5%. (Source : BRGM). Des chiffres qui ont encore augmenté depuis.



▲ Taille du camion : environ 10m de haut !

L'enfer, c'est chez les autres

Si l'extraction minière en France pose problème, elle génère des dégâts environnementaux gigantesques et est liée à des violences extrêmes dans le reste du monde, et dans les pays du Sud en particulier.

LES POLLUTIONS ENVIRONNEMENTALES, souvent durables, qui découlent de l'extraction minière dans les pays du Sud sont considérables. Par exemple, en Indonésie, la *New Oil Company* produit quotidiennement, dans la région de Bima, vingt et une fois plus de déchets que Jakarta, explique Silvia Pérez-Vitoria (1). Autre problème : ce sont souvent des territoires à forte biodiversité qui sont touchés, ainsi que des terres agricoles et/ou traditionnellement habitées par des populations autochtones. Ainsi, poursuit-elle, au Pérou, 45 % des terres paysannes sont sous concession minière (or, argent, cuivre). Cette priorité donnée à l'activité minière a conduit à réorienter l'économie au détriment de l'agriculture. Au Brésil, par exemple, cette politique s'est traduite par un gel de la distribution des terres aux paysans.

LES RESSOURCES NATURELLES AU CŒUR DES CONFLITS

On s'en doute, ces atteintes aux territoires, aux terres et aux écosystèmes — souvent habités par des peuples traditionnels —, les pollutions et les destructions occasionnées, et les recettes considérables générées par cette industrie, induisent des tensions importantes dans les régions et les pays concernés. Dans un Etat comme le Guatemala, la multiplication

des projets miniers s'est accompagnée d'une explosion de la répression violente envers les populations locales lésées par ces mégaprojets, par les forces policières et militaires des gouvernements qui les imposent et par les milices privées des entreprises multinationales qui les exploitent.

"Selon l'ONU, au cours des soixante dernières années, près de 40 % des conflits civils dans le monde étaient liés aux ressources naturelles", estime le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) dans un rapport de 2014 (2). L'exploitation des ressources ne constitue pas forcément la cause des conflits, mais elle permet à de nombreux acteurs armés, coupables de graves exactions à l'encontre des populations, de se financer, comme c'est le cas des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ou de la junte militaire en Birmanie.

LES "MINERAIS DU SANG"

Le cas des mines de métaux en République démocratique du Congo (RDC) est particulièrement édifiant. "A l'Est de la RDC, l'extraction et le commerce des ressources naturelles alimentent depuis plus de quinze ans un conflit particulièrement brutal", précise le rapport du CCFD. Les Nations Unies estiment que 3,8 millions de personnes ont péri à cause de ces

(1) Silvia Pérez-Vitoria, *Manifeste pour un 21^e siècle paysan*, Actes Sud, 2015

(2) Comité catholique contre la faim et pour le développement, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris, tél : 01 44 82 80 00, ccfd-terresolidaire.org



groupes armés liés aux ressources naturelles dans la région des Grands Lacs. Ces minerais sont entre autres utilisés pour la fabrication de nos téléphones portables. "Il y a environ 6 g d'étain, 0,80 g de tungstène, 0,04 g de tantale et 0,6 g d'or dans un téléphone portable standard", explique Amnesty International dans un autre rapport sur le sujet (3) (4).

Et de poursuivre : "L'étain et le tantale, par exemple, comptent parmi les ressources les plus convoitées. Celles-ci financent des forces armées de manière illicite. Ces groupes organisent un commerce opaque et bafouent souvent les droits humains des populations autour des zones d'extraction, de transport et de négoce de ces minerais. Esclavage, disparitions forcées, meurtres, torture, viol, sont autant d'exemples de crimes générés autour de ce commerce."

LES ENFANTS ESCLAVES DERRIÈRE NOS VOITURES ÉLECTRIQUES ET NOS TABLETTES

Poursuivons l'exploration dans ce pays. Le cobalt est l'un des métaux nécessaires à notre mode de vie occidental et à ses gadgets. "Composant essentiel des batteries de nos Smartphones, tablettes et voitures électriques, le cobalt provient en grande partie des mines situées au sud de la RDC", explique Nolwenn Weiler sur Bastamag (5). Un quart est extrait de mines artisanales où les mineurs utilisent des outils manuels et "travaillent sans aucune protection, exposant leur peau et leurs poumons aux poussières très irritantes du cobalt". Creusées à mains nues, les galeries s'effondrent et font de nombreuses victimes. "Ils sont plusieurs milliers à trimer douze heures par jour, pour gagner un ou deux dollars, poursuit Nolwenn Weiler. Certains enfants (...) descendent dans des boyaux sans air ni lumière, parfois pendant 24 heures

d'affilée. Vivre et travailler dans le secteur des mines expose en plus les enfants à la violence des adultes." Ce cobalt est acheté par des industriels chinois, qui l'intègrent à leur production automobile et informatique (Apple, Microsoft, Samsung, Sony, Daimler, Volkswagen), en partie achetée en Europe.

UNE LOI POUR IMPOSER DES APPROVISIONNEMENTS EN MINERAIS "RESPONSABLES" ?

Face aux violences générées par l'exploitation minière, le Parlement européen a voté le 20 mai 2015 une loi imposant aux importateurs européens de tantale, de tungstène et d'or, d'être certifiés par l'Union européenne pour assurer qu'ils ne s'approvisionnent pas en minerais provenant de "zones de conflit ou à haut risque". Expression qui vise exclusivement, aujourd'hui, la RDC. Non seulement les importateurs de ces métaux, mais aussi les quelque 880 000 entreprises qui en utilisent dans leur production, auront l'obligation d'informer des mesures qu'elles prennent pour identifier et traiter les risques dans leurs chaînes d'approvisionnement des minéraux et des métaux concernés. En RDC, "une bonne moitié des mines n'est pas à l'origine de financement de groupes armés, donc il y a de la marge", indique Juliette Durand Delga, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs au sein du Secours catholique.

Cette avancée législative intéressante traite d'une partie certes importante mais encore très limitée de l'ensemble des violences et des destructions générées par l'exploitation minière dans le monde. Et elle ne remplace pas la nécessaire remise en cause de notre mode de vie et de consommation.

Guillaume Gamblin ■

(3) Pertes et profits. Exploitation minière et droits humains dans le Katanga, en République démocratique du Congo, www.amnesty.fr/Minerais. Amnesty International, 72-76, boulevard de la Villette, 75940 Paris cedex 19, tél : 01 53 38 65 65

(4) Or l'Europe était, en 2013, le deuxième importateur mondial de téléphones mobiles et d'ordinateurs : 240 millions de téléphones et plus de 100 millions d'ordinateurs. La France en est quant à elle le sixième importateur mondial. Autant dire un débouché majeur pour ces "minerais de sang".

(5) "Le cobalt des Smartphones et voitures électriques extrait par des enfants", 19 janvier 2016, www.bastamag.net. Voir aussi le rapport "Voici pourquoi nous mourrons : les violations des droits humains dans le commerce globalisé du cobalt en RDC", publié le 19 janvier 2016 par Amnesty International et l'Observatoire africain des ressources naturelles (Afrewatch).



▲ Les auteurs de science-fiction inspirés par l'extractivisme ? Image tirée du film *Avatar* de James Cameron

Amérique latine : vers un post-extractivisme ?

La politique d'extraction qui a été mise en place en Equateur, en Bolivie, au Venezuela, etc., est considérée par ces gouvernements comme un moyen d'atteindre la croissance grâce aux exportations. Mais ce modèle a fait son temps.

AMPLIFIER L'EXTRACTION D'HYDRO-carbures afin de générer, par les exportations de matières premières, des devises importantes qui seront dévolues à des programmes de justice sociale pour toute la population : telle serait la formule idéale du "socialisme du 21^e siècle".

Pour cela, les gouvernements n'hésitent pas à exproprier les populations, souvent indigènes, de leurs terres traditionnelles, et à les réprimer dans la plus grande violence. Ceux qui s'opposent à ce pillage sont stigmatisés comme contre-révolutionnaires. Ces gouvernements restent en outre pieds et poings liés face aux fluctuations des marchés internationaux (1). Pour sortir de cette impasse, Eduardo Gudynas, chercheur au Centre latino-américain d'écologie sociale de Montevideo, invite ces pays à une "transition vers le post-extractivisme" (2).

UNE RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET CULTURELLE

Concrètement, il s'agira d'abord de passer d'un extractivisme déprédateur à un "extractivisme raisonnable", c'est à dire "qui respecte rigoureusement les normes sociales et environnementales de chaque pays, qui soit soumis à un véritable contrôle et qui internalise ses impacts". Puis vient l'étape d'un "extractivisme indispensable", où ne subsisteraient que les projets

réellement nécessaires aux besoins nationaux et régionaux (3).

"La dimension d'exportation sur le marché mondial se réduirait dès lors au minimum." En corrigeant les prix des produits extraits pour y intégrer les coûts sociaux et environnementaux, certains projets perdront leur viabilité économique ; d'autres auront un taux d'extraction moindre. Ces changements devront donc être coordonnés avec les pays voisins pour éviter que le marché international se reporte vers des prix plus bas ailleurs.

Economiquement, "on exporterait moins de barils de pétrole, mais ils seraient bien plus chers". L'Etat réaliserait des économies en cessant de prendre en charge les impacts environnementaux des projets d'extraction et en cessant de les subventionner (par des exonérations fiscales, la construction de routes d'accès...). Parmi les clés de la réussite d'une telle sortie figurent la réforme fiscale (impôt sur les bénéfices aux entreprises extractives...) et la diversification de l'économie.

Les transitions post-extractivistes impliquent de renoncer à certains rêves consuméristes ; "de nombreux acteurs continueront à s'y opposer", estime Gudynas. "Les nouveaux changements devront être tant post-capitalistes que post-socialistes, car ils devront être en rupture avec l'idéologie du progrès."

Guillaume Gamblin ■

(1) Le cas du Venezuela en est une bonne illustration : tirant 96 % de ses devises des revenus du pétrole, le pays a vu son gouvernement de gauche s'effondrer rapidement après la chute des prix sur le marché international, qui a provoqué un coup d'arrêt brutal de la politique sociale de l'Etat.

(2) "Débats sur le développement et ses alternatives. Un guide bref et hétérodoxe", in *Au-delà du développement. Critiques et alternatives latino-américaines*, Amsterdam, 2014

(3) "Transitions vers le post-extractivisme : sens, options, contextes", id.



Sortir de l'extractivisme : un projet de société

Destruction massive de l'environnement, épuisement des ressources, dégradation des conditions de vie des populations locales, exploitation des travailleurs... L'extractivisme, base physique de la société de consommation, a des impacts dévastateurs. Voici quelques pistes de réflexion pour en sortir.

"EXTRACTIVISME". DERRIÈRE CE terme se cache la logique de pillages outranciers des ressources naturelles et humaines. Pillages érigés en piliers de notre mode de vie consumériste. Plusieurs définitions existent. Selon la journaliste Anna Bednik (1), *"c'est l'intensification de l'exploitation industrielle de la nature, sous toutes ses formes"* : l'extraction d'hydrocarbures et de minerais, mais aussi l'agriculture industrielle, les monocultures forestières, la pêche intensive, les grands barrages hydroélectriques... L'extractivisme est une base sans laquelle il serait impossible de poursuivre la croissance économique et d'assouvir des besoins toujours plus forts —notamment en technologies high-tech. Mais comment sortir de cette logique en pleine expansion ?

PLÉTORE DE FAUSSES BONNES SOLUTIONS

Parmi les solutions en vogue chez les grands pontes du capitalisme se trouve le "découplage". Anna Bednik explique : *"Un certain nombre d'institutions internationales (...) affirment qu'il est possible de produire plus de marchandises avec moins de ressources naturelles et moins de pollution."* De même, il serait possible de croître plus

en consommant moins (c'est l'idée d'une "dématérialisation de la croissance"). Cette vision, qui évite toute remise en cause du capitalisme, repose notamment sur le postulat qu'avec l'avènement de l'économie du numérique, la croissance pourrait se poursuivre grâce à des échanges virtuels. *"Cette impression ne repose sur aucun fait réel et la promesse est mensongère. Notre société 'de la connaissance et de l'information' est loin de se nourrir seulement de matière grise. Elle ingurgite essentiellement des produits et des services (...) qui nécessitent, pour voir le jour et être mis sur le marché, des infrastructures et des machines complexes, elles-mêmes fabriquées et animées grâce aux matières premières (2)."*

Dans la famille des fausses bonnes solutions, on retrouve bien sûr l'oxymore du "développement durable" et de sa quête d'une "croissance verte". *"La poursuite de la croissance économique est incompatible avec la décroissance de la pression extractive (réduction en termes absolus de notre consommation des ressources naturelles), donc y chercher une sortie de l'extractivisme n'a aucun sens"*, résume la journaliste. Quant aux énergies renouvelables développées à échelle industrielle, Nicolas Sersiron et Robin Delobel incitent à prendre du recul : *"Inutile autant qu'impossible de construire des éoliennes si c'est pour consommer toujours plus. Il faut des*

(1) Membre du collectif "Alternative au développement extractiviste et anthropocentré" (Aldeah)

(2) L'augmentation exponentielle du pillage des ressources suffit pour constater l'irréalisme d'un tel discours. *"En tout, la consommation mondiale des 'ressources' est passée de 6 milliards de tonnes en 1900 à 49 milliards en 2000 (alors que la population n'a fait que quadrupler), et à 59 milliards de tonnes en 2011 (plus de 70 milliards aujourd'hui, sans tenir compte de "l'extraction inutilisée")*, note Anna Bednik. Le Sustainable Europe Research Institute estime que l'extraction a augmenté de 78,9% rien qu'entre 1980 et 2008."



ressources métalliques énormes pour fabriquer une grande éolienne: 1 tonne de cuivre et 500 kg d'aimants de néodyme, un des métaux contenus dans les terres rares. Il en va de même pour les panneaux solaires qui nécessitent argent, cuivre, silicium, plastique et terres rares (3)."

DU RECYCLAGE À L'ÉCOCONCEPTION

Notre appétit vorace pour l'équipement électrique et électronique (EEE) consomme une quantité astronomique de métaux rares. D'autant plus que le gaspillage est énorme. Camille Lecomte, des Amis de la Terre, s'est penchée sur la question du recyclage de ces produits : "Chaque année, en France, un habitant produit entre 17 et 21 kg de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). (...) Les taux de collecte des DEEE restent bas, les taux de recyclage aussi : seuls 20 % du gisement de DEEE sont recyclés. Actuellement, 17 métaux sont recyclés en France alors qu'un Smartphone en contient plus de 40." Mais le recyclage de ces "mines urbaines" est complexe, et la filière, qui pourrait être une nouvelle manne économique, demeure dépendante des cours du marché.

Aussi la réduction des déchets est-elle primordiale. Pour cela, il s'agit d'abord d'allonger la durée de vie des produits en luttant contre l'obsolescence programmée, et "ne pas céder aux appels des stratégies marketing des entreprises". Bref, réparer et réemployer plutôt que jeter ! Et pour faciliter le recyclage des EEE, Camille Lecomte prône le principe de l'écoconception : cela consiste à s'interroger, dès la fabrication des produits, sur leur recyclage après leur fin de vie, en les rendant aisément démontables et réparables.

REDÉFINIR NOS BESOINS

Recycler les technologies high-tech ne suffit pas pour réduire notre dépendance aux industries

minières. Les "low tech", décrites par Philippe Bihouix, sont une possibilité enthousiasmante (voir Silence n° 441). Plus simples, plus robustes, ces produits réduiraient considérablement les déchets et les besoins en terres rares. Mais leur développement implique de changer nos habitudes... Il faudrait supprimer certains besoins superflus et réduire notre consommation de biens et de services. En les mutualisant, par exemple. Enfin, pour les besoins jugés incompressibles, il faudrait chercher à les satisfaire en utilisant le moins de ressources possible. Relocalisations, low-tech, énergies renouvelables à petite échelle, standardisation des produits... Les outils sont multiples !

"La demande d'objets et de services expressément créée pour vendre (...) n'a plus grand-chose à voir avec le sens commun du mot 'besoin', à savoir une situation de manque", décrypte Anna Bednik. Nous pourrions demander "s'ils nous rendent plus heureux et plus libres ou, au contraire, nous emprisonnent. (...) Si l'utilité des choses devait être jugée, par exemple, à leur faculté d'accroître notre autonomie, une grande majorité des 'auxiliaires de vie' qui saturent nos quotidiens seraient considérés non seulement comme inutiles mais comme nocifs, car ils se rendent indispensables en satisfaisant et en naturalisant une armada de besoins nouveaux, créés pour vendre, auxquels nous ne pouvons répondre nous-mêmes."

RECONQUÉRIR LES TERRITOIRES

Qui dit changer de consommation dit, bien sûr, changer les pratiques agricoles. L'agriculture industrielle, se prévalant d'être la seule à pouvoir nourrir l'humanité, est elle aussi extractiviste (4).

Face à cela, le développement de l'agroécologie sous toutes ses formes est une piste essentielle. Sa mise en place va de pair avec un changement de notre rapport au territoire. Le capitalisme tend à lui conférer une vision utilitaire, restreignant

▲ Selon un rapport d'Amnesty International, "Il y a environ 6g d'étain, 0,80g de tungstène, 0,04g de tantale et 0,6g d'or dans un téléphone portable standard".

(3) "Construire un monde post-extractivisme et post-consumériste", Nicolas Sersiron et Robin Delobel (membres du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde) (CADTM), article publié le 31 décembre 2015 sur cadtm.org

(4) Elle appauvrit et détruit les sols, encourage la déforestation et ingère de importantes quantités d'hydrocarbures, de minerais et d'eau. Une tendance en pleine expansion, notamment dopée par la demande croissante en viandes. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture estime que, d'ici 2050, il faudrait augmenter la production de 70% pour nourrir tout le monde !

➤
"Inutile autant qu'impossible de construire des éoliennes si c'est pour consommer toujours plus. Il faut des ressources métalliques énormes pour fabriquer une grande éolienne : 1 tonne de cuivre et 500 kg d'aimants de néodyme, un des métaux contenus dans les terres rares. Il en va de même pour les panneaux solaires qui nécessitent argent, cuivre, silicium, plastique et terres rares."



Pour aller plus loin

Livres

- *Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance*, Yves-Marie Abraham et David Murray, Ecosociété, 2015
- *Extractivisme : exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances*, Anna Bednik, Le Passager clandestin, 2015
- *Dette et extractivisme*, Nicolas Sersiron, Utopia, 2014
- *Ecologica*, André Gorz, Galilée, 2007

Document audiovisuel

- *Le Sable : enquête sur une disparition*, Denis Delestrac, enquête diffusée sur Arte

Sites internet

- alternatives-projetsminiers.org
- aldeah.org
- institutmomentum.org
- eau-et-rivieres.asso.fr

Radio

- "Extractivisme", série de cinq émissions d'une heure réalisées par Ruth Stégassy sur le thème des ressources naturelles, des projets miniers en France, de l'exploitation forestière, de l'exploitation industrielle des ruches, et de l'eau dans les mines. 30 janvier, 6, 13, 20, 27 février 2016, France Culture. <http://www.franceculture.fr/emissions/terre-terre/extractivisme>

chaque zone à un rôle productif, intégré dans un système global et, ce faisant, annihilant toutes identités et particularités symboliques. Quitte à sacrifier des régions à coups de pillages et de pollutions, au nom du développement et de l'intérêt général. Or, "le territoire n'est pas seulement un espace géographique, une étendue de la surface terrestre qui peut fournir des 'ressources' pour subvenir aux besoins matériels, rappelle Anna Bednik. Même si cet aspect ne doit pas être négligé, le territoire est surtout un lieu de vie, de mémoire et d'histoire, 'un espace pour être, qui se construit socialement et culturellement, à l'image du peuple qui l'habite' (selon la belle formule de José Absalon Suarez). (...) L'alternative à l'extractivisme (mais aussi à l'artificialisation, à l'utilitarisme...) commence par les résistances : par la défense de ces 'espaces pour être' contre leur enrôlement au service d'un système mortifère."

UNE TRANSITION "PAR LE BAS" ?

Un changement de paradigme est nécessaire. Les systèmes d'échanges locaux (SEL), les métiers d'artisanats, la gratuité et bien d'autres sont autant d'outils à développer. La réduction du temps de travail serait également primordiale, afin de libérer du temps pour les cultures, le maraîchage, le recyclage et des activités tendant vers l'épanouissement personnel.

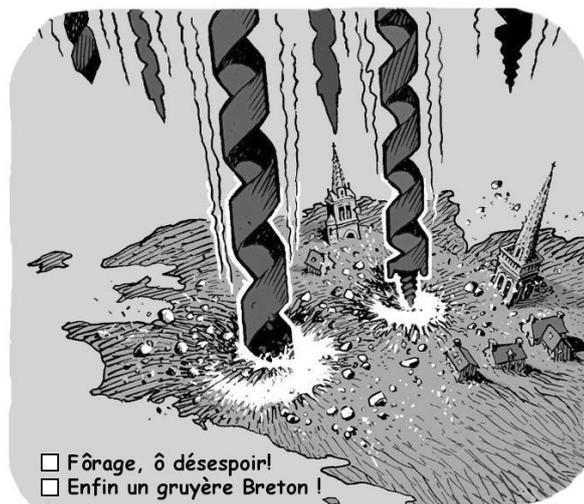
"Ce qu'il faut, c'est une rupture avec le capitalisme et plus largement avec le productivisme, une sortie de leur 'gouvernance' économique et politique (...), poursuit Anna Bednik. Je pense que cela passe nécessairement par la pression à la base, par les résistances et par l'adhésion du plus grand nombre aux modes de vie alternatifs, par l'expérimentation qui n'attend pas que la solution vienne d'en haut, et par la défense du droit de continuer à expérimenter, de produire, de nous organiser, de penser de façon autonome, en dehors du cadre imposé par le système dominant."

Mais la réaction massive se ferait malheureusement attendre : "Je ne crois que mollement à une solution qui arriverait 'par le bas' à base d'initiatives citoyennes, de collectifs entrant en 'transition', etc., relativise Philippe Bihoux, qui pointe l'importance d'un fort soutien des institutions. Je sais que c'est pénible à entendre, mais il faut accepter l'incroyable différence d'ordre de grandeur entre ce qui continue à aller de plus en plus mal et ce qui va un petit peu mieux. Sortons la tête du sable: non, la 'révolution écologique' n'est pas — pas encore! — en marche."

Pas encore. Mais, pour sortir de l'extractivisme, d'innombrables pistes sont déjà à creuser. Et certaines commencent à faire leur trou...

Gwenvaël Delanoë ■

PERMIS MINIERS



- Fôrage, ô désespoir!
- Enfin un gruyère Breton !

Marcel de la gare

Centrafrique : la fausse victoire de François Hollande

Le 1^{er} mars 2016, la Cour constitutionnelle de transition de la République centrafricaine valide les résultats du second tour de l'élection présidentielle, portant Faustin Archange Touadéra, ancien Premier ministre de 2008 à 2013, à la tête du pays avec plus de 60 % des suffrages. C'est un soulagement pour les autorités françaises, qui poussent depuis des mois pour la tenue de ce scrutin.

Pour elles, l'enjeu est de taille : il s'agit de pouvoir annoncer fièrement que l'opération militaire Sangaris, lancée en décembre 2013, a accompli sa mission et que l'ordre constitutionnel a été rétabli dans ce pays d'Afrique centrale en proie à une guerre civile depuis décembre 2012. Après l'opération Serval au Mali, voici donc une nouvelle "victoire" pour un François Hollande qui s'accommode parfaitement de son habit de chef des armées. Or, de même que pour l'opération Barkhane en août 2014, qui a pris la suite de Serval (déclenchée en janvier 2013), en métastasant des soldats français du Tchad à la Mauritanie, le bilan de l'opération Sangaris semble bien loin des déclarations enthousiastes des chargés de communication de l'Élysée et du ministère de la Défense.

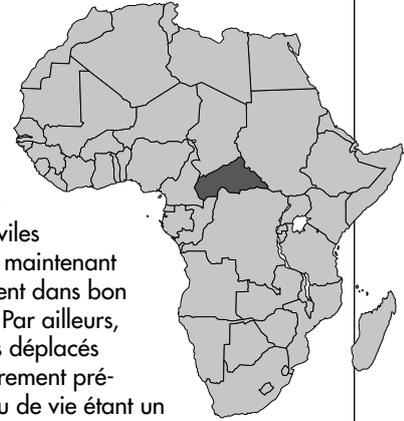
Un retour à la normale artificiel

En effet, l'idée d'un retour à la normale véhiculée par l'élection d'un nouveau président est pour le moins artificielle. Des groupes armés tiennent encore de larges portions du territoire centrafricain, surtout dans le nord et l'est du pays, limitant

l'action de l'état. Bien que moins nombreuses qu'à la période 2013-2014, des exactions envers les populations civiles ont encore régulièrement lieu, maintenant un climat d'insécurité permanent dans bon nombre de villes de province. Par ailleurs, la question des réfugiés et des déplacés internes est toujours particulièrement prégnante, leur retour sur leur lieu de vie étant un enjeu majeur pour arguer d'une véritable sortie de crise. Autant d'éléments, ajoutés à une situation humanitaire globale préoccupante, qui rappelle que le bout du tunnel est encore loin pour les centrafricains.

Alors pourquoi cet optimisme ? Tout simplement parce que l'annonce d'une victoire permet de tirer un voile sur les zones d'ombre de cette intervention militaire. Un moyen habile pour ne pas s'interroger sur l'ingérence de la France en Centrafrique. L'histoire, grandement méconnue, nous rappelle pourtant combien notre pays a pu peser au fil des décennies, depuis la colonisation jusqu'à nos jours, sur le devenir de cet état. Il est donc essentiel, afin que cette histoire et ses pages récentes ne sombrent pas définitivement dans l'oubli, de ne pas céder aux sirènes de l'auto-congratulation mais bien de chercher à faire toute la lumière sur ce qu'a fait la France dans ce pays emblématique du système de la Françafrique.

Yanis Thomas est l'auteur de Centrafrique : un destin volé. Histoire d'une domination française. Agone, paru le 15 avril 2016.



Une chronique de : Survie, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <http://survie.org>



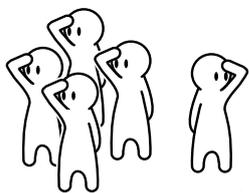
» Sahara Occidental Grèves de la faim

En 2010, des Sahraouis organisaient un camp "de la liberté" à Gdeim Izik, proche d'El-Aïoun (Maroc), pour revendiquer les droits économiques, sociaux et politiques des populations sahraouies occupées par le Maroc. Lors du démantèlement du camp par les forces de sécurité marocaines, des affrontements ont eu lieu qui se sont soldés par des décès des deux côtés. En représailles, le Maroc emprisonnait 25 hommes, dont plusieurs militants des droits humains. Ces derniers ont été condamnés en 2013 par un tribunal militaire à des peines allant de 20 ans de prison à la perpétuité, suite à des aveux extorqués sous la torture. 13 d'entre eux ont entamé le 1^{er} mars 2016 une grève de la faim pour demander leur libération ou au moins un nouveau jugement par un tribunal civil (la loi marocaine interdisant aux tribunaux militaires de juger des civils).

Informations : www.ecrirepourlesliberer.com.



Le camp de Gdeim Izik en octobre 2010



Alternatives

PETIT PÉLERINAGE SUR LE CHEMIN DES COMPOSTEURS, DEUXIÈME PARTIE

RÉSUMÉ DE L'ÉPISODE PRÉCÉDENT : LES COMPOSTEURS SONT UNE (SYMPATHIQUE) SECTE. MAIS QUI EST LEUR GOUROU ?



15^e rencontres des ami-e-s de Silence

Un beau moment de partage

La quinzième édition des Rencontres des ami-e-s de Silence, aura lieu du jeudi 21 juillet au 3 août 2016, sur la commune de Ginals, dans le Tarn-et-Garonne. Il s'agit de vivre les valeurs du magazine *Silence* (écologie, non-violence, alternatives) de manière concrète, pendant 15 jours. L'association transmet depuis sa création un certain nombre de savoirs et de valeurs sur l'alimentation, l'habitat, l'énergie, la vie quotidienne, l'éducation au travers



d'ateliers. Comme à chaque fois, il s'agira d'un moment privilégié de partages et de rencontres, où de belles énergies se côtoient dans un cadre bienveillant. Les Rencontres fonctionnent de manière autogérée ; toutes les décisions sont prises au consensus. Le programme des ateliers et événements des 15 jours s'auto-construit collectivement : camping, théâtre forum, bien-être, méditation, ateliers clown, bals, cercles de paroles, jeux coopératifs, conférences, chantiers collectifs, veillées autour du feu... chacun est invité à partager ses savoirs et à apprendre ceux des autres. Il n'y a aucun échange commercial sur le lieu : quant à la participation aux frais d'alimentation collective, elle est libre. Cet été, les Rencontres se dérouleront à la ferme de Begayne, sur la commune de Ginals dans le Tarn-et-Garonne (Gare la plus proche à Lexos). La ferme est occupée par l'association Vallée & Co, qui promeut la sylviculture douce et développe un jardin pédagogique.

Inscription : sur le site www.amies.revuesilence.net. Ou contacter Caroline Maison-neuve, Le bourg, Ancienne école, 71190 Saint-Didier-sur-Arroux, tél : 03 58 08 42 12. Merci de vous inscrire avant le 18 juillet 2016.

Covoiturage : possibilité d'annonces offres et demandes sur le site des ami-e-s de Silence. Coût : l'adhésion à l'association : 10€ par adulte + 3€ par jour.

» Isère

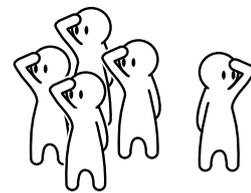
L'Atelier paysan

Depuis 2009, des paysan-ne-s et des salarié-e-s de structure de développement agricole se sont réunis au sein d'une Société coopérative d'intérêt collectif pour engager une démarche de réappropriation de savoirs paysans et d'autonomie dans les domaines des équipements nécessaires en agriculture biologique. Il s'agit de valoriser et développer des inventions et d'en communiquer les plans en licence libre pour que chacun-e puisse le refaire chez soi. Après un développement en région Rhône-Alpes, la structure s'est maintenant équipée de camions qui permettent de déplacer du matériel et de venir le présenter à la demande. Ces présentations se complètent par des chantiers d'autoconstruction "de fermes en fermes" pour adapter les outils aux demandes spécifiques. La technique est un enjeu de pouvoir et plutôt que de devoir investir des sommes importantes dans du matériel standard pas forcément

adapté à ses besoins, l'Atelier paysan propose de partir de ses propres besoins. Cette "ingénierie participative" entre paysans et techniciens permet l'élaboration de biens communs pour l'agriculture biologique. Les paysans ne sont plus des clients, mais des usagers et éventuellement des sociétaires. Une affiche sur leur site rappelle "amis bricoleurs, perdez vos complexes. N'oubliez pas que l'Arche de Noé a été bâtie par un amateur et le Titanic par des professionnels". Une rencontre nationale et l'AG de la SCIC se tiendront les 17 au 19 juin en Saône-et-Loire.

• L'Atelier paysan, ZA des Papeteries, 38140 Renage, tél : 04 76 65 85 98, www.latelierpaysan.org.

• et maintenant en Bretagne : L'Atelier paysan, Kerdanet, 29340 Riec-sur-Belton, tél : 06 51 45 13 77.



» **Essonne**

Cressonnière de Saint-Eloi

Méréville, dans l'Essonne, est la capitale du cresson : cette commune produit 30 % de la production nationale. C'est là qu'en 2014, Gatien Barberon, 22 ans à l'époque, s'est lancé dans une activité de cressiculture biologique en prenant la suite de son père qui partait à la retraite. Comme deux de ses frères occupent déjà les terres familiales, il a sollicité Terre de Liens pour l'achat d'une parcelle. Avec seulement 7000 m² dont 4000 m² en bassins pour la culture, il peut créer son emploi. Le cresson, transformé ou non, est vendu à des magasins Biocoop d'Ile-de-France, à des Amap locales, des traiteurs et des restaurateurs.

Gatien Barberon, 23, rue du Tour-de-Ville, 91660 Méréville, tél : 06 30 13 95 77,

» **Deux-Sèvres**

La frênaie

La Frênaie est une coopérative sous forme de SCOP née en 2007 de la rencontre entre 5 jeunes ayant l'envie de fédérer leur initiative et leur expérience pour créer une entreprise coopérative tournée vers l'écologie pratique. Ceci en développant deux axes forts : la création d'un atelier de fabrication et d'accompagnement à l'auto-construction de yourtes, la gestion d'une structure d'hébergement sous yourtes associée à un pôle d'éducation à l'environnement sur le territoire du Marais Poitevin. L'autogestion se traduit par un refus de la hiérarchie, l'égalité des salaires, des temps partiels pour avoir du temps de vivre, une recherche de polyvalence pour partager au mieux les tâches. Des temps de réunions sont prévus : hebdomadaires pour l'organisation courante, mensuelles pour l'organisation générale, un séminaire annuel pour prendre du recul. Une association a été créée spécifiquement pour les activités d'animation et pour la formation des autoconstructeurs de yourte. Le tout se trouve dans le marais poitevin, au milieu des frênes utilisés pour la construction des yourtes, et avec la ferme intention de... freiner !

La Frênaie, 44, route de Saint-Hilaire, 79210 Arçais, tél : 05 49 26 96 91, <http://lafrennaie.org>

» **CHRONIQUE**

BONNES NOUVELLES DE LA TERRE

Propos recueillis par
Emilie Massemmin

Femmes agroécologistes du Mali

Mariam Sissoko est membre du conseil d'administration du Réseau des horticulteurs de Kayes (RHK) et présidente de la caisse villageoise de microfinance autogérée de Samé, au Mali. Reporterre l'a rencontrée à Paris, lors d'une visite organisée par le CCFD-Terre Solidaire.

"A u Mali, ce sont les hommes qui s'occupent de la terre. L'association dont je suis présidente a organisé de nombreuses actions pour favoriser l'accès des femmes à la propriété foncière. Nous aidons les femmes à se regrouper en

association et à aller voir le chef du village pour qu'il leur donne un lopin de terre. Cela a permis à des groupes de femmes d'accéder à des titres de propriété.

Dans mon association, nous cultivons beaucoup d'oignons, des légumes et des gombos, la base de notre alimentation. Nous avons choisi les oignons parce qu'à cause du changement climatique, les températures sont si élevées qu'il est devenu impossible de cultiver pendant la saison chaude : quelle que soit la technique d'arrosage, les fleurs tombent et ne produisent pas de fruits. Or, nous pouvons conserver les oignons jusqu'à quatre mois après la récolte, ce qui nous permet d'améliorer nos revenus et de ne pas avoir à acheter des oignons importés.

Nous promovons l'agroécologie parce que nous, les femmes, n'avons pas les moyens de nous payer des engrais chaque année. Nous constatons aussi que ces produits chimiques appauvrissent les sols : quand nous les appliquons, nos rendements diminuent l'année suivante. Nous nous inspirons du savoir-faire de nos parents. Un jour que j'étais confrontée à une invasion d'insectes dans mes cultures de gombos, et que les insecticides n'avaient eu aucun effet, j'ai demandé conseil à ma mère. Elle m'a accompagnée au champ, a examiné un insecte, a montré une plante du doigt et m'a dit : "Prends ça, pile-le et met-le dans de l'eau. Ça ne tue pas les insectes mais ça les chasse." Je ne savais pas qu'elle connaissait tout cela !

Nous parlons beaucoup avec nos filles, nous les encourageons à se lancer dans l'agriculture. Notre objectif est que les femmes gagnent de l'argent, parce que nous avons constaté que si la femme contribue aux besoins de sa famille, cela lui donne un certain pouvoir vis-à-vis des hommes".

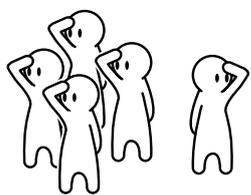


Mariam Sissoko

En partenariat avec : www.reporterre.net

Reporterre
la quotidien de l'écologie





Un colloque sur la construction naturelle

« Il n'y a pas de hasard, il n'y a que des rendez-vous » avait écrit Paul Éluard. Portés par le voyage, nous sommes arrivés en octobre 2015 au petit village de Kingston au Nouveau-Mexique (États-Unis), pour la 20e édition du « Natural building colloquium » organisé par Builders Without Borders (Constructeurs sans frontières). Si la tendance

changements plus profonds. Pour lanto Evans "on veut changer la société, en repensant notre rapport à la nature, aux autres, en se focalisant sur les besoins essentiels. Des millions de gens dans ce pays ne sont pas satisfaits de leur mode de vie qui va à l'encontre de leur éthique et crée des problèmes globaux. Ce qu'ils ne savent pas, c'est comment changer. Notre travail est de proposer des solutions, l'une d'elle est d'avoir une maison plus petite et qui apporte du confort. Par confort, j'entends que tu ne sois pas obligé de faire un travail qui va à l'encontre de tes convictions pour payer ta maison".



Vue d'ensemble

générale aux États-Unis est plutôt aux grosses villas bétonnées qu'aux petites maisons en paille, il existe dans ce pays un mouvement très dynamique pour construire autrement. "Les États Unis sont les plus gros consommateurs d'énergie de la planète. Et 50% de cette énergie va dans les maisons, pour les construire, les chauffer, les climatiser... Donc ici tout changement, aussi petit soit-il, peut faire une énorme différence" affirme lanto Evans, l'un des pionniers du mouvement de la construction naturelle qui nous accueille à bras ouvert.

Il y a 20 ans, lanto et d'autres précurseurs d' écoconstructions comme Linda Smiley, Michael Smith, Matts Myhrman, Judy Knox, David Eisenberg, Sunray Kelly, Catherine Wanek... se sont réunis une semaine dans ce même village. L'idée était de prendre le temps de se connaître, d'échanger des idées et des techniques pour qu'une dynamique collective émerge. Le réseau s'est lentement, mais sûrement renforcé : 20 ans plus tard, plus de 150 personnes sont venues des quatre coins des États Unis, mais aussi du Japon, de Taïwan, du Canada, d'Australie, d'Autriche, d'Angleterre, du Mexique, de France...

La construction naturelle est un point de départ pour d'autres

Prés de 50 conférences sont données par et pour les participants à partir de leurs expériences : la construction en sac de terre autour du monde, la récupération d'eau de pluie, l'histoire de la construction en bottes de paille... Pour allier le plaisir de faire, d'autres participants proposent des ateliers-démonstrations : un dôme en bottes de paille, une cabane dans les arbres, un four en brique de terre crue, un mur en sacs de terre sont notamment construits dans une joyeuse atmosphère. Le soir, des présentations sur des enjeux plus globaux retracent les batailles juridiques autour des codes de construction, ou analysent le potentiel de la construction naturelle pour enrayer le changement climatique...

Quelques participants organisent des cercles de discussion sur les stratégies pour élargir la construction naturelle au grand public. L'objectif étant qu'elle ne soit plus considérée comme "alternative" mais remplace, dans les esprits les constructions conventionnelles néfastes pour la santé et l'environnement.

Quant à nous, après un an et demi de tournage à filmer des projets dans différents pays, ce colloque a confirmé notre intuition : il existe bel et bien un mouvement planétaire, qui ne demande qu'à connaître ses membres pour se renforcer. Comme tous les autres, nous repartons gonflés à bloc pour continuer notre enquête !



Les deux auteurs devant une maison paille

Pour en savoir plus sur ce colloque et les autres initiatives que nous filmons, rendez-vous sur notre site www.eco-logis.org à la rubrique « carnet de route » et sur facebook : [ecologis.project](https://www.facebook.com/ecologis.project)

» Médias

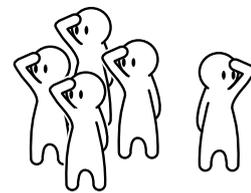
♦ **Village magazine**, printemps 2016, www.villagemagazine.fr, la revue présente à chaque numéro de nombreux exemples de "retour à la campagne". Dans ce numéro, un très beau reportage "La revanche de Tarnac" qui montre la réalité de cette commune du plateau de Millevaches, où en 2008, le gouvernement pensait avoir trouvé une cellule terroriste. Les "jeunes" sont toujours présents et animent la commune qui connaît un regain de population... loin des clichés des grands médias.

» Lyon

Les Cordonnières

Le métier de cordonnier est presque uniquement masculin. Une bizarrerie remise en question par Géraldine et Sophie, deux sœurs qui se sont récemment installées dans un local très contemporain. Réparation de chaussures, reproduction de clés, tampons... le moins classique : ce sont des ateliers de personnalisation où vous apprendrez à donner une seconde vie à vos sacs, chaussures et autres objets en cuir.

L'atelier des Cordonnières, 12, rue Claude-Joseph-Bonnet, 69004 Lyon, tél : 09 83 33 81 22, latelierdescordonnieres@gmail.com



L'AlterJT, sera-t-il le "20 heures" des alternatifs !



Savez-vous que vous pouvez regarder un JT national (1), vraiment différent ? Présentateurs, images et reportages – on se croirait au 20h de TF1 (enfin, presque ! J'exagère un peu...) et c'est du solide !

L'AlterJT a été lancé à l'automne 2014 par des militants et des professionnels de l'audiovisuel et du journalisme qui veulent parler de ce qui n'est pas aux 20h des

grandes chaînes ou d'en parler autrement. L'équipe est installée dans des studios à Saint-Denis au Nord de Paris. Les progrès d'Internet et la baisse du coût du matériel audiovisuel rendent désormais possible le pari de produire et diffuser une information alternative en images même avec des ressources financières très limitées. L'audience est encore modeste (1000 vues sur YouTube pour chaque JT), mais ne cesse de croître. Il leur est encore difficile de suivre l'actualité au jour le jour (1 à 3 JT par semaine selon les ressources disponibles), mais c'est bien l'objectif à terme. Il y a aussi quelques reportages plus longs (10 000 vues) qui donnent plus à réfléchir.

La politique éditoriale de l'équipe se présente ainsi : "Nous nous efforcerons aussi de coller à l'actualité dominante, celle des grands médias, mais en proposant de re-contextualiser celle-ci, de montrer et dire ce que les autres ne montrent ni ne disent."



Dans ce travail, nous comptons nous appuyer et rendre hommage au passage à toute la presse alternative qui joue déjà un rôle remarquable de décryptage et de contre-information, et parfois aussi d'investigation. Autant de dimensions précieuses que nous essaierons de prolonger en y ajoutant la force des images".

Voici, en vrac quelques thèmes récemment cités, à visionner directement sur le site (1): Action BDS contre Carrefour ; Opération César à NDDL ; Action Round Up Amiens ; "Merci Patron", un film qui despote ! ; Condamnation des ex-Goodyear ; La saga Françafrique ; Antigone of Shatila ; etc.

AlterJT est un journal libre qui a non seulement choisi de dénoncer les violences partout dans le monde, mais aussi de mettre en valeur, de façon implicite, l'efficacité des actions non-violentes.

François Marchand – Co-Président de Non-violence21

(1) Retrouvez chaque journal sur : www.alterjt.tv

Depuis sa création en 2002, Non-violence 21, grâce aux dons, finance des initiatives non-violentes dans divers domaines. NonViolence 21, 47, Avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 45 48 37 62, www.nonviolence21.org, coordination@nonviolence21.org.

Note de la rédaction : regarder des vidéos en ligne nuit gravement à la santé de la planète, du fait de la consommation électrique.

» Calais

Les vélos solidaires

Depuis septembre 2015, le Secours catholique de Calais a mis en place un atelier vélo d'un genre un peu particulier : chaque mercredi et jeudi, les réfugiés en attente dans la région peuvent venir s'initier à l'entretien des vélos et repartir si nécessaire avec un vélo d'occasion en état de fonctionnement. Le Secours catholique bénéficie pour cela de l'aide de plusieurs ateliers vélos de la région (Lille, Arras et Béthune) qui récupèrent des vélos et les offrent sur place. Des cours d'entretien sont réalisés mélangeant langue des mains et anglais. Si le vocabulaire est approximatif, les gestes sont faciles à observer. Le Secours catholique cherche des "mécaniciens" bénévoles pour renforcer ces ateliers.

Pour en savoir plus : vincent.deconinck@secours-catholique.org



Vélo(rution)



Vélos-Corbillards

Après avoir présenté les alternatives à l'enterrement et l'incinération classique (voir n°442 de février 2016), certains se sont aussi posé la question du corbillard : au Danemark, des compagnies de pompes funèbres proposent une alternative cyclable.



Énergies

» Ain

Ateliers verts du solaire

Les Ateliers verts du solaire sont des moments conçus pour les particuliers pour apprendre et comprendre comment utiliser et installer des solutions énergie renouvelable et plus particulièrement solaire. Les ateliers proposent une partie théorique et une partie pratique avec du matériel pour essayer et installer. Il y a cinq personnes par atelier maximum de manière que chacun-e puisse repartir ensuite avec des solutions à appliquer chez lui. Les ateliers se font à la campagne, avec gîte et table d'hôtes. Sur le lieu de formation, vous pourrez découvrir des systèmes d'autoconsommation photovoltaïque, de chauffage d'eau chaude et de chauffage en solaire et bois (poêle bouilleur), l'installation et la réalisation d'un capteur à air.

Ateliers Verts du solaire, Eric Bonnat, 90, route de la Doue, 01260 Lompnieu, tél : 06 13 82 78 46, www.ateliersvertsolaire.com

Solaire de plus en plus compétitif

Selon un rapport de la Banque Allemande, les prix de l'électricité solaire ont baissé de moitié entre 2010 et 2015 et devrait continuer à baisser d'au moins 40 % dans les quatre ans à venir. La banque estime que dès 2018, l'électricité solaire produite sur toiture devrait coûter moins cher que celle produite par le charbon ou le pétrole.



Panneaux photovoltaïques sur un parking

DK



Climat

Des tsunamis verticaux dans l'Himalaya ?

Le réchauffement climatique révèle chaque année de nouvelles facettes... Au Népal, Ang Tshering Sherpa, un porte-parole du peuple Sherpa, tire la sonnette d'alarme sur les risques d'engloutissement de vallées entières sous les eaux suite à la fonte de lacs de glace en altitude. "Il y a des affaissements de terrain, des pans entiers de montagne qui se décrochent. Puis se forment ces terrifiantes retenues d'eau qui vont finir par lâcher, la pression sur la roche étant trop forte. Il y a des villages de plusieurs centaines d'habitants qui ont une épée de Damoclès au-dessus de la tête, et ça n'est malheureusement pas une image. Dans peu de temps, aux informations télévisées, vous entendrez parler des premiers tsunamis verticaux. C'est devenu inévitable...". (Source : *Télérama*, 3 décembre 2015)



Lac d'altitude dans le massif de l'Himalaya

Stabilisation des émissions de CO₂

Selon un bilan provisoire de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), du 15 mars 2016, pour la deuxième année consécutive, la somme des émissions de CO₂ dans le monde a été stable alors que la croissance mondiale a augmenté de 3,1 % : autour de 32,1 milliards de tonnes en 2015. Le découplage entre les émissions et la croissance est imputable selon l'AIE au développement des énergies renouvelables. Concrètement, les émissions ont commencé à baisser aux Etats-Unis et en Chine, ce qui a permis de compenser les hausses principalement observées en Asie du Sud-Est. L'Europe reste en faible hausse.

Fermer les centrales au charbon

Engie (anciennement GDF-Suez) et EDF détiennent respectivement 30 et 16 centrales au charbon dans le monde. Ceci explique que dans les bilans carbone, ces deux entreprises françaises apparaissent comme de grosses émettrices de gaz à effet de serre. EDF et Engie se sont déjà engagées, lors de la préparation à la COP21, à ne plus construire de nouvelles centrales à charbon... et annoncent maintenant vouloir "céder" ces centrales. La fédération d'association Réseau Action Climat rappelle, le 2 mars 2016, que vendre une centrale ne l'empêche pas de polluer et demande que les deux firmes prennent des mesures pour fermer ces centrales et non les rétrocéder. Le RAC demande en premier la fermeture de la centrale à charbon de Vado Ligure en Italie dont 86 responsables viennent d'être jugés responsables de la mort de 400 personnes du fait de sa pollution.



Santé, sécurité, camouflage et camouflets Fukushima, bilans après cinq ans

Santé

Merci patron ! L'OMS et différents groupes pronucléaires japonais organisent un symposium sur la radioprotection des enfants pour "mettre fin aux rumeurs négatives" sur leur santé, autour de Fukushima. La rencontre bénéficie de mécènes comme LVMH.

Aveux différés : Depuis le début de l'accident, 46 181 personnes ont travaillé sur le site, dont 41 502 sous-traitants. TEPCO reconnaît que des dizaines de milliers d'ouvriers ont reçu de fortes doses de radioactivité. Le risque de cancer apparaît dès le seuil de 5 millisieverts, sur cinq ans... or plusieurs centaines d'ouvriers ont cumulé plus de 100 millisieverts et l'un a même dépassé 600. Les cancérologues estiment que de telles doses

peuvent provoquer des cancers de la thyroïde, des poumons, de l'estomac, du côlon...

Cancers de la thyroïde : au 31 décembre 2015, 166 cas de cancers de la thyroïde ont été officialisés chez des enfants et des jeunes de moins de 19 ans, dont 116 ont fait l'objet d'une intervention chirurgicale. Une seconde recherche, en a comptabilisé 51 de plus le 15 février 2016. Comme cela avait été constaté à Tchernobyl, les cancers commencent à se manifester en nombre croissant 4 ans après l'accident.



Mitsuro Sudo, 66 ans, manifestant contre le redémarrage de Sendai, 8 août 2015

Sécurité

- Un laboratoire indépendant fait des mesures régulières dans des rizières de Tochigi. Alors que le discours officiel annonce une baisse, le laboratoire indique qu'il trouve des contaminations en hausse et exige des contrôles sur le riz produit.
- La NRA, autorité de sûreté, publie un nouveau rapport sur la faille qui passe sous le réacteur n° 1 de la centrale de Shika : celle-ci pourrait être active.
- Greenpeace publie un dossier qui constate l'impact quasi nul de la décontamination menée depuis cinq ans autour du site de Fukushima. Les sols ne sont grattés de 20 cm que jusqu'à 20 mètres des routes et des maisons. Or 70 % de la préfecture est boisée et donc non nettoyable. Par ailleurs, la radioactivité s'échappe toujours du site, recontaminant ce qui a été nettoyé.

Camouflages et camouflets

Communication inadéquate : TEPCO reconnaît une communication inadéquate, mais refuse le terme de "camouflage" employé par une enquête parlementaire pour dénoncer son refus d'utiliser le terme "meltdown" (fusion du cœur) qui est pourtant clairement défini comme "endommagement d'un cœur de réacteur excédant 5 %".

Fondement scientifique : la ministre de l'Environnement a affirmé que le retour à un niveau de radioactivité de 1 mSv par an n'avait aucun fondement scientifique. Devant l'ampleur du tollé, elle a fait machine arrière : "le gouvernement vise bien à revenir au dessous de ce seuil, à long terme."

Le nucléaire peine à redémarrer : un tribunal japonais donne raison aux plaignants et ordonne l'arrêt des réacteurs 3 et 4 de la centrale de Takahama. Le réacteur 3 a commencé à produire de l'électricité en février 2016, le 4 était à l'arrêt suite à une panne intervenue dès le début de sa mise en route. Il ne reste donc que les deux réacteurs de Sendai en fonction.

Une version chronologique détaillée de la catastrophe se trouve sur notre site : www.revuesilence.net

Des générateurs dégénérés

Le 12 mars 2016, Le Journal de l'énergie (<http://journaldelenergie.com>) commence la publication d'une série de documents internes à EDF montrant que les centrales nucléaires sont en train de se dégrader car la compagnie électrique n'a plus les moyens de les entretenir.

Premiers documents en ligne : la fiabilité dégradée des groupes électrogènes. Si ceux-ci ne prennent pas le relais en cas d'arrêt d'urgence d'un réacteur, la centrale n'a plus les moyens de suivre le refroidissement progressif du combustible. En 2011, les générateurs sur le site de Fukushima, en panne, n'ont pas permis de stopper le début de la fusion nucléaire...

Le document d'EDF de 2014 affirme que la plupart des générateurs (4 par réacteurs) sont dans un état "dégradé" ou "inacceptable" (seuls 2,7 % sont classés "corrects" soit 1 réacteur sur 58).

Le 15 mars 2016, EDF a tenté de minimiser les données rendues publiques en expliquant... que c'était pire l'année précédente, avec en 2014 : 0 % correct, 42,9 % à surveiller, 43,9 % dégradé et 13,2 % inacceptable.

Les centrales les plus dégradées sont Paluel (Seine-Maritime), Gravelines (Nord) et Flamanville (Manche).

» Saint-Laurent-des-Eaux Un accident qui refait surface

Le 17 octobre 1969 et le 13 mars 1980, deux accidents nucléaires de niveau 4 (sur une échelle de 7) se sont produits à la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux (entre Orléans en amont et Blois en aval), conduisant à la fusion d'éléments de combustibles. De plus, le 21 avril 1980, l'éclatement d'un conteneur de combustible a provoqué une contamination importante d'une piscine de stockage et un rejet d'eau contaminée dans la Loire. A l'époque la contamination au plutonium est évoquée, sans plus...

Dans un documentaire diffusé en mai 2015, Marcel Boiteux, ancien président d'EDF, reconnaît publiquement ces rejets de plutonium. Le Réseau Sortir du nucléaire, qui connaît la durée de vie du plutonium (en centaine de milliers d'années) demande alors des mesures en aval du site. L'IRSN et l'Université de Tours font alors des mesures pendant l'été 2015 qui montrent que l'on retrouve du plutonium dans les sédiments jusqu'en aval d'Angers. Les résultats ont été publiés sur internet (www.irsn.fr) le 17 mars 2016. Cela confirme des mesures de 1982 qui n'avaient pas été rendues publiques à l'époque.

Cela fait donc 36 ans que l'on sait que la Loire est contaminée au plutonium et que les habitants des villes en aval boivent de l'eau contaminée. 36 ans de mensonges.



» Israël-Palestine

Répression anti-boycott en France

La France continue à se distinguer par sa politique de répression ciblée envers les militants du mouvement non-violent de boycott des produits issus des colonies israéliennes illégales. Le 6 mars 2016, lors d'une manifestation féministe à Paris, une jeune femme a été retenue une heure au commissariat de police... simplement parce qu'elle portait un tee-shirt BDS. Elle a été convoquée une seconde fois au commissariat pour être entendue le 14 mars. Déjà le 27 février, la police avait menacé des militants portants de tels tee-shirts d'être interpellés s'ils ne les retiraient pas immédiatement.

Parallèlement, Manuel Valls va toujours plus loin dans son soutien inconditionnel à la politique coloniale d'Israël, affirmant lors d'un dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France, le 7 mars que "l'antisionisme est synonyme d'antisémitisme". A toutes fins utiles, rappelons que l'actuel ministre de la Justice, Jean-Jacques Urvoas, a écrit le 20 novembre 2015 à sa prédécesseure Christiane Taubira, à propos de BDS, que "Les actions menées par ces personnes visent à sensibiliser la population à la question du conflit israélo-palestinien et à sanctionner l'Etat hébreu pour son non-respect du droit international concernant l'occupation des colonies et son attitude dans le cadre du processus de paix. L'incitation à punir ce militantisme constitue une atteinte à la démocratie et aux libertés fondamentales, telles que la liberté d'expression, qui ne doivent faire l'objet de limitations qu'en cas de déclarations ou de faits inacceptables et contraires aux valeurs républicaines".

Plus il y a de civils tués, plus François Hollande aime ça

En France, jusqu'à son arrestation le 18 mars 2016, Salah Abdeslam était considéré par les politiques et par les médias comme l'ennemi public numéro un. Il représente pour beaucoup la figure du monstre absolu pour avoir été impliqué dans les attentats de Paris du 13 novembre 2015, qui ont coûté la vie à 129 civils de France. Aucun qualificatif ne semble suffisant pour désigner l'ignominie de cet individu.

LA LÉGION D'HONNEUR AU PRINCE

HÉRITIÈRE D'ARABIE SAOUDITE



LESERRÉ.

Parallèlement, le 4 mars 2016, le président François Hollande remettait, au nom de la France, la légion d'honneur au prince héritier d'Arabie Saoudite Mohammed Ben Nayef, régime qui a amplement financé le développement de l'idéologie wahhabite depuis des décennies, et plus particulièrement de groupes tels que les Talibans, Boko Haram et Daech. Ben Nayef, ministre de l'Intérieur, est à ce titre impliqué dans la multiplication des exécutions depuis un an (70 exécutions déjà en 2016). Son régime est responsable d'une guerre sanglante au Yémen contre la minorité Houthis, qui se traduit par des bombardements visant des civils de manière indiscriminée : par exemple, 131 civils tués pendant un mariage le 31 septembre 2015, 65 civils tués dans un marché le 15 mars 2016, etc. En tout, l'ONU comptabilise déjà plus de 3000 morts civils victimes du régime du prince honoré par François Hollande dans le palais de l'Élysée.

La différence entre les deux : l'un a un chéquier qui permet à la France de signer des contrats de plusieurs milliards d'euros. Dernier projet en date : le milieu de la Défense tressaille d'excitation à la perspective de vendre prochainement plus de 200 chars Leclerc à l'Arabie Saoudite, qui a été impressionnée par leurs performances... au Yémen.

La différence entre les deux : l'un a un chéquier qui permet à la France de signer des contrats de plusieurs milliards d'euros. Dernier projet en date : le milieu de la Défense tressaille d'excitation à la perspective de vendre prochainement plus de 200 chars Leclerc à l'Arabie Saoudite, qui a été impressionnée par leurs performances... au Yémen.

» Grèce

De l'argent... pour un aéroport !

En ce début d'année 2016, la Grèce est le théâtre d'importantes manifestations contre la réforme du régime des retraites, contre les restrictions imposées par les banques européennes. Des grèves bloquent les ports. Les sabotages se multiplient dans les administrations... Alors que l'on manque de tout dans les secteurs sociaux, la Banque européenne d'investissement vient de donner son accord pour financer à hauteur de 850 millions la construction d'un nouvel aéroport à proximité d'Héraklion, la capitale administrative de la Crète (il y a bien sûr déjà un aéroport). Un appel d'offres est en cours et le 22 octobre 2015, le PDG de Vinci, Xavier Huillard, a fait le voyage aux côtés de François Hollande, pour rencontrer Alexis Tsipras. Vinci a déjà emporté le contrat pour la construction d'une autoroute entre Athènes et Patras (3e ville du pays). La multinationale est donnée favorite pour ce nouvel aéroport. Bientôt un jumelage Héraklion-Notre-Dame-Des-Landes ?

Violences policières : en toute impunité

Pendant 18 mois, l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) a réalisé un état des lieux des violences policières en France. Le rapport se base sur 89 cas d'utilisation excessive de la force par la police et la gendarmerie. Il en ressort le constat d'une impunité importante. "Sur les 89 situations examinées, seules 6 ont fait l'objet de condamnations à ce jour. Difficulté de déposer plainte, d'obtenir une enquête effective, disparition d'éléments probants, déclarations manifestement mensongères des forces de l'ordre, durée excessive des procédures pénales, menace de condamnation pour outrage et rébellion... Obtenir justice est souvent un parcours du combattant.

Lorsque les agents sont condamnés, les sanctions sont faibles au regard d'autres condamnations pénales prononcées en France".

Les dégâts causés par différentes

armes intermédiaires, comme le flashball ou le taser, sont importants. Au moins 39 personnes ont été grièvement blessées et un homme est mort à la suite de tirs de lanceurs de balles de défense depuis 2005, dont 12 mineurs. Certains gestes d'immobilisation utilisés par les forces de l'ordre sont parfois mortels, comme le plaquage ventral ou le pliage. L'ACAT a recensé 8 décès depuis 2005 dus à ces techniques.

L'ONG demande la création d'un organe d'enquête de la police, l'interdiction des flashballs, et la publication annuelle des chiffres d'utilisation d'armes, de sanctions disciplinaires et de personnes blessées ou tuées par la police.

On peut commander le rapport L'ordre et la force auprès de l'ACAT, 7, rue Georges Lardennois, 75019 Paris, tél : 01 40 40 42 43 ou le consulter sur www.acatfrance.fr.



» Bade-Wurtemberg

Les Verts progressent

Lors des précédentes élections de ce land situé dans le sud-ouest de l'Allemagne (face à l'Alsace), cinq jours seulement après l'accident de Fukushima, les Grünen (écologistes) avaient fait une percée emportant 36 sièges, derrière le CDU (droite d'Angela Merkel, 60 sièges) et devant le SPD (35 sièges). Un accord entre écologistes et socialistes avait permis de mettre fin à 80 ans de règne de la droite. L'accord s'était soldé par l'élection de Winfried Kretschmann, premier écologiste à diriger une région en Allemagne. Le 13 mars 2016 se tenaient de nouvelles élections. Les Grünen ont manifestement satisfait les électeurs puisque cette fois ce sont eux qui sont en tête (30,3 % soit une progression de 7 %) devant le CDU (27 %, -11 %). C'est la première fois que les écologistes arrivent en tête d'une région. L'élection a aussi, malheureusement été marquée par l'apparition de l'extrême-droite : le parti Alternative pour l'Allemagne qui dirige les manifestations contre l'arrivée des réfugiés, recueille 15,1 % des voix. Il devance le SPD (13 %, -10 %). Verts et SPD n'ont plus la majorité seuls.



10 juin 2008 : "La terre et les femmes ne sont pas des territoires à conquérir"

« La tierra y las mujeres no somos territorios de conquista », peut-on lire sur les pancartes lors d'une des nombreuses manifestations qui ont eu lieu ces dernières années contre la politique extractiviste des gouvernements d'Amérique du Sud. Cette phrase, Gregoria Crisanta Pérez, femme autochtone maya du Guatemala, pourrait la reprendre à son compte tout comme les sept autres femmes qui ont été poursuivies pendant plusieurs années par la compagnie canadienne Goldcorp.

En 2005 cette compagnie minière acquiert des terres à San Miguel Ixtahuacan sans en passer par la consultation des communautés autochtones. Au mépris le plus total de la convention 169 de l'OIT relative aux peuples tribaux, Goldcorp transforme en profondeur les paysages de la région en ouvrant une immense mine d'or à ciel ouvert, la mine de Marlin. Si la compagnie affiche sur son site qu'elle promet des "pratiques minières responsables", la réalité est toute autre. Et pour cause, les quantités de cyanure utilisées pour l'extraction de l'or contaminent les cours d'eau alentour, les infrastructures routières construites pour accéder à la mine bouleversent les équilibres environnementaux, la venue d'hommes embauchés dans les mines fait augmenter la prostitution et les violences contre les femmes.



Gregoria Crisanta Pérez

par les impacts de l'extraction, elles doivent aller chercher plus loin des rivières moins polluées, leurs enfants tombent malades, les communautés se déchirent autour de la présence de la mine. Le 10 juin 2008, Gregoria sabote les lignes électriques présentes sur son terrain, interrompant ainsi l'alimentation de la mine. La compagnie fait arrêter et porte plainte contre huit femmes, surnommées depuis les "Goldcorp 8" qui vont être malmenées, harcelées et emprisonnées jusqu'à ce qu'en 2012, les tribunaux leur donnent raison et réclament que la compagnie fasse enlever le poteau électrique du terrain de Gregoria.

Extractivisme contre territoire-Terre

L'histoire de la mine de Marlin est une des nombreuses luttes qui s'opposent à l'extractivisme galopant et à la dépossession des terres autochtones un peu partout du Pérou au Canada. Les femmes comme Gregoria sont toujours les premières à s'y opposer et à articuler extraction des sols et exploitation des femmes. Alors que la Goldcorp affiche sans honte sur son site internet les prix reçus comme celui de la "femme de mérite 2015" pour la catégorie "milieu de travail remarquable", ces femmes se battent tout à la fois contre les multinationales et le patriarcat et tentent d'opposer à l'expropriation et l'exploitation des terres une farouche résistance et une "culture du soin" afin de régénérer ce que certaines d'entre elles appellent "territoire-corps, territoire-Terre".

Pour aller plus loin

- Film "Le business de l'or au Guatemala, chronique d'un conflit annoncé", Grégory Lassalle, 2009, 54 mn.

Plonger la mine dans le noir

Goldcorp, via sa filiale Montana Exploradora, fait installer des câbles à haute tension sur les communes voisines de la mine sans consulter la population. Un de ces câbles est installé sur le terrain de Gregoria Crisanta Pérez qui, avec d'autres femmes mayas, s'oppose aux conséquences de l'installation de la mine sur leur vie quotidienne : les murs de leurs maisons sont fissurés

En novembre 2015, Silence a publié une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme. www.revuesilence.net/affiche_100dates

Thérèse Clerc

Thérèse Clerc, féministe, militante du MLAC, Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception, dans les années 1970, a été l'une des fondatrices de la Maison des femmes à Paris (1980), puis de celle de Montreuil (2000), puis de la Maison des Babayagas à Montreuil (projet d'habitat autogéré lancé en 1995, ouvert en 2013), et enfin de l'Université populaire sur la vieillesse (2013). Elle est décédée à 88 ans des suites d'un cancer. Elle se définissait volontiers comme militante du clitoris et de la décroissance.



Viol par des militaires : la face cachée de l'iceberg

Dans son rapport annuel 2015, publié le 5 mars 2016, l'ONU affirme n'avoir recensé "que" 69 cas d'abus sexuels commis par des casques bleus dans dix missions de maintien de la paix (52 cas en 2014, 66 en 2013) : 22 cas en Centrafrique, 16 en République du Congo... Il est malheureusement probable qu'il ne s'agisse là que d'une toute petite partie de la réalité. En France, on estime que seuls 20 % des viols font l'objet d'une plainte... cela doit être beaucoup moins dans un pays en guerre.

» Pensions alimentaires

Garanties en vue

40 % des pensions alimentaires ne sont pas payées ou de manière irrégulière, plongeant ainsi les mères dans la pauvreté. Le gouvernement a donc lancé, avec les Caisses d'allocations familiales, un programme expérimenté dans une vingtaine de départements pour assurer une garantie contre les impayés des pensions alimentaires : dès qu'une pension n'est pas versée, la CAF du département prend le relais... et se charge ensuite des relances contre le père mauvais payeur (avec saisies sur salaires), ceci pouvant aller jusqu'à des poursuites judiciaires. La phase d'expérimentation ayant été un succès, le principe vient d'être généralisé à toute la France depuis le 1^{er} avril 2016.



Notre-Dame des Landes : démonstration de force des opposants

Samedi 27 février 2016, près de cinquante mille manifestants ont occupé la quatre-voies aux abords de la Zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes, pour protester contre le projet d'aéroport. Quelques réactions pendant la manifestation.

"Ma copine a peur de manifester et de se faire tabasser, confie Éloi, lyonnais de 24 ans. L'état d'urgence sert aussi à faire taire les écolos. Ils cherchent à nous museler, mais ça crée encore plus l'envie de résister !". Andrea, 24 ans aussi, et qui a également fait le déplacement depuis Lyon,

renchérit : "Le gouvernement en rêvait depuis super longtemps. Pendant la COP, les contrôles au faciès, c'était juste révoltant. Et certains se sont fait fouiller leurs maisons juste pour avoir distribué des tracts... Oui, ça va loin ! On est plus prudents, mais ça ne nous empêche pas de manifester. Au contraire, ça nous pousse à nous organiser davantage. On est plus attentifs, et plus solidaires aussi !".

L'envie de se rassembler et de partager les points de vue est flagrante. "Ça a resserré des liens, commente un paysan, appuyé sur le capot de son tracteur. Nous qui sommes depuis longtemps dans la lutte, on se rend compte que c'est de plus en plus fort.

Les moments difficiles, c'était au début, c'était dur. C'était vraiment la guerre. Aujourd'hui, on est plus en sécurité, ils ont même peur de nous. Face à cette diversité, ils ne peuvent rien faire ! Si les zadistes sont attaqués, tout le monde réagit, malgré notre ami Retailleau qui veut faire croire que ce sont des bandits". Et le référendum alors ? "Il va pousser des gens à voter contre la Zad. Mais quel que soit son résultat, il n'est pas question d'abandonner".

Et de poursuivre : "On est tous un maillon d'une chaîne. Moi je plante des arbres, je coupe, j'en replante... Il faut penser aux jeunes, et pourtant l'économie actuelle fonctionne à court terme. Mais je suis assez heureux, car les zadistes sont une nouvelle génération qui peut amener une autre vie en société, d'autres pratiques agricoles".

Propos recueillis par Gwenvael Delanoë.



Notre-Dame-des-Landes

♦ **Référendum contesté** : le référendum annoncé par Manuel Valls soulève des oppositions bien au-delà du niveau local. Au niveau national, le Conseil national de la transition écologique s'est prononcé à l'unanimité le 24 mars 2016, estimant que cela ne correspond pas aux recommandations qu'il avait demandées. Premier point, le périmètre d'un référendum local doit en effet selon la loi se faire en fonction des impacts écologiques et socio-économiques des projets. Manuel Valls n'a retenu que le périmètre de l'enquête d'utilité publique (le département de Loire-Atlantique). Il est évident que viser à développer le trafic aérien n'a pas d'impact que dans les quelques kilomètres autour de l'aéroport. Les 7 ONG membres de cette commission ont demandé que la consultation soit élargie au moins aux régions Bretagne et Pays de Loire. Deuxième point, un projet de référendum "doit respecter un droit à l'information complète du public consulté, tant sur les conséquences du projet que des alternatives possibles"... ce qui n'est pas le cas puisque le référendum ne propose pas comme alternative la modernisation de l'aéroport actuel. Malheureusement, l'avis du Conseil national de la transition écologique n'est que consultatif.

♦ **Locaux du PS fermés**. Entre les 24 et 26 mars 2016, en solidarité avec les familles qui deviennent expulsables à compter de cette date sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, plusieurs locaux du Parti socialiste ont été "fermés", "murés", "évacués"... à Bayonne, Blois, Brest, Douarnenez, Loches, Niort, Paris, Rouen, Saint-Denis, Saint-Malo, Saint-Nazaire, Valence... A Villeurbanne, 13 personnes qui avaient commencé à murer avec du ciment, le local du Parti socialiste, ont été arrêtées, mises en garde à vue toute la nuit puis relâchées avec des convocations individuelles en justice.

» Pesticides

Les riverains exposés

L'association Générations Futures a réalisé une enquête à base de prélèvements d'échantillons de poussières en juillet 2015 dans 22 foyers situés dans des zones de culture exposées aux pesticides. Elle a retrouvé en moyenne 20 pesticides par habitation testée, dont près de 12 sont des perturbateurs endocriniens. Certains produits retrouvés sont interdits en France depuis plusieurs années, comme le Diuron, retrouvé dans 90% des habitations testées. La concentration en pesticides diminue d'entre 30 % et 95 % en hiver (janvier) : leur présence perdure donc toute l'année. "Ces résultats montrent clairement que les personnes vivant près des zones cultivées sont exposées chez elles toute l'année à un cocktail important de pesticides", conclut l'association. *Générations Futures, 179, rue Lafayette (rdc), 75010 Paris, tél : 01 45 79 07 59, generations-futures.fr.*

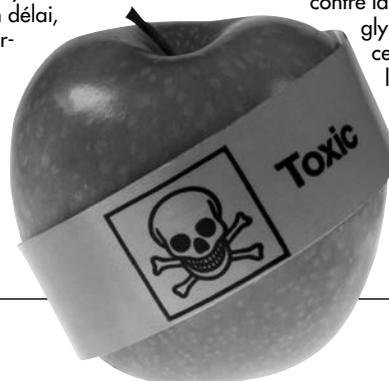
Les abeilles : cinq cents jours d'attente

Le projet de loi sur la biodiversité comportait l'interdiction à court terme des insecticides néonicotinoïdes introduits depuis 1995 dans les cultures françaises. Initialement, l'interdiction devait être effective au 1er janvier 2017, mais le ministre de l'agriculture Sylvain Le Foll a insisté pour avoir un délai, prétextant l'absence d'alternative ! Les associations écologistes avaient déjà répondu en rappelant que de nombreux autres pays n'utilisent pas ces insecticides sans pour autant avoir des méthodes agricoles moyen-âgeuses. Finalement,

les députés ont fixé la date d'interdiction au 1^{er} janvier 2018... si la loi est adoptée.

Actions contre le glyphosate

Le 19 mars 2016, veille de la *Semaine pour des alternatives aux pesticides*, des membres du collectif des Faucheurs Volontaires ont réalisé des actions dans de nombreux magasins de jardinage à travers la France, pour protester contre la vente de pesticides à base de glyphosate. Dans les rayons de ces magasins, ils ont marqué à l'aide de bombes de peinture les pesticides contenant ce produit toxique. Dix magasins ont été visités en Bretagne, trois dans le Lot, trois en Ardèche, deux en Vendée, un dans le Rhône, ainsi que dans le Gard, etc.





NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Bruno Barrillot

Les Polynésiens : "Hollande repars avec ton plutonium" !

Hao est un atoll perdu au milieu du Pacifique, ancienne base dite "avancée" des essais nucléaires de Moruroa entre 1966 et 2000. L'armée y décontaminait à grande eau les avions qui prélevaient des poussières radioactives dans le champignon des bombes. En 2005, le parlement de la Polynésie avait invité la Criirad pour faire le point sur ces lieux qui étaient devenus une poubelle à ciel ouvert. Le rapport Criirad laissait ouvertes de nombreuses questions, faute d'avoir les moyens d'une expertise approfondie. Les

Polynésiens ont donc demandé au ministre parisien de la défense de faire réaliser une opération de levée de doute radiologique sur cet atoll habité où se trouve un collège pour les enfants de toutes les îles de l'Est des Tuamotu. Ce fut un nict catégorique, plusieurs fois répété, au motif que l'armée et le CEA avaient tout vérifié... lors d'un survol en hélicoptère !

En 2012, une expertise indépendante découvre sur Hao des zones gravement contaminées par du PCB, des hydrocarbures et des métaux lourds. Le fond du lagon est jonché de carcasses de véhicules et matériels militaires et de nombre de batteries au plomb. Le rapport des experts recommande aux insulaires de ne consommer du poisson qu'une fois par mois alors que c'est leur source de protéines quotidienne ! Chargée de réhabiliter Hao, l'armée décide alors de procéder à l'enlèvement des sols les plus

contaminés et de les rassembler dans un stockage annoncé comme "provisoire" sur l'atoll même. Les protestations du conseil municipal et des associations locales sont véhémentes : "C'est vous qui avez laissé cette m... , remportez tout chez vous !" Hélas ce n'est pas tout. Le 10 décembre

2015, se tient à Papeete une réunion de la commission locale d'information sur le suivi des essais nucléaires. La nouvelle est donnée par le Haut-Commissaire de la République : "Des forages ont permis de découvrir du

plutonium sous les dalles de l'aire de décontamination des avions." Comme l'avait suggéré la Criirad en 2005, cette présence de matières nucléaires dans les sols était prévisible puisque l'eau de lavage contaminée s'écoulait directement dans les sols avant de se perdre dans l'océan. Les experts de l'IRSN, venus spécialement de Paris, annoncent pourtant qu'on laissera le plutonium en l'état ! L'exaspération est à son comble du côté polynésien au point que François Hollande de passage à Papeete le 22 février 2016, n'a pu manquer cette pancarte de l'association 193 "Hollande repars avec ton plutonium". Le président de la République a vite ajouté dans son discours aux élus que l'atoll de Hao serait dépollué "en recourant à des méthodes les plus modernes". Les Polynésiens attendent de pied ferme la réalisation de cette promesse.



L'Espagne réduit ses OGM

L'Espagne est le leader européen de la culture d'OGM, mais cela diminue progressivement. Pour 2015, le pays est passé de 131 000 à 107 000 hectares cultivés avec du maïs Mon810, soit une diminution de 18 %. Cela constitue encore 28 % des surfaces de maïs cultivées en Espagne. (Source : *Inf'OGM*).

» République Dominicaine

Pas de moustiques OGM

Face au virus Zika qui touche les pays des Caraïbes, la compagnie Oxitec cherche à faire accepter comme solution son moustique génétiquement modifié censé stériliser ses congénères. Le ministre de la santé de la République Dominicaine, Kenneth Darroux, a annoncé le refus par son pays d'utiliser cet animal, affirmant "ne pas vouloir s'engager dans des discussions tant que nous n'aurons pas de preuve scientifique de l'innocuité sanitaire de ce moustique. (...) Ce moustique entrera dans l'eau et dans la chaîne alimentaire. Nous avons besoin de beaucoup d'informations concrètes avant de nous engager auprès de ces entreprises qui font du lobby pour qu'on utilise cette méthode". On aimerait qu'une telle indépendance politique soit plus répandue dans nos contrées. (*Inf'OGM*)

» Etats-Unis

Le premier animal génétiquement modifié autorisé à la consommation

Depuis le 19 novembre 2015, l'agence états-unienne en charge de l'administration, la *Food and drug administration* (FDA), a autorisé à la consommation humaine un saumon génétiquement modifié (de l'entreprise AquaAdvantage). C'est la première fois qu'un animal transgénique est autorisé pour la consommation humaine au niveau mondial. Il existait dans certains pays des poissons d'aquarium ainsi que des moustiques OGM. Plusieurs Etats états-unis veulent l'interdire sur leur territoire. Pour les consommateurs, il risque d'être dur à repérer puisqu'il n'a pas besoin d'être étiqueté comme OGM dans le pays.

(Source : *Inf'OGM*)

Bruno Barrillot est co-fondateur de l'Observatoire des armements et lauréat 2010 du « Nuclear Free Future Award »

» Armes nucléaires

Des députés pour un référendum

Une douzaine de députés partisans de l'abolition des armes nucléaires ont écrit aux autres parlementaires pour leur demander de soutenir une proposition de loi référendaire sur la question suivante : "Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?". L'article 11 de la Constitution modifié en 2008 prévoit qu'il faut qu'un cinquième des parlementaires (soit 185) le demande pour que le gouvernement soit dans l'obligation d'organiser une pétition électronique qui doit alors recueillir un dixième des électeurs inscrits soit 4,6 millions d'électeurs. Peut-être pas inatteignable : un sondage indique que 74 % des Français seraient d'accord avec une telle initiative.

Pour en savoir plus : contact@acdn.net

Agenda

ORTIE ET PLANTES SAUVAGES

L'association L'Ortie, animée par Moutsie (voir entretien dans le n° de janvier 2016), organise différents stages. Ceux-ci sont couverts par le fond de formation Vivéa, donc gratuits pour les personnes cotisantes à la MSA ou ayant un projet agricole "en cours d'installation". Ils sont également couverts par tous les autres centres de formations.

• Identification des plantes sauvages comestibles, médicinales, bio-indicatrices et leurs diverses utilisations,

- niveau perfectionnement, 5 au 8 mai, à Saint-Jean-de-Paracol (Aude),
- niveau débutant, 11 au 13 juin, centre de formation d'Eric Petiot à Crozet (Ain)
- niveau perfectionnement, 16 au 19 juin, centre de formation d'Eric Petiot à Crozet (Ain)

Détails et inscription : 04 68 20 36 09 ou ortie@wanadoo.fr

• Identification et utilisation des plantes sauvages comestibles et médicinales

Repas cuisiné avec des produits locaux et des plantes sauvages
2 journées (indépendantes) près de Grenoble (dans les alentours de Saint-Laurent-en-Beaumont) : (repas avec plantes sauvages - proposé le midi : ingrédients bios et locaux...)

- samedi 25 juin de 9h à 17h30
- dimanche 26 juin de 9h à 17h30

Détails et inscription : Louise 06 76 65 21 73, loulou@loulougourmet.com

L'Ortie, Lasserre du moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél : 04 68 20 36 09, ortie@wanadoo.fr, <http://ortie.asso.fr/>

agri-bio



ARDÈCHE : COURS DE PERMACULTURE

20 au 29 mai ou 2 au 11 juillet

à Montpezat-sous-Bauzon
Cours certifiés de permaculture animés par Steve Read, fondateur de l'Université populaire de permaculture. Explications et présentations de réalisations pratiques de lui-même et d'anciens stagiaires.

<http://www.steveyead.fr>

MONTPELLIER :

CONGRÈS EUROPÉEN D'AGROFORESTERIE

23-25 mai

En route vers la reconnaissance ? Bilan des politiques d'agroforesterie en Europe, les dernières avancées, ateliers sur le changement climatique, visite de site. A l'INRA de Montpellier. Organisé par la Fédération Européenne d'Agroforesterie (EURAF), il réunira chercheurs, agriculteurs, agents de développement...

Contact et inscriptions : www.agroforestry.eu.

décroissance, transition



LOIRE-ATLANTIQUE :

VIVRE AVEC LES PLANTES

14 et 15 mai

Changer d'air et vivre une parenthèse au rythme de la nature, le temps d'un week-end, grâce à des balades pour découvrir les plantes sauvages et des ateliers pratiques pour apprendre à les utiliser.

Association Naturellement Autonome, plantes@naturellement-autonome.fr, www.naturellement-autonome.fr

CHARENTE-MARITIME

DES VACANCES ÉCOLOGIQUES EN MUSIQUE

La ferme de la Gravelle propose à des jeunes de 8 à 16 ans des stages de musique à la ferme. Au programme piano, violon, guitare et saxophone. Au-delà de la pratique musicale, les objectifs sont de découvrir la vie à la ferme, explorer ses émotions, sensibiliser à l'écologie...

Contact : Camille Boisseau, Ferme de La Gravelle, 17120 Mortagne-sur-Gironde, musiquealf@gmail.com, tél : 06 11 18 94 56, www.lamusiquealafirme.fr.

L'AVENTURE AU COIN DU BOIS

Le collectif L'aventure au coin du bois est un petit groupe d'auteurs-cueilleurs ethnobotanistes qui propose des journées de reconnaissance des plantes et de cuisine des plantes sauvages :

- le 21 mai à Morestel (Isère)
- du 6 au 10 juin ou du 13 au 17 juin à Retournac (Haute-Loire)
- les 22 et 23 juin à Lyon

Renseignements : www.laventureaucoindubois.org/

ALTERNATIBA

LES VILLAGES DES ALTERNATIVES CONTINUENT...

Près de 100 villages des alternatives se sont tenus avant le sommet de la COP21. Et comme les mesures annoncées restent dans le grand flou, cela se poursuit. De nouveaux villages vont voir le jour :

- le 21 mai, à Andernos-les-Bains, près d'Arcachon (Gironde)
- le 4 juin à Argenteuil (Val-d'Oise),
- les 4 et 5 juin à Auray (Morbihan)
- le 18 juin à Martigues (Bouches-du-Rhône)

D'autres sont en projet à Alfortville (Val-de-Marne), Hémin-Beaumont (Pas-de-Calais), Coulommiers (Seine-et-Marne), Créteil (Val-de-Marne)...

Pour plus de détails : <https://alternatiba.eu/communaute-alternatiba/les-alternatiba/>

SAÛNE-ET-LOIRE : CRÉER UNE ACTIVITÉ D'ACCUEIL ÉCOLOGIQUE

20 au 24 mai

L'association Savoir-faire et Découverte organise un stage de formation pour les personnes intéressées par le projet de créer une activité de chambre d'hôte, gîte, lieu d'accueil nature.

Plus d'infos auprès de Savoir-faire et Découverte, 1, rue de Preslay, 27140 Gisors, tél : 09 70 80 52 62, www.lesavoirfaire.fr.

énergies



GENÈVE : DIXIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

Pour participer : Paul Roulland, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org

environnement



NOTRE-DAME-DES-LANDES : OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Prenez contact avec les occupants avant votre arrivée : depuis le début de 2016, les lieux sont saturés !

Contact : reclaimthepad@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>.

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenièrès pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place. Contact : <http://zadroybon.noblogs.org>, <http://chambarans.unblog.fr>

LYON : ÉCOLE D'ÉTÉ DES POLITIQUES DE L'EAU

4-8 mai
Ouverte aux jeunes qui ont soif de comprendre les problématiques de l'eau bien

la 6ème Foire Écobiologique Humus accueillera environ 150 exposants les 7 et 8 mai 2016 à Châteldon (63)

Il y aura au programme 19 conférences avec Paul Ariès, Gert-Peter Bruch, Bob Brac de la Perrière, Nicole Delépine, Jacques Collin, Dr Martine Gardéal...

De nombreux ateliers et sorties plantes se dérouleront tout au long de ces deux jours ainsi que des animations de rue et spectacles. Une restauration bio variée sera assurée sur place.

Programme complet et informations sur <http://foire-ecobiologique-humus-chateldon.fr>



Échange d'encart contre stand



> 14 & 15 mai - Nyons
25^e FOIRE ÉCO-BIOLOGIQUE Naturellement !

2 jours pour partager conférences et démonstrations techniques, concerts, ateliers, expositions, spectacles et bien d'autres surprises encore...

L'éthique de la foire vous invite à réfléchir sur notre responsabilité éco-citoyenne pour le respect et la préservation de la planète.



Contact 04 75 26 22 53
www.ceder-provence.org
naturellement@ceder-provence.org

Échange d'encart contre stand

HAUT-RHIN FOIRE ÉCO BIO D'ALSACE 5-8 mai

Thème : Osons rester humains.

450 exposants. Cuisine bio et végétarienne, concerts (Lucia de Carvalho, Kermesz à l'est, La comparsita, Gadjó michto), animations pour les petits et les grands (création par le recyclage, ludothèque, mandala, massage, teinture végétale...), ateliers (construction de marmites norvégiennes, de ruches...), zone de gratuité. Enfants : contes musicaux et ateliers d'éveil musical, découverte des arts du cirque, contes...

Théâtre et conférences gesticulées : jeudi 19h30 : *Le seul or qui dure, c'est l'ordure*, d'Alain Guyard ; vendredi 19h30 : *Le pêché ogémique*, de la Cie Pêle-Mêle, samedi 14h : Incultures, de Franck Lepage ; samedi 19h30 : *Nourrir l'humanité, c'est un métier*, de la Cie Art et CA.

Conférences et projections-débats : Jeudi 5 : 11h : *La planète des clones, de la diversité paysanne à l'uniformité industrielle*, par Jean-Pierre Berlan ; 13h : *Apothérapie* par Catherine Flurin ; 15h : Film *Sacré village*, de Marie-Monique Robin ; 17h : *Face aux exilés de notre temps, quelle hospitalité*, par Geneviève Jacques.

Vendredi 6 : 11h : *Zéro déchet*, par Céline Portal ; 11h : Film *Cholestérol, le coupable idéal* ; 13h : *Peut-on parler d'argent ?* par Jean-Yves Cerf ; 15h : *Climat, planète en danger*, par Claude-Marie Vadrot ; 15h : *La pédagogie Montessori*, par Zurfeta Zejnulah ; 17h : *Lanceur d'alerte*, avec Hervé Kempf ; 17h : *C'est quoi le problème avec les vaccins ?* par Michel Georget.

Samedi 7 : 11h : *Paysan herboriste*, par Thierry Thévenin ; 13h : film *La dette, une spirale infernale* ; 15h : *Parentalité positive*, par Catherine Dumonteil Kremer ; 15h : *La contestation du nucléaire dans la France d'après Tchernobyl*, par Sezin Topçu ; 17h : *Les effets des métaux sur la santé et l'environnement*, par André Picot.

Dimanche 8 : 11h : *La méditation, vers des relations harmonieuses*, par Marcelin Grandjean ; 13h : *Manifeste pour un 21^e siècle paysan*, par Sylvia Perez-Vitoria ; 13h : Film *Le divan du monde*, avec Swen de Paw et George Federmann ; 15h : *Électricité et chaleur par cogénération*, par Georg Löser ; 15h : *Tafta, un projet d'enfer*, par Mathilde Dupré ; 15h : Film *Entre leurs mains* avec Jacqueline Lavillonière et Manala ; 17h : *Le tribunal Monsanto*, par Longo Mai.

Au Parc des Expositions, avenue de la Foire aux Vins, 68000 Colmar. Organisé par l'association Éco Bio d'Alsace, 27, rue du Canal, 68570 Soultzmat, tél : 09 77 69 11 23, www.foireecobioalsace.fr.

commun. Découverte des politiques de l'eau de l'échelle européenne jusqu'à l'eau qui coule dans notre robinet, et de politiques exemplaires qui sont menées sur nos territoires en faveur de l'eau bien commun.

Organisé par la Coordination Eau Bien Commun Rhône-Alpes. Informations sur eau-rhonealpes.fr/1470-2.

MONDE : SEMAINE DE DÉSŒBÉISSANCE CLIMATIQUE

7 au 15 mai

Actions coordonnées et simultanées de blocage d'infrastructures fossiles dans le monde entier pour la protection du climat. Information générales sur <http://fr.breakfree2016.org/#>. En Allemagne, action de désobéissance civile pour le blocage des excavatrices de la mine de charbon de Lusatia (près de Berlin)

Infos sur www.ende-gelände.org/fr.

Adéquations, C/o Maison des associations, 206 quai de Valmy 75010 Paris, www.adequations.org.

Informations : Yveline Nicolas, tél : 01 46 07 04 94.

PARIS : FÉMINISTICAL 28-29 mai

Alors qu'en 2015 les femmes dirigent 0 % des théâtres nationaux, 10 % des scènes de musique actuelle et représentent 1 % des compositeurs, ce festival veut leur donner la place, sur le thème "Ni muse, ni objet".

Samedi : film "Maintenant, le féminisme" de Fatima Benomar, performance interactive par "Un vent de sorcières", débats, spectacle "Chronique d'une croqueuse" de Marisoa Ramonja, concert de Frédérique Nalpas. Dimanche : courts-métrages, théâtre-forum sur le sexisme dans les métiers du spectacle, remise des prix aux trois meilleurs films, danse Butô avec Laura Oriol. A La Bellevilloise.

Organisé par l'association les effrontés-es. Infos sur feministical.com.

LYON : STAGE D'AUTODÉFENSE FÉMINISTE 28-29 mai

Organisé par l'association Autodéfense et autonomie. Ouvert aux femmes de 16 à 75 ans.

Renseignements et inscriptions : www.autodefenselyon.lautre.net.

Femmes, hommes, etc.

PARIS : GENRE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE 12 mai

Mettre en œuvre une approche de genre dans les projets de coopération et de solidarité internationale. Organisé par

AVEYRON NATURELLEMENT SIMPLES

Stages et animations d'une journée autour des plantes :

- Cuisine sauvage. Apprendre à cueillir et cuisiner les plantes et les fleurs comestibles. Les 14 mai, 18 juin, 24 septembre et 8 octobre.
- Cueillir et fabriquer ses cosmétiques maison. Les 25 juin, 17 juillet et 7 août.
- Découvrir la botanique. Déterminer le nom des plantes cueillies lors d'une balade. Les 5, 16 et 21 mai, le 11 juin.
- Permaculture. De la conception à l'agencement du jardin bio. Les 15 mai et 16 octobre.
- Herboristerie familiale. Apprendre à se soigner avec les plantes, facilement et sans risque. Les 26 juin, 25 septembre et 6 novembre.
- Stage de 2 jours "Autour des plantes" avec atelier sur l'herboristerie familiale, la cuisine nature, la permaculture, la botanique et la cosmétique. Les 28-29 mai et les 23-24 juillet.

Tous les stages ont lieu à Saint-Laurent-de-Lévézou.

Contact : Séverine et Charles Pioffet, Le Cayla, 12620 Saint-Laurent-de-Lévézou, tél : 06 80 89 33 01, www.naturellementsimples.com.

fêtes, foires, salons

INDRE : FESTIVAL CHAPITRE NATURE

5 au 7 mai

À "Le blanc". Littérature, science et nature se rencontrent lors de conférences, expositions, lectures, sorties et spectacles. Forum des associations.

Fédération des Organisations Laïques, Chapitre Nature, 23, boulevard de la Vallée, BP 77, 36002 Châteauroux cedex, tél. : 02 54 37 05 13, www.chapitrenature.com

PUY-DE-DÔME : HUMUS

7-8 mai

Foire écobioologique populaire à Chateaudon. Samedi : 10h30 aromathérapie vétérinaire ; 11h à la rencontre des plantes bio-indicatrices ; construction d'un poulailler familial ; 14h semences paysannes ; présentation de l'ortie ; 15h transmettre une ferme bio ; 16h cancers et nouveaux médicaments, conséquences pour votre santé par Nicole Delépine ; 18h Areva, des "affaires" africaines à la faille par Raphaël Granvaud. Dimanche : 10h30 les plantes sauvages comme symptômes de la vie du sol ; 14h l'aluminium, un toxique puissant par Martine Gardénal ; 14h jardiner malin ; 16h qui vivent les éoliennes. Ainsi que du théâtre de rue, de la musique, bourse aux plantes, ateliers, contes, expositions, jeux en bois et de plateau, manège à pédales...

Infos : association Humus, chez Marioton, 63290 Chateaudon, tél : 04 73 94 90 55, www.foire-ecobioologique-humus-chateaudon.fr.

DRÔME : NATURELLEMENT ! FOIRE ÉCOBIOLOGIQUE DE NYONS

14 et 15 mai

Une centaine d'exposants sur la promenade de la digue. Une vingtaine de conférences. Un concert le samedi soir.

Ceder, 15, avenue Paul-Laurens, 26110 Nyons, tél : 04 75 26 22 53, www.ceder-provence.org

AVIGNON : NATURAVIGNON

21 et 22 mai

Domaine de la Souvine, route de Bel Air, à Montfavet.

Thème de l'année : "l'écologie au quotidien, une urgence pour les générations futures et la planète aussi".

Grand marché bio (plus de 200 stands). 30 ateliers pratiques pour adultes, 40 ateliers pratiques pour jeunes de 10 à 18 ans. Stages éolien et four solaire.

Conférences, le samedi : l'histoire des débats sur les choix techniques peut-elle éclairer les enjeux actuels ? Penser la technologie à l'ère de la crise écologique ou l'urgence de la Décroissance (10h), la démarche zéro-déchet (12h), Tafta, le grand marché transatlantique (14h), "comment le nucléaire impacte la santé des citoyens" (16h), "assiette écologique et solidaire, relocalisation de la production, sobriété de la consommation de produits animaux, méthodes biologiques (18h). Le dimanche : la gestion écologique de l'eau (10h), "la consommation éco-responsable" (12h), "résistance à la technocratie et au

transhumanisme" (14h), "Contre l'extractivisme" (16h), "comment réussir votre jardin avec la permaculture (18h).

Avenir, 16, rue Louis Feuillée, 84000 Avignon, tél : 09 54 18 24 57 ou 06 76 28 24 57, www.avenir84.org

VAL-D'OISE : SALON DU VIN BIO

28 mai

Dégustation, vente, flash-infos, débats, ateliers dégustation, buffet, exposition, projection du film *La clef des terroirs*, de Guillaume Bodin. De 10 h 30 à 19 h, salle Anatole France, 18, rue Anatole France, Beauchamp.

Organisé par Les paniers de Beauchamp, www.lespaniersdebeauchamp.fr.

films, spectacle, culture

SAVOIE : VILLAGE DU "NOUS"

5-8 mai

Organisé par Terre du Ciel sur le thème "Oser la fraternité. Comment servir ensemble l'âme du monde ?". Vivre ensemble, débats, ateliers, conférences, temps artistiques, pratiques corporelles... Avec Colibris, Auroville, le Foyer Michaël, Le hameau des Buis, les Scouts musulmans, Démocratie et spiritualité, Les Amanins...

Infos : Terre du Ciel, rue de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 40 30, www.oser-la-fraternite.org.

MARSEILLE : CONGRÈS D'ESPÉRANTO

5 au 8 mai



Thème : Marseille, porte de l'euro Méditerranée. Assemblées générales de plusieurs associations : Enseignants Espérantophones, Espéranto-Provence, Espérantistes catholiques. Nombreux événements culturels, visite de la ville, spectacles (chanteur JoMo, danse avec Flavie Wakako Audibert, théâtre avec la Cikadoj) examens d'espéranto, conférences...

<http://esperanto-france.org/nacia-kongreso-2016-marsejo>

NATURAVIGNON 21 & 22 MAI 2016

21^e Fête Écobiologique unique en Vaucluse

Thème : « L'Écologie au quotidien, une Urgence pour les générations futures et la Planète aussi ! »

Lieu : Domaine de la Souvine
Montfavet 84000 AVIGNON

Courriel : contact@avenir84.org

Tout sur le site : avenir84.org

paix

PARIS : UN JOUR POUR LA NON-VIOLENCE
14 mai

Une journée pour découvrir et mieux connaître la non-violence

Dans la grande salle, des tables rondes et notamment toute la journée les sept samedi

Samedi 14 mai
de 14h à 22h
Salle Jean Dume
11 rue Legendre (Paris 13^e arrondissement)

Agir dans la ville
Agir pour l'éco-citoyenneté
Et maintenant, on fait quoi ?

Paris : sur les stands, les partenaires de cette journée vous proposent :
Mini-formation sur la non-violence
Ateliers Flash
Jeux coopératifs
Exercices pratiques

Concert pour la non-violence

Entrée libre dans la limite des places disponibles
Pour plus d'informations : www.nonviolence21.org

Le "NVDay", "journée de la non-violence" en français, aura pour thème "Et maintenant, on fait quoi ?". Huit heures de courtes interventions avec débats et ateliers ludiques, jeux coopératifs, musique, graphisme, contes... Au programme : éduquer dans la cité, agir dans la ville, agir pour l'écologie... Avec Jean-François Bernardini, Elisabeth Maheu, Yazid Kherfi, Bouba du 94... Le 14 mai au cœur de la capitale (salle Jean-Dume et trottoirs de la rue Bellan, Paris 2^e). Silence est partenaire de cet événement organisé par le Fonds associatif Non-Violence 21, l'AFC Umani et le MAN.

Contact : www.nonviolence21.org.

société, politique

CORRÈZE : RENCONTRE DES MÉDIAS LIBRES
26 au 29 mai

A Meymac, une partie ouverte au public, une partie réservée aux animateurs des différentes revues, sites web, radios...

Programme complet sur le site <http://medias-libres.org/>

LYON : RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'ÉCOLOGIE SOCIALE
27-29 mai

rencontres internationales de l'ÉCOLOGIE SOCIALE

27 28 29 MAI 2016 LYON

municipalisme libertaire alternatives concrètes et sortie du capitalisme autoritaire et pratiques collectives
Chipses Rojava, ZAD-s

Infos : www.objectiondescroissance.org
tutu.ecologie@ecologiesociale.ch
contact@rencontresecologiesociales.org

Municipalisme libertaire, alternatives concrètes et sortie du capitalisme, autonomie et pratiques collectives, ZADs, Rojava, Chiapas... Avec Janet Biehl, Mylène Sauloy, des militants kurdes du Rojava, Floréal Roméro, Sergio Ghirardi...

Inscriptions et contacts : AderOC, Lieu-dit Pallières, 30140 Thoiras, contact@rencontresecologiesociales.org, www.objectiondescroissance.org, www.ecologiesociale.ch.

santé

SAVOIE : FORMATION À LA MÉDIATION ANIMALE
1 au 12 mai

Formation "Présence animale" pour devenir intervenant dans l'art d'utiliser les animaux pour soigner les humains. Au Centre de médiation animale des Pays de Savoie, 73390 Chamoux-sur-Gelon.

Contact : www.presence-animale.fr.

silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE
Jeudi 19 et vendredi 20 mai

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

PARIS : VÉLORUTION
7 mai

Départ place de la Bastille à 14h
<http://velorution.org/paris/vlr/>

Foire Éco Bio d'Alsace 35^e édition

5 > 8 mai 2016
Parc Expo de Colmar
Osons rester humains

450 exposants, conférences, dégustations, ateliers, cinéma, concerts, contes, théâtre et restauration.

Toutes les informations sur notre site : www.foireecobioalsace.fr et Facebook : Eco Bio Alsace.

Echange d'encart contre stand

Annonces

» Agir ensemble

■ **Bure.** La maison de résistance contre la poubelle nucléaire de Bure est à la recherche de personnes prêtes à venir s'y installer ! Le fonctionnement de l'association nécessite un certain suivi et un travail de coordination. Bien évidemment cela laisse du temps pour concrétiser de nouvelles idées selon les envies de chacun. Plusieurs personnes y sont déjà très investies et nous aimerions vraiment qu'une ou plusieurs personnes aient envie de s'engager sur un temps défini. Passez nous voir ou contactez-nous ! Tél : 03 29 45 41 77, leherissonvengeur@gmail.com, 2, rue de l'Eglise, 55290 Bure.

■ **Ariège.** Pour son 5e marché à initiatives qui se tiendra le dimanche 24 juillet à Sainte-Croix Volvestre sur le thème générique "Histoires d'eau", l'association organisatrice recherche des personnes pour animer des ateliers récolte d'eau de pluie, moulins à eau pour enfants, instruments de musique utilisant l'eau, la fabrication d'un remonte-eau avec pompe solaire, comment créer une micro centrale hydroélectrique... Recherche également un sourcier, des artistes et des musiciens pour donner un esprit festif à cette journée vivier d'alternatives fertiles. Contact : marche-sainte-croix@orange.fr Jean-Claude 09 88 66 28 75.

■ **Allier.** Militant écolo cherche contacts avec écologistes et écolieux du secteur de Moulins en vue de mon implantation dans cette ville. Ce que je peux apporter : soutien scolaire, conseils juridiques, conseils en apiculture, jardinage, connaissance de la faune et de la flore. Jean-Paul, tél : 01 34 89 54 81 (soir) ou jeanpaulpellet@orange.fr

» Entraide

■ **Région nantaise.** Couple avec deux enfants (6 et 3 ans), 2 ânes, 4 chèvres, petite rivière dans la nature, écolier familial en autonomie énergétique, jardin, potager, auto-construction, souhaite coup de main pour aide sur quelques semaines aux soins des animaux et du jardin, participer à nos tâches pour assurer le quotidien, être avec les enfants, en échange expérience de vie "simplicité volontaire" et de savoir-faire plusieurs domaines : jardinage-marîchage bio, formations plantes sauvages comestibles et médicinales, auto-construction, balade et travail avec les ânes (attention, vie "rustique"). Modalités à définir ensemble. Mélissa et Patrice, tél : 06 83 62 74 79, mélissa@naturellement-autonome.fr

» Recherche

■ **Ecolieu Nautiste intergénérationnel.** L'Espace Ecologique Nautiste et Familial, groupe

constitué d'une dizaine de personnes recherche un terrain dans le quart sud-est, ainsi que de nouvelles personnes intéressées pour rejoindre ce projet ambitieux et humaniste (lieu de vie, ferme biologique et pédagogique, lieu de vacances naturalistes...). A bientôt ! Infos et contact : contact@eent.fr ou 06 81 98 91 13

» Emplois

■ **Doubs.** L'association CLAJ Ferme pédagogique de la Batailleuse en AB et centre d'accueil, recrute un-e responsable du fournil à partir de fin juin : 2 fabrications de pain/semaine, fabrication de biscuits et livraisons. Four à bois. équipe de 13 personnes en autogestion. Attendu : autonomie, professionnalisme, capacité à prendre des responsabilités, polyvalence. Cf. annonce complète : www.claj-batailleuse.fr - Temps plein au SMIC, 1 an minimum, éligible CUI-CAE. Rue de la fontaine 25370 Rochejean, claj-batailleuse@wanadoo.fr 06 95 21 16 10.

» Vacances

■ **Gironde.** Chambres d'hôtes à Soullignac. Maison de caractère restaurée avec des matériaux écologiques. Lingerie de qualité avec linge de maison en coton bio et chambres équipées de salles de bain privatives. Table d'hôtes servie avec des

produits de saison bios. Dégustation de vins bios chez notre voisin vigneron. Visites de Bordeaux, Saint-Emilion, randonnées... Plus de renseignements sur notre site www.chambres-hotes-schnell.com Contact 06 70 64 18 17

» Immobilier

■ **Loir-et-Cher.** Vends terrain 550 m² constructible, viabilisé au max. 15 000€. Echange possible contre camping-car (pas une épave !). Lieu situé vers Vendôme. Renseignement : 06 43 88 78 25.

■ **Dordogne, Sarlat.** Belle maison lumineuse, en pierres, rénovation écologique (biorupteur, isolation, peintures, chaudière), 145 m² + placards de rangements. Au centre ville : gare, marchés (producteurs bio), écoles, collège, lycée, magasins bio... accessibles à pied. Jardin fleuri et arboré, avec aromatiques. Potentiel pour commerce, chambre d'hôte, glagerie d'art, local associatif, cabinet médical, salon de thé... Ville touristique, région riche en alternatives. 215 000€. Tél : 05 24 15 10 71 ou 06 41 25 43 49.

■ **Paris 19^e (Belleville).** Love T3-4 85 m² + loggia, cave, parking, sur grande cour arborée, dans résidence dynamique et accueillante : compost, jardin partagé, AMAP, amicale des résidents, local à vélos. Tél : 01 48 74 03 09.

Gratuités : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliés :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



◀ Théâtre - forum dans une classe de CM2

Des ateliers pour prévenir les violences à l'école, dans les familles...

La violence est fréquemment liée au déni de l'altérité de l'autre, de sa différence. Elle témoigne très souvent d'une impossibilité de gérer la frustration. C'est pour cela qu'en prévention de la violence le MAN intervient auprès des élèves sur le respect de la différence, sur la tolérance. Il fait aussi des interventions dans le cadre du soutien à la parentalité en accompagnant les parents.

QUELLE ENTRÉE EN MATIÈRE POUR UN atelier dans une classe ? Violence, agressivité, conflit, non-violence, paix... : avant de réfléchir et de définir d'une façon intellectuelle ces différents concepts, laissons chacun parler avec ses "tripes" son imaginaire, voire même son inconscient.

LE PHOTO-LANGAGE POUR ENTRER EN MATIÈRE

Zoom sur un atelier dans une classe de 2nde :

Une quarantaine de photos en couleur et en noir et blanc sélectionnées à l'avance sur des scènes de vie de tous les jours, sont installées par terre, chacun va prendre le temps de les regarder et de choisir celle qui pour elle ou lui représente le mieux "la violence", ensuite chacun va dire à tour de rôle pourquoi il a choisi cette image, et en quoi celle-ci (la scène décrite, les couleurs, les attitudes, la symbolique, l'esthétique...) est pour lui associée à la violence. Ce jour là, une élève a choisi une scène de violence conjugale en présence d'un enfant,

un autre élève a choisi une photo où deux chiens noirs identiques sont enchaînés à côté de deux chiens blancs différents en liberté. Cet outil du photo-langage est une bonne entrée en matière pour les ateliers.

PRENDRE CONSCIENCE DE LA PORTÉE DES PAROLES

Lors des interventions du MAN sur la prévention de la violence auprès des élèves de classes de 5^e, l'objectif est de travailler sur la différence, la tolérance, le respect des autres et notamment la prise de conscience de la portée des mots et des paroles. Il y a en effet une banalisation des moqueries, insultes, agressions verbales, qui ne sont plus perçues comme une violence à autrui. Il y a besoin de lutter contre toutes les formes de harcèlement afin d'améliorer le climat scolaire. La violence physique, même si elle est relativement rare, est parfois présente et semble être le seul moyen de répondre aux agressions verbales accumulées pour un certain nombre d'élèves.



▲
Échauffement : jouer ses émotions. Atelier au collège Louis Armand à Dreux

▲ Le photolangage pour parler autrement de ses émotions

Des interventions interactives

Les interventions du MAN sont sous forme interactive, à partir de différents jeux, exercices, saynètes et mises en situations. Sont évoquées des situations de conflit en classe, au lycée, et aussi à l'extérieur notamment dans l'espace public. Le respect et la confidentialité sont proposés comme règles de fonctionnement pour poser le cadre de l'animation. Les exercices de confiance et de mise en situation permettent d'expérimenter d'autres attitudes que celles dont on a l'habitude.

LE BAROMÈTRE DE LA VIOLENCE

Nous intervenons pendant 2 heures par demi-classe de 15 élèves, afin que chacun puisse avoir le temps de s'exprimer. Après avoir créé un climat de confiance, à partir de petits exercices et de mises en situation, nous essayons de mettre des mots sur les émotions, les nôtres et celles des autres, sur les mots qui font mal et ceux qui font du bien, qui apaisent les tensions.

Avec le baromètre de la violence, chacun se positionne sur ce qui est violent pour lui, ou non, en fonction de phrases bien précises. Nous expérimentons par des exercices de confiance que le regard peut être bienveillant. Très souvent en effet les tensions commencent par un regard vécu comme une agression, comme menaçant.

Les exercices de confiance et de mise en situation permettent d'expérimenter d'autres attitudes que celles dont on a l'habitude. Écouter les avis des autres, notamment dans l'exercice sur le baromètre de la violence permet concrètement de voir que tout le monde ne vit pas de façon identique une même situation. Petit à petit cela apprend la tolérance et le respect des autres.

TRÈS PEU DE MOTS POUR EXPRIMER LEURS ÉMOTIONS

La plupart des élèves participe bien. Ils apprécient l'aspect interactif et ludique qui permet ensuite des échanges très sérieux entre eux, souvent en lien avec ce qu'ils vivent au quotidien.

Pour l'exercice avec les étiquettes sur les émotions, certains possèdent très peu de mots pour exprimer ce qu'ils ressentent. D'autres sont plus à l'aise pour le verbaliser. Un exercice sur les dessins dont l'objectif est de décrire la situation et de faire des hypothèses sur le ressenti de chaque personnage, permet pour certains élèves une mise à

distance, et ensuite une identification au vécu des différents protagonistes. Les élèves prennent facilement la parole. Cet outil permet de distinguer les faits, les opinions, les sentiments. L'exercice précédent sur les émotions est utile pour enrichir le vocabulaire lors de l'échange sur les situations.

Le baromètre de la violence est toujours un exercice qui permet des positionnements personnels assez différenciés les uns des autres, avec une phase d'explication plus ou moins rationnelle sur sa position. Le temps d'échange permet d'expérimenter ses propres capacités d'écoute, de respect de l'avis des uns et des autres, et de réaliser concrètement que tout le monde ne vit pas de façon identique une même situation. Petit à petit cela apprend la tolérance et le respect des autres. Cet exercice souligne aussi la difficulté à être authentique, à créer de la confiance, parce qu'il est plus habituel de se moquer, ou de ricaner. Certains ont pu dire leur souffrance d'être la risée de leurs camarades, certains ont confié des difficultés plus personnelles ou familiales.

RÉSOUTRE UN CONFLIT D'UNE FAÇON POSITIVE

Le MAN réalise également des ateliers auprès d'élèves de 2^{nde}, sur l'initiation à la régulation non-violente des conflits. Avec plusieurs objectifs : clarifier les concepts et différencier la violence, le conflit et l'agressivité ; réfléchir aux différentes attitudes face à un conflit et à leurs conséquences ; prendre conscience de l'importance de la communication ; prendre conscience de sa part de responsabilité dans l'évolution des situations de conflits.

Il s'agit de faire face au conflit, de se faire respecter, de respecter l'autre, d'inventer des solutions gagnant/gagnant.

La communication non-violente essaie d'éclaircir les incompréhensions en se centrant



▲ Théâtre image à Zagora (Maroc) : mettre en scène une situation d'oppression et la dépasser

sur les émotions et les besoins : une situation nous fait vivre une émotion qui nous renseigne sur nos besoins. Lorsque nous pouvons identifier cela, nous sommes en mesure de formuler une demande. Il en est de même pour l'autre protagoniste du conflit.

Les élèves réduisent souvent la violence seulement aux coups, à la violence physique, nous échangeons avec eux sur toutes les formes de violence : physique, psychologique, structurelle, culturelle.

JEUX DE RÔLE

Deux élèves face à face incarnent chacun un personnage.

Première séquence : un élève s'adresse à un professeur, en disant la phrase suivante : *Je ne peux pas rendre mon devoir aujourd'hui, j'ai eu des problèmes de famille ce week-end.* Il expérimente plusieurs façons de dire la phrase : avec colère, avec tristesse, avec énervement, avec calme. Le personnage professeur ne répond rien, il est à l'écoute de ce que ces différentes façons de s'adresser à lui, lui font vivre.

Deuxième séquence : un élève s'adresse à un autre élève : même consigne avec la phrase : *maintenant tu me rends mon téléphone portable.*

Troisième séquence : un parent s'adresse à son enfant : *tu arrêtes cet ordinateur et tu viens à table.*

Dans le débriefing, l'élève qui jouait le parent a expérimenté comme la position de parent est difficile à incarner. Un autre élève qui est souvent agité, a expérimenté que dire une phrase avec calme et détermination peut être plus efficace que l'énervement.

SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

Dans le cadre du soutien à la parentalité, le MAN propose des exercices sur la bonne distance. Nous rencontrons des mères qui entretiennent une relation de fusion avec leurs enfants, notamment leur fils, il n'y pas eu de travail de différenciation. Elles ont tendance à toujours défendre leur enfant, même lorsque celui-ci commet une bêtise, ou a tort. Cela renforce la toute puissance de l'enfant, qui n'est pas en mesure de supporter le cadre, la contrainte et la frustration. Là aussi nous travaillons à partir de saynètes de la vie quotidienne, comme demander à un jeune de rentrer avant 22h, dire à un enfant d'arrêter de jouer à la console de jeux pour venir manger. L'objectif est d'inciter à expérimenter des nouvelles façons de faire.

Dans l'éducation, il est aussi important d'être en empathie avec son enfant, écouter ses besoins, d'accueillir ses émotions, que de poser un cadre, des limites qui rassurent et structurent la construction de sa personnalité. Ces deux éléments sont déterminants dans la prévention de la violence.

Yvette BAILLY
MAN Lyon ■

Pour aller plus loin

■ MAN-Lyon, Mouvement pour une Alternative Non-violente, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 67 46 10, www.nonviolence.fr.



« Dans la rue, j'ai encore droit à ce genre de remarques environ une fois par mois : "Bonjour Mademoiselle, l'Afghanistan et l'Iran, c'est par là".

Mon expérience en France s'est compliquée à partir de mes 15 ans quand j'ai mis le foulard. C'est là que ma conscience politique est née, car, tout d'un coup, j'étais moins française qu'avant aux yeux d'autrui. Je me sens française par revendication, quand on essaie de me dénier ce droit.

Mettre le voile n'était pas du tout une démarche politique au début. En revanche, l'une des raisons pour lesquelles je ne pense pas que je l'enlèverai est devenue politique.

Après tout ce que j'ai subi, je ne peux pas l'enlever et donner raison et victoire aux détracteurs. Je ne veux pas que mon foulard devienne un symbole. Mais il l'est malgré moi. »

Sohad, 23 ans, étudiante

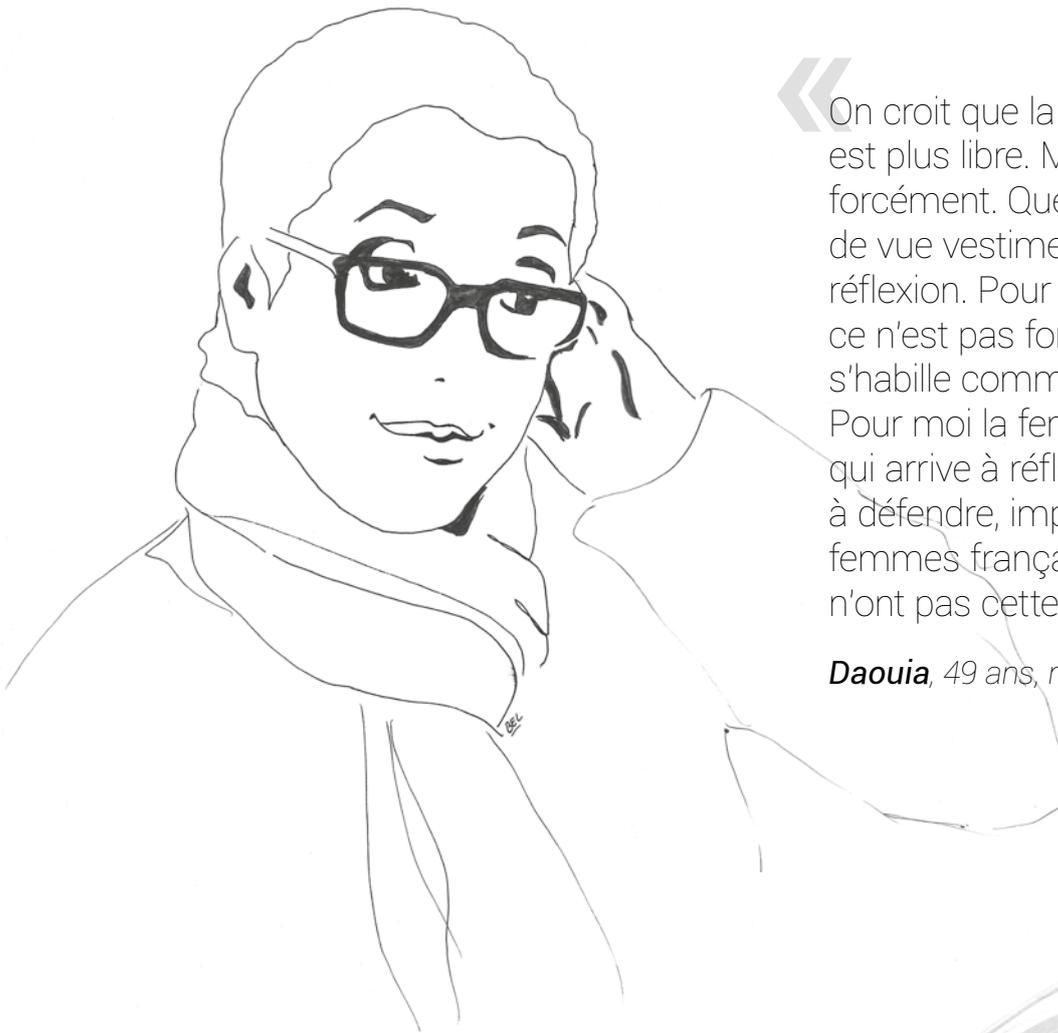
Que disent les musulmanes de France ?

L'ISLAM FAIT DÉBAT DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE. VOICI UNE RELIGION, voire une culture, que l'on dit parfois archaïque, misogyne et insoluble dans la République. Qu'en pensent les femmes françaises et musulmanes du 21^e siècle, supposées libres et émancipées, à l'abri, en principe, de tout machisme ?

"Que disent les musulmanes de France ?" est le carnet peint et dessiné de nos rencontres avec 24 femmes françaises – ou vivant en France – de confession ou de culture musulmane, de tous âges, origines ethnique ou sociale, aux opinions et convictions différentes."

Silence présente seulement des extraits des témoignages collectés. On peut voir l'intégralité de ces 24 portraits sur le site de TV5Monde, <http://focus.tv5monde.com/musulmanesdefrance/>

Bahia El Ouazzani et Ben Szlak ■



« On croit que la femme française est plus libre. Mais elle ne l'est pas forcément. Que ce soit d'un point de vue vestimentaire, moral ou de réflexion. Pour moi la femme libre, ce n'est pas forcément la femme qui s'habille comme elle veut, qui sort... Pour moi la femme libre, c'est la femme qui arrive à réfléchir par elle-même et à défendre, imposer son avis. Il y a des femmes françaises, européennes, qui n'ont pas cette liberté-là. »

Daouia, 49 ans, responsable déontologie

« Je suis musulmane de culture et de confession, d'origine irakienne. J'ai longtemps eu du mal à me sentir française, du fait de la politique de la France vis-à-vis des arabes et de l'immigration. J'ai ressenti de plein fouet le rejet dès lors que j'ai commencé à pratiquer, on me renvoyait constamment à mes origines arabes et non pas à ce que j'étais. Je me suis sentie vraiment française quand je suis partie en Angleterre, parce que pour une fois, là bas, on ne me demandait pas de quelle origine j'étais quand je disais que j'étais française. Je me sens occidentale dans la mentalité. J'en prends pleinement conscience quand j'interprète l'islam : je fais la différence entre ce qui vient de la culture et ce qui est de la religion. L'esprit critique permet de questionner les préceptes. »

Noor, 31 ans, en recherche d'emploi



➤
Manifestation à Berlin en 2014 pour la défense de la transition énergétique

➤➤
Champs d'éolienne et, en arrière-plan, usine de production électrique... marchant au charbon



Andreas Conrad / PubliXpress/C

Transition énergétique Comment fait l'Allemagne ?

Vincent Boulanger, journaliste spécialisé dans l'énergie, a publié fin 2015, un livre extrêmement bien documenté sur les débats politiques allemands autour des scénarios énergétiques, montrant qu'un fort consensus s'est fait pour sortir du nucléaire et maintenant des énergies fossiles. Nous l'avons interrogé sur quelques points abordés dans le livre.

Silence : Comment les experts allemands en énergie voient-ils la situation en France ?

Vincent Boulanger : Les pessimistes pensent que la fascination de la France pour le nucléaire est un cas désespéré, mais qu'elle sera obligée de changer devant les contraintes économiques et technologiques actuelles. Économiques car maintenant les renouvelables coûtent le plus souvent moins cher que le nucléaire. Technologiques car les renouvelables vont mettre fin pour une grande part à la centralisation. Les optimistes notent que la loi de transition énergétique prévoit de baisser l'électricité nucléaire de 75 à 50 % d'ici 2025, ce qui suppose un nombre de fermetures de réacteurs sensiblement du même niveau qu'en Allemagne. Concernant le climat, ils constatent que la France et l'Allemagne se sont fixé le même objectif : une tonne de CO₂ émise par habitant en 2050. Il y a donc matière à coopérer entre les deux pays.

Y a-t-il en Allemagne, comme en France, une opposition aux éoliennes, aux parcs photovoltaïques, aux agrocarburants ?

L'opposition aux éoliennes n'est pas aussi virulente qu'en France. En Bavière, très traditionaliste, il y a une

revendication vis-à-vis du paysage. En mer du Nord, il y a une vigilance des associations pour la protection des zones naturelles. Mais tout le monde est plus ou moins pour le développement des éoliennes. Du fait de la montée en puissance des installations, les premières éoliennes sont peu à peu remplacées par des modèles plus puissants... ce qui fait que si la production augmente rapidement, cela se traduit par une faible augmentation du nombre d'éoliennes.

Pour le photovoltaïque, il n'y a plus de développement sur des surfaces agricoles depuis 2010. Une loi précise que seul-e-s sont aménageables les terrains délaissés (friches industrielles, militaires, etc.) et les toitures.

Pour les agrocarburants et le biogaz, l'opposition a été vive car, au départ, une prime a provoqué un changement d'utilisation des terres agricoles. Depuis, les primes ont été supprimées et les surfaces de cultures énergétiques ont baissé. Maintenant, la priorité va à l'usage des déchets alimentaires et végétaux dans le cadre d'une réflexion liée au recyclage des déchets. La biomasse n'a pas connu de baisse de ses coûts de production, ce qui la rend moins attractive que le solaire ou le vent.



Luca Locatelli



En Allemagne, les coopératives citoyennes et les remunicipalisations des réseaux se sont fortement développées dans le domaine de l'énergie. Cela serait-il possible en France ?

Les lois ont favorisé le développement des coopératives citoyennes (près d'un millier) et l'importante tendance actuelle à la remunicipalisation des réseaux d'énergie. Cela est soutenu par une forte conscience citoyenne née de la lutte antinucléaire. En France, les antinucléaires n'ont pas pu faire de même, à cause du monopole public.

En Allemagne, la loi autorise des levées de fonds de manière plus simple qu'en France. Le temps de réalisation d'un projet éolien (7 ans en moyenne en France, contre 3-4 ans en Allemagne) est aussi un frein pour l'investissement dans une coopérative. Les banques allemandes ont un réseau local plus décentralisé, ce qui permet un meilleur lien avec les citoyens et les collectivités.

Toutefois, le développement rapide, en France comme en Allemagne, de "territoires à énergie positive" va dans le bon sens.

Le 100 % renouvelable semble facile à atteindre dans le domaine de l'électricité, plus lent dans le domaine de la chaleur, et difficile à atteindre dans le domaine des transports. Peut-on envisager de tels objectifs sans avoir une remise en cause de nos modes de consommation ?

La production d'électricité renouvelable progresse rapidement. Entre 2014 et 2015, en Allemagne, les renouvelables sont passées de 27 % à 32 %. À ce rythme, le 100% renouvelable est pour avant 2040. Il y a deux freins : le développement de nouveaux réseaux électriques (1) et de stockage pour gérer la variabilité de la production.

Concernant la chaleur, cela demande une multitude de micro-actions. Il y a des engagements pour la rénovation du bâti. C'est plus long à mettre en place, mais les solutions sont connues.

Pour les transports, l'avantage est que le matériel se renouvelle vite et quand une innovation est disponible, elle est rapidement utilisée. Mais pour le moment, les résultats sont modestes (2). Le gouvernement a conscience qu'on ne peut, seulement, améliorer la voiture. Il a voté une loi qui prévoit à partir de 2018, un fort développement des investissements dans le domaine du rail et du transport fluvial (3). La volonté de réduire la place de la voiture est encore faible. Toutefois, comme en France, on constate une baisse des permis de conduire dans la population la plus jeune, signe d'une autre vision des transports.

Quelques conseils pour sortir du nucléaire puis des fossiles en France ?

En Allemagne, la sortie du nucléaire a été possible parce qu'il y a eu une volonté politique d'en sortir et d'aller vers un consensus avec tous les acteurs. Celui-ci a été obtenu en 2000, même s'il a été ensuite contesté. Après Fukushima, cela a été réactivé un peu brutalement, mais maintenant c'est efficace. En France, il faudrait que le gouvernement entame sans délai un débat, notamment avec les syndicats, pour prendre conscience que sortir du nucléaire ne pose pas de problème d'emplois : au contraire ! Il faudrait aussi, comme cela se fait en Allemagne, que les Ministères commandent des scénarios à des organismes de recherche indépendants. Ces scénarios permettraient d'enrichir les débats politiques. Recherche de consensus et capacité de projection devraient conduire à programmer la fermeture des réacteurs nucléaires.

Propos recueillis par Michel Bernard ■

■ Transition énergétique Comment fait l'Allemagne

Vincent Boulanger
Ed. Les Petits matins / Institut Veblen
2015, 180 p. 14 €

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement français, la consommation de charbon est en baisse en Allemagne malgré la fermeture des centrales nucléaires. Le gouvernement allemand a su convaincre compagnies d'électricité, patronat, syndicats, de l'utilité d'un grand virage énergétique. L'avenir de l'énergie est à la décentralisation (ce qui va être compliqué pour le système français). Le rôle des citoyens est essentiel pour accélérer les choses. Le plus dur sera dans le domaine des transports de se passer du pétrole... Un niveau de lecture relativement facile avec des données provenant essentiellement des Ministères... qui nous fait réaliser que la France est en train de prendre un retard considérable du fait de son aveuglement nucléaire. MB.

(1) L'Allemagne construit actuellement 23 lignes haute tension prioritaires, totalisant 1876 km. D'ici 2024, elle doit construire 2750 km lignes supplémentaires et en renforcer 3050 km.

(2) Il y a de nombreuses recherches en cours : voitures électriques, production de carburants (gaz ou liquides) à partir d'électricité renouvelable, etc.

(3) Déjà beaucoup plus développé qu'en France.



Les mondes ruraux du mouvement pacifiste américain

Des "jardins pour la paix" au sortir de la deuxième guerre mondiale au mouvement hippie des années 1960, pacifisme et agriculture ont de longue date fait bon ménage. Les mondes ruraux ne sont donc pas absents du mouvement pacifiste contemporain, comme nous le montre un collectif né dans l'Amérique post-11-Septembre.

LES GUERRES MENÉES PAR LE GOUVERNEMENT américain en Afghanistan et en Irak n'ont pas été sans conséquences pour l'agriculture et les petites communautés rurales des États-Unis-mêmes. En Irak par exemple, le taux de mortalité des soldats américains d'origine rurale (d'autant plus s'ils appartiennent à des minorités ethniques) est plus élevé que celui des soldats originaires des grandes villes ou des banlieues résidentielles. S'engageant dans l'armée par idéalisme, mais aussi souvent pour échapper au chômage, à la prison, ou simplement pour "voir du pays" au-delà du comté où ils/elles sont né(e)s, une grande partie de ces jeunes hommes ou femmes généralement moins qualifiés que les urbains étaient cantonnés au "sale boulot", c'est-à-dire le plus exposé. C'est notamment ce constat qui a poussé certains agriculteurs américains à clamer leur solidarité avec les agriculteurs irakiens et afghans touchés par le conflit, et à s'engager activement dans le mouvement pacifiste né après le 11 septembre. Au sein de la coalition nationale *United For Peace and Justice*, l'association *Farms Not Arms* ("Des fermes, pas des armes") entend alors représenter les agriculteurs dans les manifestations contre la "guerre pour le pétrole" et la politique de l'administration Bush.

L'HÉRITAGE DES ANNÉES 1960

Les agriculteurs qui s'associent au sein de *Farms Not Arms* ont en commun un engagement militant qui pré-existe au mouvement pacifiste d'après le 11 septembre : certains ont été parmi les premiers militants de l'agriculture biologique, d'autres animent le mouvement de défense de l'agriculture familiale, d'autres enfin ont été engagés dans les luttes pour la reconnaissance des droits des ouvriers agricoles. Mais surtout, *Farms Not Arms* hérite de la contre-culture et des mouvements de "retour à la terre" de la fin des années 1960 : son fondateur Michael O'Gorman, un ancien militant du mouvement contre la guerre du Vietnam, est issu de *The Farm*, une communauté néo-rurale fondée dans le Tennessee par un groupe de hippies du quartier Haight-Ashbury de San Francisco.

Mais *Farms Not Arms* a du mal à se faire entendre au-delà du cercle des militants pacifistes. O'Gorman met alors en place un nouveau mouvement, la *Farmer-Veteran Coalition*, qui se consacre principalement à la réinsertion par l'agriculture biologique d'anciens combattants d'Irak ou d'Afghanistan, en leur proposant un emploi en exploitation agricole, en les aidant à acquérir



▲ Kelly Carlisle, ancienne militaire, se reconstruit en initiant des enfants au jardinage

une formation qualifiante dans le domaine, ou en leur fournissant une aide ou un accompagnement technique à l'installation. Dans un geste hérité de Henri-David Thoreau ou Scott Nearing, O'Gorman envisage le retour à la terre comme un moyen de construire une société plus juste, plus épanouissante, plus durable.

ASPIRATIONS PERSONNELLES ET HORIZONS POLITIQUES ET MORAUX PLUS LARGES

Pour les anciens combattants atteints du syndrome de stress post-traumatique, ce retour à la terre répond d'abord à des aspirations personnelles à un "aller mieux" : ils trouveraient des vertus thérapeutiques aux métiers de l'agriculture qui combinent une attention au travail "bien fait" (travail du sol) et des interactions sociales régulières mais peu étouffantes (vente directe sur les marchés). Mais contrairement aux hôpitaux militaires qui proposent des ateliers d'horticulture thérapeutique où les vétérans sont assimilés à des victimes à prendre en charge ou à des déviants potentiels à encadrer, la Farmer-Veteran Coalition est un collectif militant qui entend donner à ces aspirations un contenu politique.

Par ses actions de formation et d'accompagnement professionnel, le mouvement entend faire reconnaître ces nouveaux venus comme des agriculteurs à part entière : en creux, il critique le modèle industriel de l'agriculture productiviste, et plaide pour une agriculture ancrée dans les territoires, qui sache accorder une place aux incapacités ou aux limitations (handicap, dépression, addictions...) et aux aspirations personnelles à des formes d'épanouissement. Le mouvement offre aussi le contexte de rencontres et d'échanges entre des hommes et des femmes qui, profondément affectés par leur expérience militaire,

discutent non seulement d'agriculture mais aussi de questions politiques tels que la guerre, le chômage dans les zones rurales, ou encore les déserts alimentaires dans les ghettos urbains.

"QUAND JE SUIS RENTRÉE D'AFGHANISTAN, J'AVAIS HONTE"

L'une de ces agricultrices raconte :

"Quand je suis rentrée d'Afghanistan, je ne disais pas aux gens que j'avais été dans l'armée. J'avais tellement honte ! Je n'adhérais absolument pas à ce que nous étions allés faire. (...) Aujourd'hui (...) je sers mon pays, mais pas en participant à la mort d'autres gens : au contraire, en apportant et en entretenant la vie. En nourrissant les gens avec de bons produits, en faisant attention à la préservation de notre sol. C'est ce qui fait que je me sens bien". (Sonia, 39 ans)

Les anciens combattants de la FVC envisagent leur "retour à la terre" comme leur permettant de retrouver une dignité professionnelle et citoyenne. D'un engagement militaire à un engagement pacifiste, leur parcours est celui d'hommes et de femmes à la recherche, non seulement d'eux-mêmes, mais aussi d'une place dans un pays lui-même déboussolé après le 11 septembre 2001. Ce parcours nous offre un contrepoint salutaire à des formes plus belliqueuses de retour à la terre qui se font jour depuis quelques décennies aux États-Unis, avec le repli sur soi que promeuvent les mouvements survivalistes, ou encore les tentations communautaires ou séparatistes d'une Amérique rurale parfois encore hantée par les fantômes de la Guerre civile.

Eric Doidy ■

Eric Doidy est sociologue, chargé de recherche à l'INRA. Il a récemment publié "Faites labour pas la guerre !" *Reconversions militantes et retour à la terre dans les États-Unis post-11 septembre*, in B. Lacroix et al., *Les contre-cultures. Genèses, circulations, pratiques*, Paris, éd. Syllepse, 2015. Pour en savoir plus : www2.dijon.inra.fr/cesaer/membres/eric-doidy



▲ Film d'animation de la Mutualité Française

Complémentaires santé obligatoires Coup de grâce des valeurs mutualistes ?

Dans la première moitié du vingtième siècle, les objectifs mutualistes étaient de partager les risques de santé en se solidarisant entre classes sociales et générations. À l'heure où les complémentaires santé deviennent obligatoires, où les salarié.e.s ne vont quasiment plus avoir le choix de se tourner vers une mutuelle qui porte des valeurs auxquelles ils.elles sont attaché.e.s, nous avons eu envie de vous faire partager notre rencontre avec Missette qui s'est battue toute sa vie pour l'existence de La Fraternelle, une mutuelle au sens propre du terme.

Peux-tu nous parler de la naissance de La Fraternelle ?

Avant 1936, on n'avait ni retraite ni assurance. Les gens allaient peu chez le médecin et travaillaient jusqu'à leur mort. Pour se soigner, ils étaient obligés de faire des emprunts qu'ils avaient du mal à rembourser. Il n'y avait pas de congé maladie et quand le mari tombait malade, c'était la catastrophe ! (même si des médecins appliquaient le Serment d'Hippocrate en ne faisant pas payer les pauvres). Le gouvernement du Front Populaire a instauré l'assurance sociale (l'ancêtre de la sécu) et les retraites. Mais rien n'était prévu pour les employés du secteur public. Les gens de la base ont alors créé des mutuelles. C'est ainsi qu'à Grenoble, à la mairie, le syndicat CGT (qui représentait 98% des employés) a créé "La Fraternelle". Les cotisations demandées étaient un faible pourcentage du salaire (2% environ) que la mairie, employeur, ponctionnait directement. Les gens qui gagnaient peu payaient peu,

les cadres payaient plus. C'était l'esprit mutualiste, on payait selon ses ressources !

ON PAYAIT SELON SES RESSOURCES

Mon père qui travaillait à la mairie s'est tout de suite impliqué dans le fonctionnement de la mutuelle : il faisait les comptes bénévolement. Le soir, les gens venaient lui apporter leurs feuilles de soins. Il les remboursait en liquide.

Au début il y avait peu de femmes dans le conseil d'administration. En 1956, nous sommes deux à y avoir été élues mais il a fallu faire sa place, le président ne voulait pas que nous prenions la parole mais il n'était pas question de nous faire taire.

Au-delà des remboursements, quels sont les moyens d'action d'une mutuelle ?

Les mutuelles ont créé :



▲ Clinique dentaire mutualiste

- les centres d'optique car les lunettes étaient très chères, ça a obligé les opticiens à baisser leurs prix.
- les cliniques dentaires, moins chères elles aussi.
- les centres médicaux où l'on fait de la prévention avec des médecins salariés militants.
- les cliniques mutualistes. Celle de Grenoble s'est construite avec l'argent de personnes qui ont souscrit pour cette construction, en donnant de petites sommes qui, ajoutées les unes aux autres, ont permis de construire une clinique où l'on soignait moins cher, car il n'y avait pas de bénéficiaires.

Des mutuelles ont essayé d'avoir un droit de regard sur la recherche, de demander de la transparence aux laboratoires, se sont battues contre le forfait hospitalier (ce sont des sommes astronomiques, c'est honteux, ils disent que c'est pour la nourriture, mais les gens ne mangent pas pour si cher !)

L'ESPRIT MUTUALISTE S'EST PERDU

À ton avis, toi qui t'es toujours investi dans la gestion de La Fraternelle, qu'est ce qui a le plus évolué?

L'esprit mutualiste s'est perdu : avant, la santé de chacun était pensée comme un bien collectif pour tous. Maintenant tout le monde n'a plus les mêmes droits. Les cadres ne veulent plus payer pour les employés, les jeunes ne veulent plus payer pour les vieux, les gens ne sont plus solidaires.

En tant que mutuelle, nous sommes tenus de respecter un tas de normes. Nous ne sommes plus considérés comme des adultes, alors que nous avons toujours géré notre argent. Nous décidions même des taux de remboursement. Alors que maintenant nous n'avons plus le contrôle de notre argent. Nous sommes obligés de faire des placements car on nous impose des réserves bancaires incroyables. Il faut tout prévoir, et à force de prévoir, il y a de l'argent gaspillé. 26 % de la masse

d'argent manipulée doit être réservée sans qu'on puisse l'utiliser !

Il est très difficile de trouver des bénévoles pour assurer la gestion de La Fraternelle, alors que contrairement au début, les réunions se faisaient pendant le temps de travail, et que celui-ci est passé de 50 heures à 35 heures.

Il y a concurrence avec les assurances privées qui font du dumping en proposant des petits prix au départ (elles augmentent leurs tarifs par la suite et ne remboursent pas toujours aussi bien, mais les personnes ne changent pas tous les jours d'assurance !).

LE FOSSE SE CREUSE DANS L'ACCÈS AU SOIN

Quel avenir pour les mutuelles ?

Beaucoup pensent que nos droits sont désormais acquis. Pourtant, ils sont souvent attaqués. La gestion des structures par la base devient plus compliquée car il faut de plus en plus de connaissances pour en assurer la gestion.

Il y a de moins en moins de mutuelles, beaucoup ont fusionné. On a l'impression que leur nombre augmente mais c'est lié à un abus de langage. Le terme "mutuelle" peut vouloir dire "regroupement", les assurances privées font ainsi une usurpation du nom de mutuelle. Mais dans une assurance, ce ne sont pas les assurés qui décident et elle fait des bénéfices.

Cela m'inquiète car le fossé se creuse, de nouveau, dans l'accès aux soins : aujourd'hui ce sont les cadres qui se soignent le mieux, les personnes qui ont un petit salaire n'y arrivent plus toujours. Prendre une mutuelle pour les gens, c'est parfois difficile et ils se contentent de la sécurité sociale qui ne leur permet pas d'avoir accès à tous les soins dont ils ont besoin.

Propos recueillis par
Amélie, Élise et Martine ■



▲ Action de Greenpeace sur un pont de Paris lors du débat sur la transition énergétique

Greenpeace

Quand le gouvernement ne respecte plus la loi

Le nucléaire français est au bord de la faillite. Plutôt que de prendre la sage décision d'aller vers la sortie du nucléaire, le gouvernement multiplie les décisions illégales.

LE 1^{ER} MARS 2016, APRÈS L'ANNONCE DE Ségolène Royal en faveur d'un prolongement de la durée de vie des réacteurs au-delà de 40 ans, la ville de Genève et le canton de Genève ont décidé de porter plainte pour "mise en danger délibérée de la vie d'autrui" et "pollution des eaux" contre la centrale de Bugey, qui se trouve dans l'Ain, à 70 km à vol d'oiseau de Genève. C'est Corinne Lepage qui a été prise comme avocate.

Au même moment, les Verts allemands ont publié un rapport sur la centrale de Cattenom, située à proximité du Luxembourg et de l'Allemagne. Ce rapport réalisé par un ingénieur nucléaire conclut que la centrale fonctionne aux normes des années 1970... et que si elle était sur le territoire allemand, elle ne serait plus autorisée à fonctionner depuis longtemps. Suite à cela, le Luxembourg a décidé de porter l'affaire devant l'Union européenne pour demander à la France de mettre ses réacteurs en conformité avec les normes fixées depuis l'accident de Fukushima.

Le gouvernement allemand a réitéré ses demandes de fermeture des réacteurs de Fessenheim au même moment.

Suisses, Luxembourgeois et Allemands entendent ainsi bloquer les projets de prolongements de vie des réacteurs qui n'ont été conçus que pour une durée de vie de 30 ans.

LES ASSOCIATIONS PORTENT PLAINTE

Le 2 mars 2016, le CRILAN et Notre affaire à tous, une association juridique proche d'EELV, ont déposé un recours devant le Conseil d'État pour demander l'annulation du décret du 30 décembre 2015 qui autoriserait l'Autorité de sûreté nucléaire à donner des dérogations aux règles fixées au niveau européen. Ce décret courageusement publié au Journal officiel pendant les vacances de Noël, vise à éviter une totale déroute pour l'EPR dont le couvercle de la cuve n'est pas conforme et doit être refait... ce qui aurait un coût exorbitant.

Le même jour, cinq associations (1) ont attaqué l'arrêté de Ségolène Royal qui fixe à 25 milliards le coût maximum pour le site de stockage Cigéo. Ce décret a été pris sans aucune consultation publique, ce qui est contraire à la loi. Ce coût est déjà contesté par la Cour des comptes. Enfin, ce coût ne peut être fixé sans qu'auparavant soit défini son mode de financement... Lequel est loin d'être acquis actuellement, EDF et Areva n'étant pas en mesure de l'assurer.

Le nucléaire français est dans une impasse financière. Et nos élus semblent incapables de penser la transition énergétique nécessaire. Ce n'est pas une raison pour laisser faire n'importe quoi...

Michel Bernard ■

(1) le Réseau Sortir du nucléaire, les Amis de la Terre, France Nature Environnement, Lorraine nature environnement et Burestop 55.

Poésie, si dangereuse...

Merci à Alain Bresson pour ses sculptures dans la forêt. Il y a quelques années j'avais disséminé des poèmes en rapport avec la nature dans la forêt de Brocéliande. Les gendarmes me les ont rapportés, me précisant que j'étais en infraction. La poésie serait-elle aussi dangereuse que cela ? La chasse et les saccages des bulldozers le sont certainement moins !

Alexis Robert,
Ille-et-Vilaine



Agression sonore

A propos de la conclusion de l'article "Neil Young contre Monsanto" (Silence n°441 p. 48), "le son bien fort et les fenêtres ouvertes pour que tout le monde puisse en profiter et méditer dessus".

Le son bien fort et toutes fenêtres ouvertes est précisément ce qui contribue à rendre invivable la promiscuité urbaine, chacun se croyant autorisé à imposer ses goûts musicaux à ses voisins. Pour ma part, la "méditation" du message des rock-stars (...) m'est rendu difficile s'il s'exprime dans un idiome que je ne comprends pas (et il se trouve que c'est plus souvent l'anglais que le français ou... le breton) et impossible si on me contraint à en "profiter", l'agression sonore n'étant pas la moindre des pollutions. Et le respect d'autrui n'est-il pas la première des vertus écologiques ?

Michel Poulard
Finistère



"Même les petites annonces m'enchantent"

Merci pour vos articles et les dossiers comme ceux sur le féminisme et sur l'éducation populaire. J'ai refile les revues à des copines. Évidemment, c'est parfois un peu intello, mais ça change de ce qu'on peut entendre par ailleurs. Les brèves et même les petites annonces m'enchantent. Alors tenez bon, je sais que la vie n'est pas facile pour les journalistes qui ne sont pas chien-ne-s de garde.

Sandra Giraudet
Somme

Éloge du garde-manger

Suite à l'interview de Philippe Bihoux dans votre revue (Silence n°441 p.41), un must de la low tech dont on parle peu : le garde-manger en remplacement du frigo. Le froid (réfrigérateur/congélateur) est le premier poste de consommation électrique des ménages, désormais talonné par le rechargement quotidien des multiples petits écrans de chaque foyer, smartphone ou tablette. Un peu de réflexion sur son alimentation (plus de légumes, moins de produits laitiers et de viande, consommée le jour de l'achat) permet de débrancher son frigo, au moins l'hiver. Je conseille vivement son bouquin, plein d'humour et de créativité, comme de mettre un cochon dans chaque cour d'immeuble pour limiter nos déchets !

Il évoque dans son interview le vélo (et dans son livre en citant Bernard Charbonneau), j'en profite pour conseiller le livre de Frédéric Héran, Le retour de la bicyclette (éd. La Découverte). Pour comprendre comment l'industrie française de l'automobile a laminé l'usage utilitaire du vélo, notamment en ville. Et comme faire du vélo nécessite un peu d'autonomie en mécanique pour faire face aux petites pannes, on peut trouver près de chez soi une association du réseau de l'Heureux Cyclage qui permet d'apprendre les bases et de partager les outils, comme chez Recup'R à Bordeaux !

Et grand merci pour votre revue, que je dissémine un peu partout après lecture.

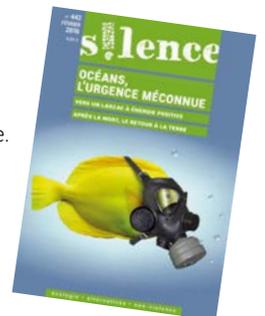
Marie-Laure Billet
Gironde

Océans

J'apprécie votre revue. Pour le dossier sur les océans (Silence n°442), oui, il est important de parler des problèmes, ce n'est pas forcément du pessimisme.

J'ai travaillé sur des navires océanographiques (Ifremer) et j'ai pu observer que la prospection minière va bon train. Dans des zones très éloignées, hors de tout contrôle. Pareil pour l'acidification, il faut le dire, sinon c'est invisible.

Tristan False



Ecoféminisme

Merci pour le très bon dossier du n°439 sur l'écoféminisme. Un vrai bonheur dans un paysage féministe français généralement hostile à nos réflexions ! Et formidable idée que la chronique mensuelle accompagnant l'affiche. Silence, une revue lucide et enthousiasmante !

Elsa Pottier
Hauts-de-Seine

Remue-méninges pour construire le monde de demain

Agir ? Facile à dire. Et pour faire quoi ? Il faut aussi des idées ! Et des concrètes, des réalisables. C'est tout le défi que notre famille a voulu relever lors des fêtes de Noël. Près de 40 personnes, âgées de 3 à 81 ans, ont joué le jeu et chacun a répondu individuellement à la question : "Que proposes-tu pour construire la société française telle que tu la souhaites ?" Peu de thèmes nous ont échappé : institutions, politique, économie, écologie, éducation, santé, violence, religion etc. Tout y est passé.

Parmi les propositions, l'instauration d'un Revenu de base et la lutte contre la pauvreté et la précarité font l'unanimité. La promotion de l'éducation populaire semble une nécessité. La taxation des robots pour financer la Sécurité sociale est jugée intéressante. La diminution du temps de travail et son partage (que le coût de deux mi-temps revienne à un plein temps) emballe tout comme la création de Maisons de naissance.

D'autres font débat : la suppression des jours fériés religieux (les transformer en congés payés afin que chaque religion puissent avoir ses jours), l'instauration d'un Service civique obligatoire, l'introduction de nouvelles matières scolaires telle que "créer la société de demain", la légalisation des drogues douces ou le développement de monnaies locales.

Plusieurs prônent également une société végétarienne.

(...) À l'unanimité, la vie politique française actuelle apparaît obsolète, dépassée, elle n'est plus en adéquation avec nos réalités. (...) La politique doit faire sens, se partager, dépasser l'opposition stérile gauche/droite, donner envie de s'y intéresser, et de s'y engager. Agir en politique doit être un engagement responsable et exemplaire. En cela, il faut former, soutenir et accompagner financièrement les candidats (par des financements participatifs) et les futurs élus. Le statut "professionnel" à vie ne peut plus exister. Le principe de "classe politique" doit disparaître.

(...) Il faut donner aux gens la possibilité de se faire entendre. Le référendum d'initiative populaire institué à partir de 100 000 demandeurs y répondrait.

Mais agir doit avant tout provenir d'un engagement personnel.

(...) La sobriété doit nous gouverner. Pour certains, cela passe par le "Do it yourself" (Fais le toi-même) où le champ d'action doit se limiter au niveau local. Pour d'autres, il faut favoriser des formes d'organisation collective : vie des quartiers, fédérations locales, etc. Les activités de partage (voiture, logement, travail, jardin, etc.) doivent être soutenues et démultipliées.

(...) Il faut faciliter, soutenir et faire connaître les initiatives, les expériences, les alternatives positives, même et surtout si elles sortent du "cadre institué". Nous avons plus que tout, besoin d'innover, de remettre en question et de construire notre société où chacun aspire à être heureux avec les autres.

D'autres voies sont possibles, il ne faut rien s'interdire.

Mais au bout d'un moment, comme dirait Nünka, 3 ans et demi : "les idées c'est pénible".

Agissons !

Bénédicte Le Guay et Aurélien Alotaux

S'inspirer de la pensée de Jean-Marie Pelt

Je vous remercie d'avoir rappelé dans le dernier numéro la disparition de Jean-Marie Pelt. Toutefois, je suis un peu surpris par la description que vous faites de lui. Vous

semblez en effet le ranger dans une case de "catholique de droite" et de "conservateur", ce qui ne me paraît pas tellement positif de votre part. Il est certes un chrétien assumé mais sa vision me semble

progressiste (dans le bon sens du terme !). Il interprète à sa sauce le sens des textes bibliques et à l'inverse il ne prend pas la science pour une religion. À travers ses

livres, il s'est notamment appliqué à décrire les solidarités qui existent chez les plantes et les animaux, allant ainsi à l'encontre de l'idée de la loi du plus fort dans la nature, qui fonde notre système capitaliste.

Pour lui, la science n'est pas faite pour apporter des réponses sur les causes et les finalités profondes de la vie. En revanche, la compréhension des mécanismes naturels ne peut que nous laisser admiratifs. Il est ainsi convaincu que la probabilité que la vie sur Terre soit conçue de façon aussi extraordinaire ne peut être que l'œuvre d'une volonté créatrice. Ce qui n'est d'ailleurs nullement contradictoire avec la science.

La spiritualité est donc un outil complémentaire pour aider l'humain à tendre vers plus de sagesse et d'amour. En cela, je trouve que la pensée de Jean-Marie Pelt peut nous guider vers un monde plus harmonieux entre les humains et la nature.

Divi, Breizh/Bretagne



Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **Le mythe de la culture numérique**, Philippe Godard, éd. *Le bord de l'eau*, 2015, 156 p. 16 €. La multiplication de nos écrans crée-t-elle une nouvelle culture ? L'auteur montre bien le risque d'uniformisation par la pensée dominante, les errements du participatif (avec de bons exemples pris sur Wikipédia), et rappelle que les marges du numérique, aussi originales soient-elles n'ont que peu d'influence sur le monde réel. Avec le numérique, notre autonomie reste à reconstruire.

■ **Pierre Rabhi, semeur d'espoirs**, entretiens avec Olivier Le Naire, éd. *Actes Sud/Babel*, 2016, 214 p. 7,80 €. Reprise en poche de cet intéressant entretien où Pierre Rabhi aborde de très nombreuses questions de société.

■ **La terre, notre maison commune**, François, Anne-Sophie Desclèves, Pierre Téqui éditeur, 2016, 64 p., 6,90 €. Paroles d'écologie du pape François extraites de son encyclique *Laudato Si*, illustrées de photos de paysages.

■ **Or noir, la grande histoire du pétrole**, Matthieu Auzanneau, éd. *La Découverte/Poche*, 2016 [2015], 720 p. 14 €. Livre du mois dans notre numéro de septembre 2015, est désormais disponible en poche. Une explication géopolitique du monde à travers le filtre du contrôle du pétrole.

■ **Lutter au Sahara, du colonialisme vers l'indépendance au Sahara occidental**, *Amis du peuple du Sahara occidental* (www.ap-so.blogspot.fr), 2015, 288 p. 15 €. Le Sahara occidental, entre le Maroc et la Mauritanie, a été envahi par le Maroc dès l'annonce de son indépendance en 1960 et reste aujourd'hui la dernière colonie d'Afrique selon les critères de l'ONU. Le Maroc joue la montre, reportant sans cesse un scrutin d'autodétermination. Ce recueil de textes rappelle les faits, les tergiversations de l'ONU sous la pression de la France, les enjeux du côté du sous-sol, l'exil pour la population...

■ **Loos-en-Gohelle, ville pilote du développement durable**, Philippe Chibani-Jacquot, éd. *Les Petits Matins*, 2015, 190 p. 15 €. Ville sinistrée après la fermeture des mines de charbon, elle est dirigée depuis 2001 par les Verts qui, localement, expérimentent un projet de transition écologique. Une alternative crédible au milieu des fiefs du Front national, dans un livre richement illustré.

Roman

■ **Merci les femmes**, El Hadji Diagola, éd. *L'Harmattan*, 2015, 140 p. 14,50 €. Tampité, étudiant issu d'une famille traditionaliste tombe amoureux de Yaghané, roturière de la classe des griots. Au Sénégal, dans un pays où les classes sociales sont déterminantes, le couple va devoir se battre pour faire évoluer les mentalités.

■ **Le roman des immigrés**, Itoua Ndinga, éd. *L'Harmattan*, 2015, 176 p. 17,50 €. Un "reporter sans frontières" arrive en France et découvre à Paris les conditions de vie des immigrés. Des scènes et des anecdotes représentatives de notre soi-disant pays des droits humains.

B. D.

■ **L'apocalypse selon Magda**, Chloé Vollmer-Lo et Carole Maurel, éd. *Delcourt*, 2016, 192 p. 22,95 €. Les scientifiques annoncent qu'une catastrophe naturelle va tuer l'humanité dans un an. Cela provoque des changements de comportements : certains partent en voyage, d'autres se lancent dans la délinquance... Magda n'a que 13 ans, son père s'enfuit, le collège ferme, elle découvre l'amour... Magnifiquement dessinée, l'histoire se termine très mal. Pas comme la prédiction !

■ **Berlin 2.0**, Mathilde Ramadier, Alberto Madrigal, éd. *Futuropolis*, 2016, 96 p. 18 €. Histoire autobiographique d'une jeune étudiante qui se rend à Berlin en 2011, espérant y trouver de meilleures conditions pour poursuivre ses études, mais si le logement est moins cher qu'à Paris, les salaires sont très bas, voire inexistantes lorsque vous vous faites piéger comme stagiaire. Bonheur et malheur du libéralisme à la Merkel.

Lyon-Turin Les "réseaux" déraillent

Daniel Ibanez



L'auteur, économiste, a collecté au fil du temps de plus en plus d'informations sur le projet Lyon-Turin. Il les présente ici sous la forme d'une lettre au juge qui a nommé les commissaires enquêteurs. Il compare ce que dit la loi et ce qui se passe concrètement concernant ce projet de liaison ferroviaire au prix exorbitant. Les conflits d'intérêts sont multiples. Une curieuse association qui regroupe les principaux promoteurs du projet y joue un grand rôle, les données chiffrées sont manipulées. Il est affirmé que le projet se justifierait par la hausse du trafic poids lourds dans les Alpes alors que celui-ci baisse depuis 1994 ! Les élus (PS et UMP) mentent ouvertement pour défendre des intérêts cachés. Enfin, cerise sur le gâteau, les liens avec la mafia italienne sont démontrés. Le style juridique n'est pas toujours des plus agréables à lire, mais après une telle plaidoirie, la justice ne devrait pas pouvoir passer outre... Espérons-le. MB.

Ed. Tim Buctu (06480 La Colle-sur-Loup), 2015, 140 p. 15 €

Merci Cabu

Cabu



Cabu ne se doutait pas que sa mort s'accompagnerait d'une militarisation outrancière de la société. Il aurait détesté ! Il suffit de lire ce recueil des couvertures réalisées pour la revue de l'Union pacifiste pour s'en convaincre. Chaque couverture fait l'objet d'un utile rappel des luttes antimilitaristes de l'époque — de 1975 à aujourd'hui. Des dessins pour désacraliser l'Etat d'urgence actuel et rappeler que le sécuritaire et le militaire n'ont rien à voir avec une société en bonne santé. MB.

Union pacifiste de France, 2015, 108 p. 10 €

Economie de l'après-croissance T2

Sous la direction de Agnès Sinaï



Des contributions de Philippe Bihouix, Christophe Bonneuil, Thierry Caminel, Alice Canabate, Yves Cochet, Paul Jorion, Virginie Maris, Dominique Méda, François Roddier et Agnès Sinaï. Une brillante démonstration des impasses actuelles de la croissance et des fausses solutions technologiques proposées. C'est encore riche sur les directions à prendre pour se réorienter (low-tech, relation à la nature, capacité de changement de l'individu...), mais par contre cela reste très flou sur une application politique possible pour amorcer cet urgent virage. De quoi solliciter de nouvelles contributions... MB.

Ed. Presses de Sciences Po, coll. Les nouveaux débats, 2015, 260 p. 14 €

Sortons de l'âge des fossiles !

Maxime Combes



Economiste, membre d'Attac, Maxime Combes dénonce dans un premier temps toutes les tentatives qui sont faites pour éviter de prendre les seules mesures efficaces pour arrêter le réchauffement. La seule valable : laisser le carbone des énergies fossiles dans le sol. Il montre clairement comment le système économique essaie de contourner le problème. Il faut malheureusement attendre les dernières pages du livre pour aborder les questions les plus intéressantes : est-ce qu'un mouvement citoyen, épris de justice sociale, peut enclencher la nécessaire transition ? Est-ce que le mouvement des villes en transition, qui se veut inclusif, peut être suffisant sans que l'on ait un conflit de classes ? Le débat reste à ouvrir. FV.

Ed. Seuil, coll. Anthropocène, 2015, 280 p. 18 €

Un homme en crèche

Thomas Grillot



Être un homme et travailler dans une crèche peut rapidement se transformer en sinécure. Les parents, mais aussi les collègues, à majorité féminine, se posent des questions sur le pourquoi du comment. Soupçon de pédophilie, d'homosexualité, de perversité sont souvent des accusations non-dites, mais qui transpirent des regards et des comportements. Quand ce n'est pas la famille ou les amis proches qui ne comprennent pas. Il est presque aussi dur et compliqué pour un homme de travailler dans le monde de la petite enfance qu'une femme dans le secteur routier !

À travers plusieurs témoignages et parcours différents, le lecteur découvre des luttes au quotidien, discrètes, mais déstabilisantes pour échapper aux préjugés de genre et de métiers. Thomas Grillot, s'adressant autant aux lecteurs qu'aux hommes qu'il a rencontrés, nous permet de découvrir une facette insoupçonnée de la masculinité et de la féminité qui construit chacun-e de nous. JP.

Ed. Seuil, 2016, 110 p. 7,90 €

Mohicans

Connaissez-vous Charlie ?

Denis Robert



Denis Robert est surtout connu pour avoir accusé la banque de compensation luxembourgeoise Clearstream de diverses malversations, dont le blanchiment d'argent. Après dix années d'affrontements, le 3 février 2011, la

Cour de cassation a donné raison au pugnace lanceur d'alerte. Dans son présent récit, celui-ci s'attache à l'histoire de Hara Kiri et Charlie Hebdo, à travers l'itinéraire, l'amitié, puis les

lignes de fractures, de Georges Bernier, le Professeur Choron, et François Cavanna, tous deux décédés. Le Lorrain brosse, sur cinq décennies et demi, les tumultes qui ont agité la vie de ces journaux. Il expose, preuves à l'appui, la dilapidation de l'héritage spirituel et la dénaturation de l'identité originelle par des aigrefins sans scrupules, omniprésents sur les plateaux de télévision après le 7 janvier 2015. RH.

Ed. Julliard, 2015, 305 p. 19,50 €

Genre... tu vois ce que je veux dire ?

Clarice et Claudine Drion



Un livre, un jeu de cartes, 20 thèmes sur un sujet d'actualité : l'égalité entre femmes et hommes du nord au sud de la planète. Chaque chapitre développe un axe de réflexion grâce à des explications, témoignages, textes de loi, petits jeux et statistiques. De quoi en apprendre beaucoup sur des sujets allant de l'éducation sans stéréotypes à l'agroécologie féministe en passant par la violence, les quotas de femme en politique ou encore les tâches ménagères en toute égalité. Ce livre-jeu peut être l'occasion d'une belle soirée-débat en famille ou entre amis. Il peut également se transformer en un outil intéressant pour animer des temps d'échanges et de réflexions en milieu associatif ou scolaire sous une forme ludique. JL.

Ed. Le monde selon les femmes, 96 p. + 20 cartes, 2015, 12 €

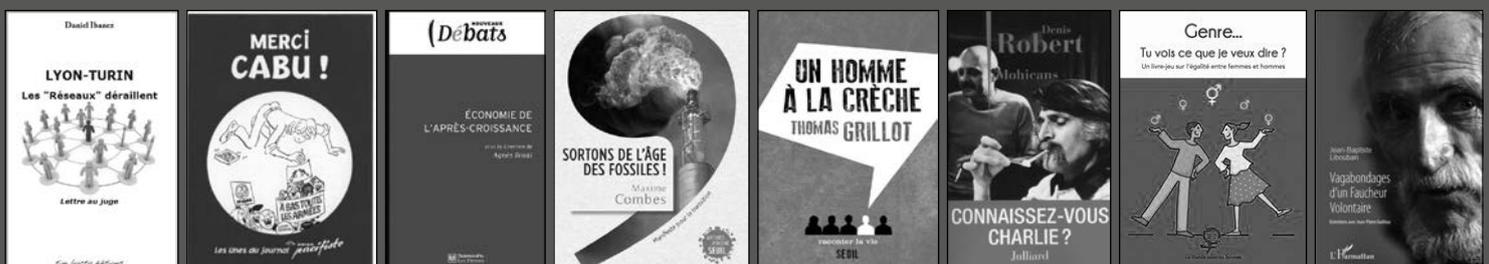
Jean-Baptiste Libouban, vagabondages d'un faucheur volontaire

Jean-Pierre Garbisu



Ces entretiens retracent le parcours du fondateur du collectif des Faucheurs Volontaires. Ses origines bretonnes, sa découverte des communautés de l'Arche, de Lanza del Vasto et son engagement au sein de celles-ci, ses combats contre le nucléaire, contre l'extension du camp du Larzac et contre les guerres, sont retracés. Au-delà des faits, ce livre laisse également la part belle aux réflexions et aux méditations philosophiques de cet homme simple, animé d'une révolte contre les injustices et les violences. De quoi réfléchir sur notre modernité et sur la vie communautaire notamment. GG.

Ed. L'Harmattan, 274 p., 2015, 28 €.





Empreinte digitale

Patrice Favaro

Quatre nouvelles espacées dans le futur. Dans la première, une personne est contactée par le Ministère de la Défense pour être suivie par des caméras de surveillance dans le métro parisien. Comme elle n'a rien à cacher, elle accepte ! Cela ne va malheureusement pas se passer comme prévu. On se retrouve dans la deuxième nouvelle avec une manifestation de cyborgs qui protestent contre l'interdiction qui leur est faite d'entrer dans un squat. Dans une troisième nouvelle, encore plus dans le futur, une société est devenue dominante : celle qui tient les archives du monde entier. Mais celle-ci découvre qu'elle a des documents vides dans ses mémoires : un bug ? Enfin, encore un peu plus dans le futur, des personnes vivent connectées entre elles et partagent leurs sensations... jusqu'à une immense explosion. Les quatre nouvelles sont reliées entre elles par un lien symbolique et dénoncent conjointement notre évolution vers un monde technologique incontrôlable. Très belle écriture. MB.

Ed. Thierry Magnier, 2016, 164 p. 11 €

Women's lands

Construction d'une utopie, Oregon, USA, 1970-2010

Françoise Flamand



Dans les années 1970, de nombreuses communautés de femmes, parfois explicitement lesbiennes, se constituent dans l'Oregon, en pleine nature, formant un réseau dynamique de lieux où nombre d'entre elles viennent séjourner, quelques-unes s'installer. C'est cette histoire trop méconnue que raconte Françoise Flamand, en rentrant parfois dans les minuscules détails et dans les "petites histoires". La création et l'achat des lieux, les règles et les difficultés liées à l'organisation collective, l'affirmation d'une spiritualité en lien avec la Terre, l'expression artistique, les désirs et la sexualité, enfin le devenir de ces lieux quarante ans plus tard... Un livre détaillé qui met en lumière un pan de l'histoire trop occultée du féminisme et en particulier des lesbiennes féministes. GG.

Ed. iXe, 2015, 256 p., 19 €

Romans

Majda en août

Samira Sedira



En petits chapitres concis, l'auteur nous fait plonger dans les tourments de cette femme, fille d'immigrés, brisée dans son élan et aujourd'hui gravement dépressive. Une fine réflexion

sur les difficultés des femmes dans le milieu musulman, sur les ruptures et les fêlures avec les parents, sur le rôle déplorable des frères qui veulent maintenir leur pouvoir masculin. La liberté qui est inscrite dans notre devise n'est pas encore d'actualité pour tout le monde. FV.

Ed. du Rouergue, 2016, 138 p. 16 €

La tribu des derniers romantiques

Jocelyn Peyret



Les aborigènes australiens essaient de conserver l'intégrité de leurs terres. Mais face à eux, les multinationales veulent ouvrir des mines, notamment d'uranium. Dans la région de Perth, à l'ouest du continent, des militants antinucléaires essaient de discréditer l'une de ces grosses entreprises. Mal leur en prend, car la réponse est violente et deux des principaux activistes disparaissent. A ceci se greffe le racisme ordinaire. Les flics blancs ne sont pas pressés de connaître la vérité lorsque la victime est d'une autre couleur que la leur. Et c'est là qu'arrive en touriste un Français qui a le malheur de s'arrêter au bord de la route et de découvrir un cadavre. Commence une longue recherche de la vérité, avec de nombreux passages musicaux, canettes de bières et mauvais jeux de mots. Un polar qui s'appuie sur une bonne expérience des activités antinucléaires de la région. MB.

Ed. de la Question, 2015, 234 p. 15 €

Leur fausser compagnie

Thierry Maricourt



Une adolescente doit se reconstruire après avoir assisté à un viol, derrière une palissade. Ses amies, ses parents ne comprennent pas son silence. Elle trouvera une aide psychologique dans la lecture et la fréquentation d'une bibliothèque. Thierry Maricourt aborde ici un sujet grave et dur. L'originalité de son écriture et la colère avec laquelle il aborde le sujet font de ce roman jeunesse un pamphlet émotionnel. JP.

Ed. Chant d'orties 2015, 112 p. 14 €

B. D.

Cher Moktar

Yann Madé



L'auteur s'est lancé dans ce récit après les violences de janvier 2015 à Paris. Il raconte sa jeunesse dans une cité marseillaise où toutes les nationalités vivent relativement bien ensemble, et ceci jusqu'à récemment et puis comment cela dérape peu à peu... les campagnes contre les actes racistes, la montée du communautarisme, pour en arriver aux violences actuelles. C'est finement décrit, même si l'auteur, comme nous tous, a du mal à comprendre les origines de ce glissement (le silence autour de la guerre en Algérie ? La guerre en Irak à partir de 1991 ? le chômage ?). Une dénonciation du racisme et de la peur de l'autre. La narration se disperse un peu, mais on entre vite en empathie avec ses réflexions pleines de bienveillance. MB.

Ed. La boîte à bulles, 2016, 96 p. 11 €

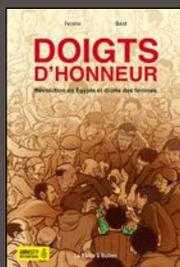
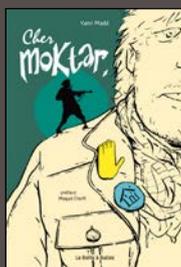
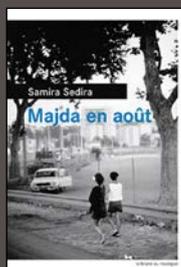
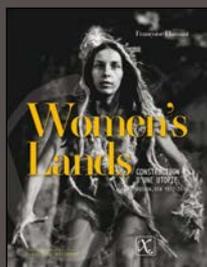
Doigts d'honneur

Ferenc et Bast



En juin 2013, la place Tahrir est envahie par les manifestants pour demander le départ de Morsi, deux ans après les manifestations qui avaient provoqué le départ de Moubarak. Alors que des femmes viennent participer à la révolte populaire, nombre d'entre elles sont victimes d'agressions sexuelles, des hommes estimant qu'elles n'ont pas à être là. Le livre suit le cas d'une jeune étudiante, violée sur la place et sauvée in extremis par une brigade anti-harcèlement. Alternant BD et partie documentaire, cet ouvrage réalisé avec le concours d'Amnesty International montre clairement que derrière les révoltes masculines, il reste encore une autre révolution à faire en Egypte : le respect de 50 % de la population. Effrayant ! FV.

Ed. La boîte à bulles, 2016, 112 p. 16 €



Sorties de secours

Joyce Farmer



Lars et Rachel vivent dans une maison du sud de Los Angeles. Avec l'âge, ils voient progressivement leurs activités décliner. Leur fille Laura vient les aider.

Le lecteur suit la chute inéluctable de ce vieux couple, avec les ennuis de santé qui s'accumulent jusqu'à l'hospitalisation sans retour de Rachel et l'agonie de Lars qui réussit à mourir chez lui, refusant les interventions médicales. Joyce Farmer à travers une vie quotidienne qui demande de plus en plus d'aides fait passer de nombreux messages (féminisme, alimentation, médecine...). Avec empathie, on souffre tout au long de la lecture de ce magnifique roman graphique... On rapprochera ce livre de l'exposition photo de Nancy Borowick présentée à Perpignan cet automne, qui a suivi ses parents atteints du cancer jusqu'à leur mort. MB.

Traduction Nicolas Bertrand, éd. Delcourt, 2016, 210 p. 21,50 €

Jeunes

Quand la nature prend forme

Florence Guiraud et Emmanuelle Grundmann



La nature présente de curieuses formes mathématiques. Les auteures s'amuse à trier faune et flore selon leurs épines, rayures, rondeurs, taches... C'est accompagné d'un texte poétique des plus agréables. De quoi intriguer les plus jeunes comme les plus grands. FV.

Ed. Actes Sud Junior, 2015, 56 p. 18 €

Monsieur Chocolat

Bénédicte Rivière, Bruno Pilorget



L'histoire du premier clown et artiste noir de la scène française, né Rafaël Padilla à Cuba en 1868 et connu en France sous le nom de Chocolat. Né au sein d'une famille d'esclaves, c'est une incroyable aventure qui l'amène à débarquer un jour en Europe. Vite repéré pour ses talents de danseur atypique, il devient une coqueluche de la bonne société qui se bouscule pour aller le voir. Marié à une chanteuse normande, leur couple choque. Tombé dans l'oubli, Padilla décide d'aller jouer au profit des enfants malades : c'est lui le créateur des clowns dans les hôpitaux. Une histoire étonnante suivie de repères historiques sur l'époque, le racisme, etc. GG

Ed. Rue du Monde, 2016, 48 p., 17,5 €

Musique

Chienne de vie

Zoufris Maracas



Embarquement immédiat sur le voilier à destination des îles... Vous y trouverez un plein sac de mélodies entêtantes, parfumées de piment mexicain et de coquillages. Sous la légèreté de ton, on tombe sur des critiques sociales bien amenées ("Nanotechnologies", "Les écrans"), souvent enveloppées d'un humour irrésistible ("L'argent", "Didier", "Quatre planches"). Au final, le mariage plus que réussi d'une critique intelligente de notre société techno-policrière, d'un humour ravageur et de mélodies jouissives, à l'instar de l'entêtant et tubesque "Pacifique". Du concentré de vitamine D. Il serait bien dommage de s'en priver ! GG

Chapter two, 16 titres, 2015, 17 €

De l'aurore jusqu'au couchant

André Bonhomme



Baladin perché sur la colline lyonnaise de la Croix-Rousse, André Bonhomme nous gratifie de 13 galettes généreuses. Un album empreint de tendresse, d'humour et de poésie, dans le cousinage de Julos Beaucarne. Ami des jeunes amoureuses incomprises ("Noëmie") et des enfants, dont il met en musique les paroles dans "La chanson des larmes", il sait aussi rendre un hommage aux "millions sans grade" ("Toute une vie") et aux ouvriers ("La joie"). L'institution militaire n'est pas en reste, qui fusille un jeune soldat rêveur ("Chemin de ronde"). "Pour qu'un gredin soit justifié, suffit qu'il porte un uniforme" ("Cœur contrarié"). Mi-clown, mi-poète, notre bonhomme invite, on l'aura compris, à faire un pas de côté plutôt qu'à marcher au pas. GG

aci.bonhomme@laposte.net, 13 titres, 2015, 15 €

Films

Semences buissonnières



Voici un abécédaire filmé de la production de semences de légumes : pas moins de 32 petits films pédagogiques qui décrivent le cycle d'autant de légumes de la graine à la graine, accompagnés de 8 films sur les principes généraux à connaître. On y parle botanique, pollinisation, sélection, méthodes d'isolement, stockage... 4 DVD qui devraient permettre aux plus amateurs de se lancer, en français, allemand et anglais. Pour ne plus être dépendants de l'achat de semences et ne plus être dominés par quelques multinationales. GG

Longo Mai/Forum civique européen (St Hippolyte, 04300 Limans / seedfilm.org), 7h16, 50 €.

Nous avons également reçu... 2/2

■ Alexandre Jacob, journal d'un anarchiste cambrioleur, Vincent Henry et Gaël Henry, éd. Sarbacane, 2016, 160 p. 22,50 €. Alexandre Marius Jacob, né en 1879, va mettre en place avec des anarchistes un groupe de "travailleurs de la nuit" qui "récupère" dans les maisons bourgeoises ce qui sera ensuite redistribué aux plus pauvres. Il aura plus de 500 cambriolages à son actif avant d'être arrêté et condamné au bagne. Une histoire pour réfléchir à l'exploitation humaine et aux inégalités sociales. C'est ce personnage au fort charisme qui inspirera Maurice Leblanc pour celui d'Arsène Lupin.

■ Murs murs, la vie plus forte que les barreaux, Tignous, éd. Glénat, 2015, 120 p. 25 €. Tignous, tué le 7 janvier 2015 dans les locaux de Charlie-Hebdo, réalisait alors un long travail d'entretiens dans les prisons françaises. Ce travail a été réuni et mis en couleur par sa famille et ses amis pour offrir ce témoignage aussi bien du côté de l'administration pénitentiaire que des détenus. Un travail de longue haleine avec des portraits sur le vif et une sélection de réflexions qui interpellent sur les rôles de la prison. Avec une belle préface de Christiane Taubira.

■ Love story à l'iranienne, Jane Deuxard et Deloupy, éd. Delcourt, 2016, 144 p. 17,95 €. Un couple de journalistes fait des entretiens avec de jeunes Iraniens. Sont abordés les difficultés de se rencontrer et de s'aimer, les mariages arrangés, l'absence de révolte depuis la contestation réprimée en 2009 et l'impossibilité de quitter le pays... Des entretiens réalisés souvent en marchant dans des lieux touristiques pour éviter d'attirer l'attention des nombreux policiers et délateurs. Les débats sur les rapports hommes femmes divergent selon les personnes, certaines femmes s'estimant beaucoup plus libres que les Occidentales.

Jeunesse

■ En suivant le tracteur, Susan Steggall, traduction d'Alain Serres, éd. Rue du Monde, 2016, 32 p. 15 €. A partir de 2 ans. Ce livre pour enfants fait le choix de présenter le cycle des saisons à travers l'usage du tracteur en milieu agricole. Les dessins sont superbes, mais quel est le message ?

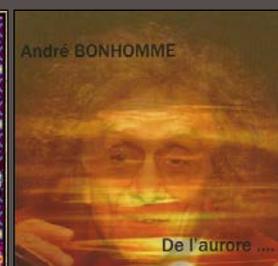
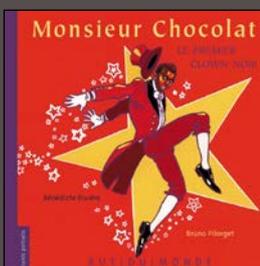
■ Le pt'it jardin. Vergers et potagers, Brigitte Vaultier, Chiara Dattola, éd. du Ricochet, 2015, 32 p., 7,60 €. Dès 3 ans. De belles illustrations simples et colorées pour présenter le jardinage : le besoin de soleil et d'eau, les outils, les gestes, les animaux du jardin, la dégustation. Le tout, en vers rimés !

■ Mon pays en partage, Yves Pinguilly, Sandra Poirot Cherif, éd. Rue du Monde, 2016, 32 p. 17,5 €. Des poèmes d'humanité pour accueillir les enfants qui viennent d'autres pays en ces temps de migrations forcées.

■ Avec trois brins de laine, Henriqueta Cristina, Yara Kono, Ed. des éléphants/Amnesty International 2016, 32 p., 13,5 €. Dès 7 ans. Cette histoire s'inspire de l'exil d'une famille portugaise vers la Tchécoslovaquie. Elle y trouve sécurité et liberté, mais aussi des normes vestimentaires enfermantes que la mère, par son tricot, va bouleverser.

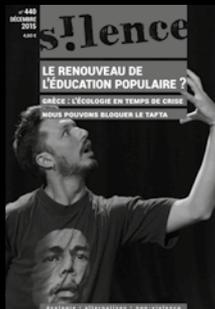
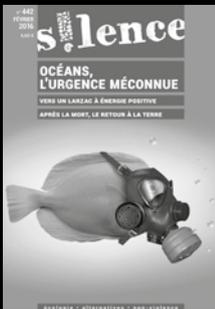
Poésie

■ La conquête du reste, Claude Carrey, éd. La Truite rêveuse, 2015, 58 p. + un CD, 10 €. Malgré nos envies, nos rêves, nos amours, nos espérances, le monde actuel pourrait bien disparaître. Quelques poèmes pour nous dire que tant de belles choses sont menacées.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?

■ Venez nous voir les 19 et 20 mai !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 16 et 17 juin, 18 et 19 août, 15 et 16 septembre...**

■ Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **15h30** les mercredis **25 mai** (pour le n° d'été), **22 juin** (pour le n° de septembre), **24 août** (pour le n° d'octobre)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

■ Poissons d'avril

Nous avons été un peu étonnés de recevoir une résiliation d'abonnement car Silence a fait la promotion d'une montre connectée... c'était dans le numéro d'avril 2015. Alors pour éviter que cela ne se reproduise, précisons que l'annonce "rejoignez les lecteurs anonymes" parue dans le numéro d'avril 2016 est aussi un poisson d'avril !

■ AG de Silence Samedi 18 juin

L'assemblée générale de l'association Silence se tiendra le **samedi 18 juin** dans nos locaux. Accueil à partir de 9h30. Le matin, nous ferons les bilans de l'année 2015 puis nous discuterons de la ligne éditoriale. Après un repas partagé, nous discuterons des perspectives d'avenir concernant la revue et les activités qui s'y greffent (groupes locaux, co-éditions, liens avec d'autres réseaux...), les conditions de travail et le renouvellement de notre conseil d'administration. L'AG est ouverte à tous, mais seul(e)s les adhérent(e)s peuvent voter.

A noter que cette année, l'AG est précédée de l'expédition du numéro d'été les jeudi 11 et vendredi 12 juin, pour ceux et celles qui veulent faire l'ensemble.

S'inscrire avant, si possible, au 04 78 39 55 33.

■ Bénévolat

Depuis quelques années, nous réalisons pour chaque assemblée générale un bilan des heures bénévoles réalisées dans le cadre de l'association. Grosso-modo, les salariés font la moitié du travail... et l'autre moitié — plus de 5000 heures — est faite bénévolement : une bonne partie de la rédaction et des photos, le choix des couvertures, les recensions de livres, mais également la tenue des stands, la présence dans quelques festivals, l'animation des relais locaux, les archives, certaines activités informatiques, les corrections, le conseil d'administration, les choix de rédaction, et la très conviviale expédition. Au total, ce sont plus de 200 personnes qui s'impliquent dans la revue chaque année.

Silence, c'est vous aussi...

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations desus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonnés... en fonction de vos envies !

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur notre site : www.revuesilence.net / rubrique : Comment participer

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Pasières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beautheil, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Partenaires



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdu nucléaire.org



Silence est membre de la Coordination des médias libres. www.medias-libres.org



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilhaud-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr



Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure
- 422 Décolonisons nos luttes
- 426 D'autres formes de démocratie
- 428 La forêt brûle
- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?

- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 439 Écologie et féminisme : même combat ?
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 443 Nucléaire : Faut-il que ça pète pour qu'on l'arrête ?
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs

Numéros régionaux

- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain
- 419 Picardie
- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres



L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

Manuel de transition, 212 p. - 20 €

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €

Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.



Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

France métropolitaine

Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 20 €

Particulier 1 an 46 €

Bibliothèque, association... 1 an 60 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 74 €

Petit budget 1 an 32 €

5 abonnements Découverte offerts 100 €

Autres pays et Dom-tom

Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 27 €

Particulier 1 an 55 €

Bibliothèque, association... 1 an 68 €

Soutien 1 an 60 € et +

Petit futé 2 ans 85 €

Petit budget 1 an 39 €

Groupés à la même adresse

par 3 ex. 1 an 115 €

par 5 ex. 1 an 173 €

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

8 € par trimestre (abonnement petit budget)

11 € par trimestre (abonnement normal)

..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Couleurs militantes

Gérard Fromanger, 76 ans, appartient à la génération des artistes qui sont devenus populaires au moment de Mai 1968. Étudiant aux Beaux-Arts de Paris, il collabore à la réalisation de plusieurs affiches célèbres. C'est au cours de ces événements qu'il rencontre de nombreuses personnes qui resteront des amis : Jacques Prévert, Gilles Deleuze ou encore Félix Guattari. Il oppose au pop-art américain de l'époque, son engagement militant et social. Ses peintures interrogent sur l'actualité politique. Il part souvent de photos qu'il surcharge de couleurs. Il développe aussi des portraits faits de lignes enchevêtrées.



Luca Lozzi



Collection Centre Pompidou/Dist. RMN-GP / photo Georges Merguierdichian



Jean-Christophe Mazur / Centre Pompidou, Bibliothèque Kandinsky

Gérard Fromanger dans son atelier en 2008.

Ci-dessus :
Peinture-Monde, Carbon black,
série "Le cœur fait ce qu'il veut", 2015.
Acrylique sur toile 200 x 156 cm
À la mémoire des réfugiés qui traversent
les mers au péril de leur vie

Colonne de droite, de haut en bas :
L'Album Le rouge, 1968
21 affiches sérigraphiées à la mémoire
de Mai 1968

L'album Le Rouge, 1970
Dénonciation des nationalismes
et des colonialismes

Existe, 1976
Huile sur toile 130 x 195 cm
Quand il faut faire n'importe quoi
pour intéresser les médias

